

\_\_\_\_\_

**CONJONCTURE** Se démarquant de la morosité ambiante, notamment en ce qui concerne les perspectives de croissance en France, l'OCDE table sur une augmentation de 2,6 % du pro-

duit intérieur brut global en 1996 pour l'ensemble des pays membres, laquelle devrait s'amplifier légèrement l'année suivante, pour atteindre 2,8 %. Pour autant, cette croissance

ne permettra aucune amélioration sensible sur le front du chômage, dont le taux restera supérieur à 10 % en Europe. Ce scénario dépend toutefois d'une stricte maîtrise des dé-

ficits publics. ● LES GRÈVES en France, dont l'impact n'est pas encore précisément chiffré, devraient entraîner une diminution d'un quart de point du PIB en 1995, estime l'OCDE (contre 0,3 % à

0,4 % selon l'Insee). ● LE PATRONAT SUISSE préconise une vaste déréglément de l'économie helvétique, dont les services publics devraient être privatisés à marche forcée.

## La croissance dans les pays industrialisés devrait s'accélérer en 1996 et 1997

La baisse du chômage sera peu importante, et des réformes fondamentales s'avèrent nécessaires, notamment la réduction des déficits budgétaires, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans ses dernières perspectives

L'ANNÉE qui s'achève aura été décevante, avec une croissance économique qui n'aura pas tenu ses promesses : +2,4 % dans l'ensemble des pays industrialisés contre +3 % prévu il y a un an. Mais « la situation demeure fondamentalement satisfaisante », et 1996 devrait voir la reprise s'accélérer progressivement et se poursuivre pendant plusieurs années. Tel est le diagnostic que porte l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son dernier examen de la situation internationale, publié le 20 décembre.

Si elle ne déborde pas d'optimisme à cause d'un chômage moyen qui restera élevé, du fait surtout de l'Europe, la vision portée par l'OCDE sur 1996, à travers les indications fournies par les 25 pays membres que comptait l'organisation avant l'adhésion, en novembre, de la République tchèque, n'est pas pour autant pessimiste. Certes, les taux de croissance annoncés pour les années qui viennent n'ont rien de flamboyant :

+2,6 % en 1996, +2,8 % en 1997, après +2,4 % cette année dans l'ensemble des pays industrialisés. Mais, outre qu'ils correspondent à peu près au potentiel actuel de ces pays – c'est-à-dire à ce qui peut être fait en matière de croissance sans accélération de l'inflation –, ils pourraient annoncer une phase d'expansion durable si les bonnes conditions actuelles persistent : inflation faible, baisse des taux d'intérêt à long terme, stabilisation des taux de change à partir d'une remontée du dollar. Nous sommes là très loin de la perspective d'une nouvelle récession.

### ADOPTION DE SACRIFICES

Pour que se réalise ce schéma plutôt optimiste, même s'il est parsemé d'embûches et rempli d'incertitudes, il faudrait ajouter une condition qui ne sera pas toujours facile à obtenir, souligne l'OCDE : la poursuite de la réduction des importants déficits budgétaires qui subsistent un peu partout dans le monde. Les économistes de l'organisation internationale n'ignorent pas les contraintes, voire les dangers, qu'implique la chasse aux déficits publics, celle notamment à laquelle force en Europe le respect du traité de Maastricht. Evoquant les incertitudes de toutes sortes qui minent actuellement la confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs européens, l'OCDE note que « ces effets négatifs seront également amplifiés par les nouvelles mesures d'assainissement budgétaire – au-delà de celles prévues actuellement – qui seront requises dans un certain nombre de pays » du fait du traité.

Incontestablement, la construction de l'union monétaire, ou plutôt les incertitudes qui y sont liées, ne favorisent pas la croissance et augmentent le trouble actuel et les pénalités auxquelles elles donnent lieu pour les pays les plus faibles : « Le climat d'incertitude et l'existence de primes de risque élevées font peser une menace sur la prévision faite par le secrétariat de l'OCDE d'une expansion continue en Europe, qui repose sur un investissement vigoureux des entreprises et un redressement des dépenses de consommation ». L'OCDE ajoute qu'une autre source d'incertitude porte sur le point de savoir si la future Banque centrale européenne sera aussi déterminée que la Bundesbank à agir pour la stabilité des prix, rappelant au passage les importantes sorties de capitaux allemands vers la Suisse.

L'Europe au même rythme que les États-Unis			
	1995	1996	1997
<b>■ PIB en volume</b>			
États-Unis	+ 3,3	+ 2,7	+ 2,8
Japon	+ 0,3	+ 2	+ 2,7
Allemagne	+ 2,1	+ 2,4	+ 2,7
France	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,7
Grande-Bretagne	+ 2,7	+ 2,4	+ 2,7
OCDE Europe	+ 2,9	+ 2,6	+ 2,7
Total de l'OCDE	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,8
<b>■ Inflation</b>			
États-Unis	+ 1,6	+ 1,7	+ 1,9
Japon	- 0,9	- 0,4	+ 0,3
Allemagne	+ 2,3	+ 2	+ 2,1
France	+ 2,1	+ 2,1	+ 2
Grande-Bretagne	+ 1,9	+ 2,5	+ 2,3
OCDE Europe	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,6
Total de l'OCDE	+ 4,1	+ 3,4	+ 3,2
<b>■ Chômage (en % de la population active)</b>			
États-Unis	5,6	5,7	5,9
Japon	3,1	3,4	3,4
Allemagne	9,3	9,3	9,1
France	11,5	11,3	11
Grande-Bretagne	8,4	8,2	8
OCDE Europe	10,8	10,5	10,3
Total de l'OCDE	7,8	7,7	7,6
<b>■ Balance courante (en % du PIB)</b>			
États-Unis	- 2,4	- 2,2	- 2
Japon	- 2,3	- 2	- 2
Allemagne	- 0,8	- 0,9	- 1
France	- 1,3	- 1	- 1,1
Grande-Bretagne	- 1,1	- 1,5	- 1,6
OCDE Europe	- 0,8	- 0,7	- 0,7
Total de l'OCDE	- 0,1	- 0,1	- 0,1
<b>■ Commerce international (en % du PIB)</b>			
(var. année précédente)	+ 9,2	+ 8,2	+ 8,2

(Variation en % par rapport à l'année précédente.)

Avant évoquer les risques et les incertitudes liés à une période exceptionnelle pour l'Europe, l'OCDE n'en persiste pas moins : en dehors même du processus d'union monétaire « une réduction des déficits s'impose d'urgence dans plusieurs pays européens afin de diminuer les primes de risque », ce qui contribuera « à une

basculade des taux d'intérêt à l'ensemble de l'Europe ». Dans cette perspective, ajoute le rapport, le plafond de 3 % de déficit par rapport au produit intérieur brut, fixé dans le traité de Maastricht, n'est pas suffisamment ambitieux, ce qui justifie à posteriori les dernières exigences allemandes, notamment celles du ministre des fi-

nances, Theo Waigel, et de son pacte de stabilité. Pour faciliter l'adoption de sacrifices parfois importants, l'OCDE propose que les « mesures ambitieuses » qui devront être prises le soient « dans la phase de reprise économique, en particulier dans les pays où les ratios d'endettement sont particulièrement élevés » et risquent de « faire naître une dynamique insoutenable de la dette ».

Les chiffres fournis par l'OCDE montrent que des pays comme l'Italie, la Belgique, l'Autriche, le Canada... sont clairement concernés. Le rapport ne dit pas en revanche si les « mesures ambitieuses » dont il est question doivent être reportées à des temps meilleurs (la phase de reprise n'est pas vraiment encore là) ou si elles s'imposent immédiatement. La seconde hypothèse semble la plus probable.

Un argument supplémentaire est fourni pour mener le combat contre les déficits publics : à terme, le vieillissement démographique de la plupart des pays industrialisés fait que « l'objectif d'une position budgétaire saine mérite la plus haute priorité ». Les actifs seront de moins en moins nombreux pour financer les dettes laissées par la présente génération.

### OBJECTIFS SOCIAUX

Tout en soulignant qu'il sera également important « d'assurer la réalisation d'objectifs sociaux essentiels », l'OCDE insiste sur le fait que la garantie de ressources – l'OCDE n'en accorde pas moins la priorité à la réduction des déficits budgétaires parce qu'elle est le gage d'une amélioration de la confiance et donc d'une reprise de la croissance et des investissements – ne fait pas nécessairement réduire les transferts sociaux dont la croissance a représenté entre 1960 et 1993 un peu plus du tiers de l'augmentation des charges publiques. La plus grande part de cette hausse est due aux transferts en faveur des per-

sonnes âgées mais les autres prestations – celles allant vers les actifs – ont également augmenté très vite pour diverses raisons : meilleure couverture, augmentation du nombre des personnes bénéficiant des prestations sociales, amélioration de ces prestations.

L'OCDE souligne qu'on ne peut tabler, d'ici la fin du siècle, sur une diminution notable des transferts vers la population en âge de travailler « si les politiques actuelles sont maintenues ». Les allocations de chômage, la principale cause de l'augmentation des dépenses en faveur des actifs, « seraient une source d'économie potentielle si le fonctionnement du marché du travail était amélioré ». Mais les travaux de l'OCDE avaient montré cet été qu'une baisse importante du chômage était exclue avant plusieurs années, son taux par rapport à la population active ne devant pas baisser de plus d'un point par rapport au niveau de 7,8 % atteint cette année. Comme « il y a peu de chances que les transferts destinés à la population d'âge actif diminuent de façon substantielle », il faudrait « réformer ces programmes afin d'améliorer les mécanismes d'incitation ». Car, souligne l'OCDE, les inquiétudes à l'égard des programmes existants ne se limitent pas à leurs coûts budgétaires mais elles concernent aussi les « effets négatifs » qu'ils peuvent avoir sur les incitations du marché du travail.

AL V.

### Eviter les syndromes turc ou mexicain

De 1990 à 1994, la croissance annuelle des entrées nettes de capitaux en Asie de l'est a atteint 7 %, celles-ci étant composées d'investissements étrangers directs, de flux bancaires et d'investissements de portefeuille. Ces mouvements financiers ont le plus souvent amplifié la performance des économies locales, mais deux pays au moins, extérieurs à la zone asiatique, mais qui font aussi partie des « pays émergents », la Turquie au début de 1994, puis le Mexique en décembre de la même année, ont subi des crises financières graves. L'OCDE, qui consacre une étude spécifique aux marchés émergents et à la libéralisation des mouvements de capitaux, s'inquiète des risques qu'elle induit. « On peut craindre que des mouvements de capitaux massifs ou brusques n'aient des effets perturbateurs, surtout si les bases fondamentales de ces économies ne sont pas solides », affirme le rapport. Il est nécessaire que l'intervention « des changements dans la gestion macro-économique et dans les institutions financières, afin d'éviter des difficultés économiques qui pourraient, dans les cas extrêmes, entraîner la désorganisation du système financier mondial », ajoute-t-elle.

### COMMENTAIRE VISION SURPRENANTE MAIS RÉALISTE

Il n'est pas dans les habitudes de l'OCDE d'affoler les foules en annonçant des crises économiques ou des renversements dramatiques de situation. Cette fois pourtant, à la lecture d'une description de la situation mondiale relativement optimiste, la tentation est grande de crier au subterfuge. La croissance économique en Europe est en panne, ou presque, le Japon continue de purger ses excès financiers et bancaires, plusieurs pays d'Amérique latine, et non des moindres (Mexique, Argentine, Venezuela) ont de gros problèmes, la croissance se ralentit en Chine alors que les tensions sociales y montent dangereusement, les États-Unis eux-mêmes malgré

la remarquable conduite de leur politique économique verront bien un jour arriver la fin d'un cycle de croissance entamé il y a presque cinq ans. Et malgré tout cela, l'OCDE nous annonce des temps meilleurs, la reprise se consolidera progressivement l'année prochaine et en 1997 pour atteindre 2,8 %, une croissance qui devrait être durable car non inflationniste. Tout cela parce que selon l'Organisation, la situation de la plupart des pays industrialisés est fondamentalement saine : taux d'intérêt en baisse, inflation faible, taux de change stabilisés. Une description qui, concernant la France, a valu, mardi 19 décembre, à l'économiste en chef de l'OCDE, le japonais Kumi Haru Shigehara, une volée de bois vert de la part d'un journaliste anglosaxon qui lui reprochait le manque d'indépendance de ses analyses vis à vis de l'optimisme

de commande des gouvernements. Et si, malgré la grisaille et les difficultés actuelles, l'OCDE avait raison ? Ses économistes sont pour la plupart convaincus qu'une gestion stricte des finances publiques, la résorption des déficits budgétaires et sociaux, ramènera la confiance des marchés et fera baisser le taux d'intérêt à long terme. Une fois confirmée cette détente – qui est déjà en train de se produire – ce sont les ménages et les chefs d'entreprises qui changeront d'attitude. Les premiers tireront sur leur épargne, les seconds investiront davantage. La croissance s'accélérera. Ce schéma apparaît à beaucoup trop simple pour être vraisemblable. Il a pourtant au moins une chance sur deux de se réaliser si les pays sont prêts à en payer le prix, concernant notamment l'emploi et les salaires minimums.

Alain Verhulst

## Les propositions ultra-libérales du patronat suisse soulèvent un tollé

**BERNE** de notre correspondant. Rarement publication patronale aura provoqué pareil tollé en Suisse que le Livre blanc sur l'économie helvétique que viennent de présenter une vingtaine de capitaines d'industrie parmi les plus en vue du pays. La gauche et les syndicats ont été les premiers à ouvrir le feu, mais les critiques vont bien au-delà et fusent de tous côtés. Même le président de la Confédération, Kaspar Villiger, et jusqu'au président de ce bastion de l'orthodoxie financière qu'est la Banque nationale suisse, Markus Lüsser, sont sortis de leur traditionnelle réserve pour juger « irréalistes » les recettes d'un néo-libéralisme à tout crin avancées dans ce document.

Intitulé « Avons le courage d'une vraie relance – Un Programme de politique économique pour la Suisse », ce Livre blanc avait suscité des re-

mous avant même sa parution. Déjà, son mot d'ordre en donnait le ton : « Trouvons plus tout en gagnant moins ». Ensuite, ce pavé dans la mare était lancé par quelques-uns des poids lourds de l'économie helvétique : rédigé sous la baguette du coprésident d'Asea Brown Boveri (ABB), David de Pury, avec le concours de deux professeurs de l'université de Saint-Gall, le texte compte également au nombre de ses auteurs les PDG des trois grandes banques et de multinationales comme Ciba et Nestlé, ou encore l'ancien directeur général du GATT, Arthur Dunkel. Afin de bien montrer à qui le message s'adressait en priorité, c'est à Zurich, la métropole économique du pays, qu'il a été rendu public le 13 décembre, le jour même de l'élection du gouvernement helvétique par le nouveau Parlement à Berne.

Pourtant du constat que l'économie

suisse s'essouffait et tarde à s'adapter aux bouleversements structurels en cours, les auteurs de ce texte prônent un traitement d'urgence pour renforcer sa compétitivité. Leur thérapie consiste en une déréglément tous azimuts passant par le démantèlement et la privatisation des services publics. Les premiers secteurs concernés seraient les postes et les télécommunications, les chemins de fer, l'énergie, et même que la télévision.

**SUPPRESSION DE L'IMPÔT DIRECT** Parmi d'autres mesures, le Livre blanc va jusqu'à proposer de soumettre l'assurance-chômage et les universités aux règles de la concurrence. En matière fiscale, il préconise la suppression de l'impôt direct et de l'impôt sur le capital, à compenser par un relèvement de la TVA. La sécurité sociale n'est pas épargnée et devrait « se concentrer sur les seules

nécessités ». Enfin, l'Etat est invité sans plus attendre à rétablir l'équilibre des finances publiques par une réduction des dépenses et des subventions.

La Suisse a beau se vouloir fermement attachée à la libre entreprise, de tels propos n'ont pas manqué de soulever une levée de boucliers. Dénonçant une « orrérance insupportable », les syndicats ont rétorqué que « la mise en œuvre de ce remède de cheval troublerait durablement la paix sociale et politique ». Même dans les rangs des partis « bourgeois », ce Livre blanc passe pour « une caricature de la droite ». Alors que la Suisse ne connaît pratiquement pas de grèves, nombre de commentateurs ont averti que l'application d'un tel programme conduirait à une situation analogue à celle que vient de traverser la France.

Jean-Claude Buhner

**"Je cherche un livre"**

TAPEZ 3615 ÉLECTRE

Les références de 370 000 livres à portée de main. Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ÉLECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en longue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ÉLECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le marché.

2,23 F la minute

3615 ÉLECTRE : LA BIBLIOTHÈQUE ÉLECTRONIQUE.

communiqué  
un tiers  
Chambre

Les pays d'Europe  
opposition d

la centre  
signé me



## Les communistes russes pourraient contrôler un tiers des sièges à la Douma

La Chambre haute a adopté un budget de rigueur pour 1996

Au fur et à mesure que le dépouillement des élections législatives du dimanche 17 décembre se poursuit, le Parti communiste russe confirme

sa poussée et remporte même un grand nombre de sièges attribués au scrutin majoritaire, initialement jugé plus favorable à la formation du

premier ministre. Ce dernier, qui s'est entretenu, mardi 19 décembre, avec M. Eltsine, a exclu une démission de son gouvernement.

MOSCOU

de notre correspondant  
La victoire communiste aux élections à la Douma se révèle plus importante que le Kremlin ne semblait le prévoir, selon les données communiquées, mercredi matin 20 décembre, à partir de résultats toujours incomplets. Le conseiller de Boris Eltsine pour les affaires politiques, Gueorgui Satarov, a affirmé, mardi, que le président était « préoccupé » par une éventuelle majorité des communistes et de leurs alliés potentiels à la Chambre basse du Parlement. Mais cela ne signifie pas que des « postes clés » au gouvernement leur seraient cédés.

Avant le scrutin, le chef du centre d'analyse présidentielle, Marc Ouranov, déclarait au Monde que « les communistes et leurs alliés agrariens pourraient compter sur un tiers des sièges à la Chambre ». Mais ces chiffres risquent d'être largement dépassés si un cinquième bloc électoral ne parvient pas à dépasser la

barre des 5 % nécessaire pour entrer à la Douma au scrutin proportionnel (la moitié des 450 sièges). L'agence Interfax avait annoncé, lundi, que le parti Choix de la Russie d'Egor Gaïdar avait obtenu 5,07 % des voix. Mais la commission électorale a ensuite ramené ce chiffre à 4,4 %. Le report des voix obtenues par les 39 partis perdants au scrutin par liste vers les quatre gagnants pourrait alors permettre au Parti communiste de doubler son propre score (21,8 %). Ce qui lui donnerait une centaine de sièges à la proportionnelle. Autre surprise du vote : les communistes obtiennent aussi une cinquantaine d'élus au scrutin majoritaire de circonscriptions. Le PC aurait ainsi, à lui seul, ce que certains analystes du Kremlin lui donnaient en alliance avec les agrariens et assimilés.

Mais une autre source au Kremlin, ayant requis l'anonymat, laissait entendre, à la veille du scrutin, qu'une partie de l'entourage du président comptait utiliser un

effet de surprise face à l'inéluctable « victoire » communiste, afin de mettre Boris Eltsine en meilleure position pour se présenter, comme seul rassembleur possible des « démocrates » à la présidentielle de juin 1996.

ALLIANCES

La tâche sera néanmoins difficile. Grigori Ivalinski ne semble aucunement prêt à lui céder ce rôle : son parti Iablioko, avec 7,7 % des voix talonne, en effet, le parti « eltsinien » du premier ministre (9,7 %). Tout dépendra de la décision que M. Eltsine doit solennellement révéler en février 1996 : participer ou non à la présidentielle. Mais selon la plupart des commentateurs, le président semble vouloir continuer à tenir la barre du bateau russe. Celui-ci pourrait ne pas trop tanguer dans l'immédiat. Le budget 1996, déjà adopté par l'ancienne Douma, l'a été aussi, mardi, par le Conseil de la Fédération. Dans le brouhaha des élections, personne ne s'est

particulièrement occupé de savoir si ce vote de la Chambre haute du Parlement, qui devait elle aussi être renouvelée le 17 décembre, était bien constitutionnel. Elle siègera en janvier dans une nouvelle composition qui restera sans doute favorable au pouvoir.

Par ailleurs, le conseiller présidentiel Gueorgui Satarov a souligné que la Constitution russe donnait au président « divers moyens » pour contrer un vote de défiance de la Douma envers Viktor Tchernomyrdine, comme de le garder au titre de premier ministre par intérim. Mais il est aussi possible que les différents dirigeants de l'opposition s'occupent plus de recomposer des alliances en vue de la présidentielle que de chercher à renverser le gouvernement. Dans l'immédiat, M. Ivalinski s'est surtout inquiété des manipulations possibles du décompte des voix, que la commission électorale tarde à rendre public.

Sophie Shihab

## Les pays d'Europe de l'Est craignent un renforcement de l'opposition de Moscou à leur intégration dans l'OTAN

A L'EXCEPTION notoire de la presse officielle serbe qui affiche sa satisfaction, la victoire du Parti communiste aux élections législatives en Russie a été accueillie avec prudence par les anciens pays satellites de Moscou. Une prudence qui traduit autant une sourde inquiétude qu'une volonté de se démarquer des convulsions politiques russes après quatre décennies de domination soviétique. Cinq ans seulement après le départ des derniers soldats de l'armée rouge d'Europe centrale, ce silence est une façon symbolique de marquer une distance par rapport à un « grand frère » toujours puissant. De montrer que l'Est a irrémédiablement basculé à l'Ouest.

« L'eau ne résiste pas de bouillir à 100 » : à Varsovie, la réaction du porte-parole du président Lech Walensa s'est voulu délibérément dédramatisante. Le même porte-parole faisait aussi valoir que le rapport des forces à la Douma ne paraissait pas devoir être bouleversé, les communistes gagnant ce que les nationalistes extrêmes (Jirnovski) ont perdu. A Budapest, le résultat des législatives dans l'Autriche voisine a autant retenu l'attention que le scrutin russe qui se déroulait le même jour. D'autant plus, ironise un journaliste de l'influent quotidien *Magyar Hirlap*, qu'« en Autriche, c'est la démocratie qui l'a emporté ».

Pour les Hongrois, la perspective d'une percée de Jörg Haider, le candidat autrichien d'extrême droite, était aussi préoccupante que l'éventualité d'un retour en force des nationalistes russes. Loin dans les têtes, Moscou l'est aussi un peu plus géographiquement depuis la disparition de la frontière commune de la Hongrie avec l'URSS à la suite de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine.

Tout en feignant d'observer les remous russes de loin, il n'en demeure pas moins que, de la Baltique à la mer Noire, on voit d'un mauvais œil un retour sur le devant de la scène moscovite de formations ouvertement

anti-occidentales. Certes, la Russie n'est plus en mesure de peser directement sur l'avenir d'Etats qu'elle se plaît parfois à considérer comme appartenant à son « étranger proche ». La nouvelle donne politique russe risque, pourtant, d'en retarder le processus d'élargissement de l'OTAN à l'Est, bête noire des « patriotes » et communistes russes. Face à une Douma intransigente, Boris Eltsine, déjà peu enclin à la conciliation sur ce dossier, risque de se lancer dans une surenchère nationaliste à l'approche de l'élection présidentielle de juin 1996. Gueorgui Ziouganov, le dirigeant des communistes russes, n'a d'ailleurs rien fait pour dissiper ces craintes en rappelant, lundi, que son parti était « contre l'élargissement de l'OTAN » et favorable au « rétablissement de l'URSS sur une base volontaire, par référendum ».

SILENCE ÉLOQUENT

« La Russie va tenter de maintenir la Roumanie dans sa sphère d'influence et va s'opposer à son intégration à l'OTAN », n'a pas manqué de relever, mardi, le quotidien *Libertatea*. D'habitude, plutôt circonspectes, les autorités roumaines sont, cette fois-ci, sorties de leur réserve par la voix du président Ion Iliescu. Ce dernier a fait une allusion à peine voilée aux communistes russes en affirmant : « Ce n'est qu'en regardant en avant et pas vers le passé qu'on peut trouver des solutions ».

Une position qui tranche par rapport au louvoiement de la Roumanie, seul pays de l'Est, au lendemain de la chute du mur de Berlin, à signer un traité d'amitié avec l'URSS de l'époque, avant de devenir, trois ans plus tard, le premier à répondre favorablement au partenariat pour la paix de l'OTAN. De plus, la nouvelle donne politique à Moscou pourrait aggraver le contentieux sur le retrait de la 14<sup>e</sup> armée russe de Transnistrie, la partie orientale de l'ex-République soviétique de Molda-

vie, arrachée à la Roumanie en 1940. L'ancien patron de la 14<sup>e</sup> armée n'est autre que le général Alexandre Lebed, fraîchement élu à la Douma. Mircea Snegur, le président moldave, s'est borné à affirmer qu'il s'attendait à rencontrer des « difficultés » sur le départ de l'armée russe.

Plus que tout autre sans doute, l'Ukraine, qui avait déjà manifesté une certaine nervosité avant les élections, redoute une exacerbation du nationalisme russe. Les nostalgiques de l'URSS, communistes et jirnovskiens confondus, n'ont jamais accepté la « sécession » de l'Ukraine en 1991, qu'ils considéraient comme une « province » russe. Faisant profil bas, le président Leonid Kouchtchma a déclaré que « rien d'offensif ou d'irréversible ne s'est produit » et a exprimé « la certitude que rien ne changerait dans le gouvernement (russe) avant l'élection présidentielle » de 1996.

A l'exception des présidents Iliescu et Kouchtchma, les dirigeants de l'Est ont observé un silence éloquent. Le résultat des élections en Russie « avait l'impression que puisse être la Douma » ajoute un point d'interrogation supplémentaire aux nombreuses incertitudes qui caractérisent aujourd'hui leur environnement géopolitique. Notamment celui de la Pologne, où la marche vers la dictature du président Loukachenko dans la Biélorussie voisine est suivie avec beaucoup d'attention. En fait, même si les anciens communistes sont revenus sur le devant de la scène, de Moscou à Budapest, les élections russes n'auront fait qu'élargir le fossé grandissant entre la Russie et ses ex-satellites. La victoire de Gueorgui Ziouganov ne fera que renforcer la volonté des pays de l'Est de voir leur « retour à l'Europe » enfin concrétisé par leur entrée dans l'Union européenne et dans l'OTAN.

Y.-M. R.

et les correspondants du « Monde »

## Les tensions sociales en Belgique affaiblissent la cohésion fédérale

La Flandre ne veut plus payer pour la Wallonie

BRUXELLES

de notre correspondant

Après les grèves de la SNCF, les habitués de la ligne Paris-Bruxelles vont-ils connaître celles de la SNCB ? Protestant contre un plan de restructuration, les cheminots belges ont observé de nombreux arrêts de travail, mardi 19 décembre, notamment en Wallonie, où plusieurs gares étaient purement et simplement fermées. Dès lundi soir, le trafic international avait été fortement perturbé à la gare bruxelloise du Midi. Il s'agissait de débrayages « sauvages », sans préavis, les appareils syndicaux paraissant débordés par une partie de la base.

Un communiqué publié mardi, après trois heures de délibération entre le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, et les vice-premiers ministres représentant les différents partis de la coalition gouvernementale, paraît avoir calmé le jeu jusqu'à de prochaines négociations. Après la manifestation du 13 décembre pour le maintien des avantages du statut des fonctionnaires (*Le Monde* du 15 décembre), M. Dehaene avait paru opter pour la fermeté. « Ceux qui croient obtenir quelque chose en essayant de copier Paris se trompent », avait-il déclaré. Le ministre des transports, Michel Daerden, est toutefois « chargé de renouveler le dialogue social », selon le communiqué. M. Daerden est un socialiste francophone, tout comme Elio Di Rupo, vice-premier ministre chargé des affaires économiques et des télécommunications, et André Flahaut, responsable de la fonction publique.

Le PS doit bien regretter le partage des portefeuilles dans le gouvernement formé en juin. Ses représentants sont sur tous les fronts avec la privatisation de Belgacom, cédée pour moitié à un consortium étranger, et avec l'agitation chronique de la Sabena, la compagnie belge d'aviation, également soumise à une politique d'austérité. Prévue pour durer jusqu'à mercredi

di soir, la dernière grève tournante a paralysé le trafic mardi. Une grève nationale de vingt-quatre heures dans la fonction publique est déjà prévue pour le 12 janvier 1996. Les syndicats veulent « mettre la pression » au moment où le gouvernement veut s'attaquer à la réforme de la Sécurité sociale et au régime de retraite des fonctionnaires.

« Un scénario à la française n'est plus à exclure », écrivait mardi le quotidien *Le Soir*. Il y a cependant des différences de taille entre l'Hexagone et le royaume. En Belgique, les appareils syndicaux sont partie du système.

Ils contrôlent directement les mutuelles chargées de la protection sociale et sont même les agents de la distribution des indemnités de chômage versées par le gouvernement. Fonctionnaire encore sur des bases nationales, les centrales chrétienne et socialiste partagent la plus grande partie de ce « gâteau », tout comme les partis sociaux-chrétiens et socialistes, éclatés en branches francophones et néerlandophones, se partagent le pouvoir depuis de nombreuses années.

En revanche, la fédéralisation du royaume a affaibli l'Etat. Le 16 décembre, Johan Van Hecke, président du CVR, le Parti social-chrétien flamand du premier ministre, a remis en cause la base fédérale de la protection sociale et des chemins de fer, estimant que les néerlandophones n'y trouvaient plus leur compte. « Nous ne tolérerons pas que la Belgique soit nourrie par la Flandre et qu'elle n'alloit plus que la Wallonie », a-t-il dit. Alors que M. Dehaene essayait d'apaiser les chefs des partis francophones, qui se sentaient « insultés », Viviana Demeester, ministre chargée notamment des finances dans le gouvernement barandot, a persisté et signé en annonçant, mardi, qu'elle entreprendrait, au cours de la présente législature, les démarches nécessaires pour la fédéralisation des soins de santé.

Jean de la Guétière

## Nouvelle défaite de M. Major aux Communes

LONDRES. Le premier ministre britannique a subi, mardi 19 décembre, sa seconde défaite en six semaines aux Communes. Lors d'un vote sur la politique commune de la pêche, la défection de plusieurs députés conservateurs a fait pencher la balance en faveur des travaillistes, dont la motion l'a finalement emporté par 299 voix contre 297. Ce vote n'avait toutefois qu'une valeur indicative et ne saurait lier John Major, à deux jours de la réunion à Bruxelles des ministres chargés de la pêche.

Déjà, le 6 novembre, vingt-trois voix tories avaient manqué à M. Major lors d'un scrutin sur la publicité des revenus des députés. Le premier ministre, dont la majorité ne tient qu'à quelques voix, avait compté sur sa réélection en juillet à la tête du Parti conservateur pour faire taire la dissidence dans ses rangs ; il n'aura pas profité longtemps de ce succès. — (Corresp.)

EUROPE

■ Le successeur du Cocom, l'organisme de la guerre froide chargé de surveiller les exportations de matériel sensible, sera officiellement installé à Vienne le 2 avril 1996, ont décidé, mardi 19 décembre, les représentants de vingt-huit pays réunis à La Haye. Baptisé « accord de Wassenaar », il disposera de « listes secrètes (...) » comportant les produits à usage sensible ou très sensible et les procédures à observer en cas d'exportation. Aucun de ces produits ne devrait être exporté vers l'Iran, l'Irak, la Libye et la Corée du Nord. — (AFP)

■ GRÈCE : l'état de santé du premier ministre, Andreas Papandréou, hospitalisé depuis le 20 novembre, reste inchangé mais ses médecins redoutent de nouvelles infections, selon un bulletin de santé lu mardi 19 décembre. De nombreux journalistes estimaient pourtant que l'état du chef du gouvernement s'était aggravé en début de soirée. — (AFP)

■ TCHÉCHÉQUIE : les forces russes ont lancé une offensive à Goudermès, deuxième ville du pays, contre des combattants tchéchènes qui retiennent 170 soldats russes, a rapporté, mardi 19 décembre, la télévision russe. Selon des témoins interrogés par l'AFP, plus d'une centaine de cadavres de civils gisaient, avant cette offensive, dans les rues de Goudermès, investie par les résistants tchéchènes depuis jeudi 14 décembre. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ CUBA : le ministre des Investissements étrangers, Ernesto Melendez Bachs, a été « libéré de ses fonctions » et remplacé par Ibrahim Ferradaz Garcia, a annoncé, mardi 19 décembre, le quotidien officiel *Granma*. M. Ferradaz était responsable de l'Office national du contrôle des comptes au ministère des finances. — (AFP Reuters)

■ Trois membres d'un groupe paramilitaire américain, soupçonnés d'avoir complotté pour envahir Cuba, ont été arrêtés près de Los Angeles et des camions chargés d'armes et d'équipements sophistiqués ont été saisis, a annoncé, mardi 20 décembre, le FBI. Le groupe, dirigé par René Cruz, avait récemment acheté un bateau de 15 mètres pour gagner l'île. — (AFP)

Roger Cars

## La fermeture de la centrale de Tchernobyl est reportée, au mieux, à l'an 2000

Le mémorandum signé mercredi 20 décembre par l'Ukraine reste vague sur le calendrier

APRÈS DES ANNÉES de négociation, les autorités ukrainiennes ont signé, mercredi 20 décembre, à Ottawa, avec les représentants du G7, un « mémorandum » sur la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl. L'Ukraine a accepté formellement ce qu'elle refusait encore le 30 novembre, à Vienne, sous prétexte que le chèque proposé 12,25 milliards de dollars ne couvrirait pas les frais de la fermeture de la centrale. En novembre, la facture présentée par les Ukrainiens était de 4,5 milliards de dollars.

Le négociateur ukrainien, Youri Kostenko, ministre de l'environnement et de la sûreté nucléaire, a finalement accepté ce que proposait le G7 : un don de 500 millions de dollars, comme preuve de générosité des Sept, et un crédit de 1,8 milliard. Mais il n'est plus question de date butoir impérative : l'an 2000 est indiqué comme « l'objectif à atteindre », comme si chacun savait pertinemment que le délai ne

sera pas tenu. Pour faire plier les Ukrainiens, le G7 a dû menacer de couper tout crédit de modernisation ou de développement. Mais il a dû accepter un calendrier pour le moins flou.

Le problème, c'est que les deux partenaires ne veulent pas la même chose. Le G7 — et son ombre portée, baptisée E7, qui regroupe sept grandes compagnies d'électricité —, voudrait ne plus entendre parler de la centrale de Tchernobyl, considérée comme une menace potentielle à l'industrie nucléaire civile. En cas de nouvel accident, en effet, à Tchernobyl ou à Kozlodzov (Bulgarie), c'en serait fait des derniers espoirs de relance du nucléaire dans les pays occidentaux. Il y va donc de l'image, et donc de la survie d'une industrie de plus en plus critiquée.

Pour les Ukrainiens, le sort de l'industrie nucléaire n'est pas en cause : « L'énergie atomique représente l'avenir », lançait lors de sa visite à Paris Mikhaïl Pavlovsky, pré-

sident de la commission de sûreté nucléaire. Et les députés qui l'accompagnaient, dont une bonne partie étaient des physiciens nucléaires ou des ingénieurs atomistes, répétaient à l'unisson que, de tous les pays de l'ancienne URSS, l'Ukraine est à cet égard « le plus expérimenté et le plus fiable ». Ce que Kiev veut régler en priorité, c'est la reconstruction du sarcophage qui menace ruine... afin de pouvoir produire les kilowatts en toute tranquillité dans les trois réacteurs voisins. Et ce jusqu'en 2007, date limite de fonctionnement raisonnable du site.

Une chose est sûre : les Ukrainiens refusent de mettre à pied du jour au lendemain les 30 000 salariés qui se relaient sur le site de Tchernobyl. Or on imagine mal une centrale à gaz de remplacement en employer même le quart. Le coût du nouveau sarcophage, selon les estimations des experts de l'Union européenne, est au minimum de 1,3 milliard. En admettant que le

chèque du G7 lui soit consacré en priorité, ce qui est vraisemblable, il ne restera plus qu'un milliard disponible pour tout le reste. L'autre priorité, alors, pour les Ukrainiens, serait le remplacement des tubes de force des réacteurs en activité pour permettre à la centrale de Tchernobyl de passer le cap de 1997. Après quoi, il ne restera plus grand-chose pour moderniser le reste du parc électrique ukrainien.

Autant dire que la fermeture effective du site accidenté en 1996 n'est pas pour demain, ni même pour l'an 2000.

Mais l'accord d'Ottawa permettra à Kiev et au G7 d'affronter la tête haute la date fatidique du 25 avril 1996 : pour le dixième anniversaire de la catastrophe, un début de commencement de solution pointera pour le réacteur numéro 4, responsable de tous les maux actuels de l'Ukraine et de l'industrie nucléaire mondiale.

Roger Cars



# En février, il sera trop tard pour profiter de la neige de janvier.

Au Club Med, du 3 au 21 janvier, vous aurez la meilleure neige de l'hiver, celle de janvier, vous aurez peu de monde sur les pistes et vous aurez les prix les plus bas de l'année. En plus, au Club Med, tout est compris.

**Club Med**  
Qu'attendez-vous pour aller au Club ?

Pour réserver : 16 (1) 42 96 10 00, Club Med Voyages, Havas Voyages et agences agréées, 3615 Club Med (1,27 F/mn).

## La France va maintenir pour « quelques mois » les contrôles à ses frontières

Paris évoque des raisons de sécurité intérieure

Michel Barnier devait annoncer, mercredi 20 décembre, à ses homologues européens un nouveau report, « pour quelques mois », de la levée des contrôles aux

frontières que prévoit la Convention de Schengen. Paris fait valoir les nécessités de la lutte contre le terrorisme et le flux de drogue venant des Pays-Bas.

LA FRANCE devait annoncer mercredi 20 décembre à ses partenaires européens du groupe de Schengen qu'elle maintiendra les contrôles à ses frontières terrestres au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Le ministre des affaires européennes, Michel Barnier, devait s'en expliquer, lors de la réunion, à Ostende, du comité exécutif de la convention de Schengen. Cette convention, ratifiée par

vigueur en mars 1995, de maintenir les contrôles des personnes à ses frontières terrestres, en invoquant des raisons de sécurité intérieure, et a déjà prolongé cette décision à deux reprises.

Michel Barnier devait justifier mercredi ce nouveau report par la persistance des menaces terroristes et l'insuffisance de la lutte contre le trafic de drogue, notamment aux Pays-Bas. « Nous avons

seulement, en respectant la souveraineté des Pays-Bas, que ces problèmes ne soient pas exportés chez nous. » Un sommet entre le chancelier allemand Helmut Kohl, le président français Jacques Chirac et le premier ministre néerlandais Wim Kok est prévu en mars 1996 et pourrait être élargi à la Belgique et au Luxembourg.

Les ministres devaient également évoquer à Ostende le problème posé par l'adhésion à la convention de la Finlande, de la Suède et du Danemark. Ces pays souhaitent adhérer à Schengen, mais sans abandonner leur union en vigueur depuis quarante ans avec l'Islande et la Norvège, non membres de l'Union européenne.

### Charles Millon évoque la présence de l'UEO dans l'OTAN

Le ministre français de la défense, Charles Millon, a déclaré, mardi 19 décembre, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à Paris, que « les Européens, c'est-à-dire les pays concernés de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale, doivent pouvoir s'exprimer au sein de l'Alliance [atlantique] de façon structurée. Ce pourrait être, par exemple, par l'intermédiaire du pays qui exerce la présidence de l'UEO. »

Pour ce faire, il a proposé de mettre en place au sein de l'UEO « un état-major européen, qui serait, pour éviter le reproche de la duplication, en même temps rattaché à la structure renouée de l'OTAN ». Ainsi, a ajouté M. Millon en invoquant « la légitimité d'une identité européenne de défense à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Alliance », « les Européens pourraient se manifester collectivement ».

dix pays (Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal, Grèce et Autriche), prévoit la suppression des contrôles des personnes aux frontières internes de l'espace Schengen ainsi qu'une coopération dans les domaines de la police et de la justice. Paris a cependant décidé, depuis l'entrée en

besoin de quelques mois de plus pour améliorer définitivement le fonctionnement de la convention de Schengen », a déclaré le ministre au quotidien Les Echos. A propos de la drogue, il a indiqué : « Il ne s'agit pas de montrer du doigt tel ou tel pays, même si la législation des Pays-Bas nous pose des problèmes. Nous souhaitons

### LE « NOUVEAU DUR »

D'autre part, dans un entretien au Figaro, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, expose sa conception de l'avenir de l'Europe, qui reprend, tout en récusant l'expression, l'idée du « nouveau dur » lancée en septembre 1994 par les chrétiens-démocrates allemands. Il évoque « l'émergence progressive d'un pôle plus actif, plus soudé, allant plus loin et plus vite, probablement plus intégré. (...) Il s'appuiera nécessairement sur un groupe de pays rassemblés autour du couple franco-allemand. Le monnaie y jouera un grand rôle. C'est d'ailleurs par elle que nous allons commencer. (...) Mais il concernera aussi d'autres domaines, en particulier la défense. »

## Le Mexique n'a pas retrouvé la santé économique un an après la chute du peso

DANS LA SOIRÉE du mardi 20 décembre 1994, le gouvernement mexicain annonce une dépréciation de 15 % du peso : déjà réduite de moitié à l'automne, après plusieurs séries d'attaques contre la monnaie nationale, les réserves de la banque centrale sont tombées au quart de leur niveau de début d'année. Retardée par le président sortant, Carlos Salinas, puis par des rivalités entre les clans du parti au pouvoir et des désaccords sur l'ampleur de la dévaluation à prévoir, la mesure n'arrête pas le mouvement. Contraint quarante-huit heures plus tard de laisser flotter sa monnaie, qui décroche de 45 %, le gouvernement doit appeler le FMI à l'aide. Le dollar est entraîné dans la chute du peso et les capitaux déserter l'ensemble des marchés « émergents ».

Les Etats-Unis se portent au secours du Mexique, mais, devant la réticence d'une grande partie de l'opinion américaine, Bill Clinton devra lancer une vaste opération internationale (50 milliards de dollars) avec le FMI, qui accorde pour la circonstance le plus important volume de prêts de son histoire (17,8 milliards de dollars) pour que les marchés se calment. En contrepartie, le gouvernement mexicain doit apporter ses revenus pétroliers en garantie aux prêts américains et surtout mettre en application, début mars 1995, un nouveau plan d'austérité draconien, fait d'économies budgétaires, de hausses d'impôts, de restrictions monétaires et de freinage des salaires : pas plus que le « pacte social » conclu fin décembre 1994 avec le patronat et les syndicats, le « plan d'urgence » du début janvier n'a paru à même de bloquer l'inflation et de réduire les déficits des échanges et du budget.

Un an après la première dévaluation, le Mexique n'a encore accompli qu'une partie du chemin malaisé vers le rétablissement économique. Il a gagné la première manche commerciale, financière et budgétaire. Fin octobre, l'excédent des échanges, dopé par la dévaluation, a dépassé les prévisions : grâce à une hausse d'un tiers des exportations, et une baisse de 7,7 % des importations, il atteignait 6,2 milliards de dollars, en lieu et place d'un déficit de

15,3 milliards en 1994. L'équilibre des paiements courants en fin d'année est ainsi pratiquement assuré. La dette est maîtrisée. Avec l'aide internationale, l'Etat a pu réduire la dette publique à court terme : il a notamment remboursé la quasi-totalité des 29,2 milliards de dollars des trop fameux tesobonos, ces bons libellés en dollars venus à échéance cette année. Enfin le budget devrait être légèrement excédentaire.

**Le pays a connu sa plus grave récession depuis les années 30. La consommation a diminué de 15 % et le taux de chômage a doublé**

Mais ces succès ont été payés cher. D'abord par la plus grave récession depuis les années 30 : dépassant largement les prévisions, le produit intérieur brut devrait diminuer de 6 % cette année, selon le ministre des finances Guillermo Ortiz, voire un peu plus selon certains analystes. La consommation a diminué de 15 % : le taux de chômage a doublé et les hausses de salaires sont restées inférieures à une hausse des prix qui devrait atteindre 50 % en glissement sur l'année. Enfin, la contraction monétaire a aussi fait reculer l'investissement de 25 %.

Le gouvernement espère une reprise en 1996, aboutissant à une croissance de 3 % sur l'année. Il compte sur une nouvelle augmentation des exportations, voire une nouvelle baisse des importations permises par le bas niveau du peso. Les allègements fiscaux prévus par le nouveau « pacte social » d'octobre et le programme de construction de logements lancé un peu plus tôt devraient faire sentir leur effet ; les augmentations du salaire minimum prévues ce mois-ci puis en avril 1996 devraient limiter les pertes de pou-

voir d'achat, sans risquer de relancer l'inflation, qui reviendrait à 20 % en 1996.

Mais ces prévisions, inscrites dans le budget 1996 présenté en novembre par Guillermo Ortiz, souffrent de plusieurs incertitudes. La plus forte concerne le redémarrage de l'investissement, nécessaire pour compléter les exportations et stabiliser le chômage. Très économe au premier semestre, le gouvernement dispose aujourd'hui d'une large marge de manœuvre pour les investissements publics. Il table aussi sur 12 milliards de dollars d'investissements annoncés par les grandes entreprises, mexicaines ou étrangères. Le programme de restructuration des dettes d'une partie des entreprises et de secours aux banques, accablées par les créances douteuses suffira-t-il au redémarrage ou devra-t-il être étendu, au risque d'entraîner un dérapage budgétaire, malgré l'aide des institutions financières internationales ?

Surtout, comme le note l'OCDE dans ses dernières Perspectives, « les prévisions reposent sur l'hypothèse que les résultats obtenus en 1995 et les mesures annoncées renforceront la confiance des investisseurs ». Celle-ci n'est pas acquise, comme l'a montré dernière recrudescence du peso, dans la première quinzaine de novembre : la devise mexicaine n'a pas retrouvé son niveau antérieur. La crise a laissé des doutes sur la capacité de l'oligarchie politique au pouvoir de conduire l'économie. Les batailles obscures entre les clans du PRI, les accusations réciproques de corruption, les aggravent encore.

Le gouvernement a besoin aussi de la confiance pour ramener les capitaux - étrangers ou mexicains - et pour reconstruire les réserves de la banque centrale. Celles-ci n'atteignent encore que 13,5 milliards de dollars, contre 15 milliards début septembre - et 25 milliards au début de 1994. Elles reposent sur les prêts des Etats-Unis et du FMI : Mexico n'a utilisé que la moitié des crédits mis à sa disposition, mais il a dû obtenir le 15 décembre du Fonds monétaire une nouvelle tranche de 1,5 milliard de dollars.

Guy Herzlich

GUY DE LA POU



Chapitre 150

Publicité

LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995 / 5

ur "quelque  
frontières  
intérieure

# GUY DELAGE VOULAIT TRAVERSER UN OCEAN TOUT SEUL. VOILA POURQUOI IL A CHOISI D'ENTRER DANS L'EQUIPE SECTOR.



Guy Delage a traversé en solitaire l'Océan Atlantique à la nage, solitaire comme peut l'être un homme seul à la merci d'un immense océan. La solitude constitue, en effet, une des caractéristiques qui distingue de nombreux exploits à la limite des possibilités humaines. Derrière se cache la volonté, peut-être atavique, qu'a l'homme de se mesurer avec soi-même en exaltant à l'extrême ses capacités dans une confrontation avec une nature infiniment plus forte. Dans tous ces exploits, on retrouve une énorme détermination, un caractère forgé par la volonté et par la résistance aux obstacles, le désir impératif de parvenir à donner le meilleur de soi en atteignant ses propres objectifs et en poursuivant ses propres rêves jusqu'à les rendre concrets. Dans ce sens, on peut affirmer que Guy Delage n'a jamais été seul. D'autres hommes,

d'autres hommes partagent cet esprit avec lui et appartiennent à une Equipe qui a choisi la devise "No Limits" comme symbole de la propre détermination. Dans l'Equipe Sector No Limits, on trouve aussi bien des athlètes des disciplines extrêmes que des scientifiques et des chercheurs. Tous vivent et travaillent pour apporter leur contribution à la connaissance de l'homme et des objectifs que l'on peut atteindre en appliquant le principe de la maîtrise de sa propre détermination. A leurs poignets, et dans tous leurs exploits, on retrouve les montres Sector, synonyme de résistance, fiabilité et efficacité. Comme la Sector ADV 2500, par exemple. Ses caractéristiques: étanche jusqu'à 100 mètres (10 Atm), boîtier en acier inoxydable, lunette tournante unidirectionnelle, couronne et poussoirs à double joint, verre minéral à haute résistance. Avec Sector, une Equipe qui a choisi d'aller toujours plus loin. Au-delà des limites.



SECTOR ADV 2500

**SECTOR**  
SPORT WATCHES  
Distribué par UTI

ROBERTO GOREN COMMUNICATION

www.sector.ch





## Le niveau de vie moyen des Singapouriens a dépassé, en 1995, celui des Français

Les succès économiques de la cité-Etat ont été acquis au prix du despotisme

Avec près de 25 000 dollars (125 000 francs) de revenu annuel moyen par tête, Singapour se classe désormais au deuxième rang des pays

d'Asie, après le Japon. A cet égard, ce mini-pays de trois millions d'habitants a dépassé, en 1995, la France. Cet essor, d'autant plus impression-

nant qu'une quasi-misère régnait il y a trente ans, a été acquis au prix d'un despotisme que symbolise le « senior minister » Lee Kwan Yew.

**SINGAPOUR**

de notre envoyé spécial

« Y a-t-il une limite à ce que

peuvent accomplir trois millions

d'habitants sur une petite île équa-

toriale ? » « Oui », répond à cette

question qu'il se pose Marc Hig-

ginson, ancien dirigeant de Merrill

Lynch Asie-Pacifique. Et de citer, à

l'appui de sa démonstration, la

vulnérabilité structurelle d'une

économie ouverte sans restric-

tions aux variations de conjonc-

ture de ses partenaires. En réalité,

un ralentissement de la croissance

prévue pour 1995 - 7 % à 8 % au

lieu de 10,1 % en 1994 - tient ici

tout le monde en haleine. Pour-

tant, en raison des performances

accomplies en trente ans d'indé-

pendance, la plupart des opéra-

teurs installés dans la cité-Etat au-

raient plutôt tendance à répondre

« non » à la question de M. Hig-

ginson.

Et, de fait, dans l'activisme maf-

trisé qui est sa marque - tel qu'il

sourd de ses bureaux, de sa

Bourse, de ses banques, de son

port, de son aéroport, et même de

ses rues et de ses lieux de distrac-

tion -, Singapour exsude la

conviction un peu envivée qu'elle

continuera à diriger son destin, ne

serait-ce que parce que, jusqu'à

maintenant, elle a sinon toujours

anticipé l'avenir, du moins su vite

opérer les nécessaires corrections.

« Singapour est un hors-bord qui

peut virer à la minute de 180 ° »,

dit Daisy Goh, haut fonctionnaire

à l'Office de développement

économique (EDB), sorte de

commissariat au Plan, également

chargé de l'aménagement du terri-

toire et de la promotion des inves-

tissements étrangers.

« En 1965, nous étions une cité

qui venait d'être ostracisée par un

Etat, la Malaisie, avec une société

en proie au chômage et aux tensions

raciales - 75 % de Chinois, 15 % de

Malais, 7 % d'Indiens -, et avec un

prolétariat nombreux vivant en bi-

donville, rappelle Patrick Daniel,

rédacteur en chef du *Business*

*Times*. Et le pire était de venir : la

fermeture, en 1968, de la base britan-

nique, qui faisait vivre 20 % de la

population. »

Or Singapour dispute désormais

à Hongkong la suprématie mon-

diale pour le transit de conte-

neurs, et à Rotterdam la primauté

pour les autres transports ; sa

Bourse tend à se classer juste der-

rière celles de New York et de To-

kyo ; la cité-Etat est au quatrième

rang mondial pour le raffinage du

pétrole ; sa compagnie aérienne a

fait 500 millions de dollars de bé-

néfices en 1994 ; ses réserves de

change s'élèvent à 60 milliards de

dollars ; elle jouit du deuxième

revenu annuel moyen par habitant

en Asie, après le Japon, et dépasse,

en 1995, la France, avec près de

25 000 dollars.

« Singapour a inventé, à la fin des

années 60, un modèle de dévelop-

pement fondé sur l'appel illimité

aux capitaux étrangers et aux multi-

nationales, olors hommes, et sur les

exportations, explique Patrick Da-

niel. Le succès a été foudroyant, dès

1972. Il a été accueilli avec un peu

de commisération. On a dit : ils ont

si petits, ce n'est pas significatif. La

réussite, simultanée, des trois autres

« dragons d'Asie » [Hongkong,

Taiwan, Corée du Sud] a davan-

tage retenu les esprits. Or, après la

grave crise économique de 1985, les

autres pays de la région - Malaisie,

Thaïlande, Indonésie, Philippines -

ont adopté ce modèle. Et ce fut le

boom de l'Asie du Sud-Est qui a ot-

tiré l'attention du monde. Au-

jourd'hui, la Chine, le Vietnam,

l'Inde elle-même, s'y mettent, et

Singapour commence à être consi-

dérée d'un autre ciel. »

« Je ne prendrai pas ma retraite

dans ce pays où le contrôle social est

pesant et la démocratie biaisée, dé-

clare un diplomate européen. Mais

il ne faudrait pas qu'un chewing-

gum [allusion à une interdiction,

assez caricaturale, de commercia-

liser ce produit, en vue de garder

les rues propres] cache l'essentiel :

une réussite économique presque

sans équivalent dans l'histoire. »

**LA POIGNEE DE FER DE L'ETAT**

Dès lors, une question se pose :

en quoi le pesant régime qui régit

Singapour - avec ses trente-deux

exécutions capitales en 1994, sa

presse cryptée, sa télévision topo-

graphique, sa culture du conformisme

social - est-il responsable du suc-

cès national ?

La cité-Etat est le seul exemple

d'un socialisme réussi, lit-on en

« Singapour a inventé, à la fin des

années 60, un modèle de dévelop-

pement fondé sur l'appel illimité

aux capitaux étrangers et aux multi-

nationales, olors hommes, et sur les

exportations, explique Patrick Da-

niel. Le succès a été foudroyant, dès

1972. Il a été accueilli avec un peu

de commisération. On a dit : ils ont

si petits, ce n'est pas significatif. La

réussite, simultanée, des trois autres

« dragons d'Asie » [Hongkong,

Taiwan, Corée du Sud] a davan-

tage retenu les esprits. Or, après la

grave crise économique de 1985, les

autres pays de la région - Malaisie,

Thaïlande, Indonésie, Philippines -

ont adopté ce modèle. Et ce fut le

boom de l'Asie du Sud-Est qui a ot-

tiré l'attention du monde. Au-

jourd'hui, la Chine, le Vietnam,

l'Inde elle-même, s'y mettent, et

Singapour commence à être consi-

dérée d'un autre ciel. »

« Je ne prendrai pas ma retraite

dans ce pays où le contrôle social est

pesant et la démocratie biaisée, dé-

clare un diplomate européen. Mais

il ne faudrait pas qu'un chewing-

gum [allusion à une interdiction,

assez caricaturale, de commercia-

liser ce produit, en vue de garder

les rues propres] cache l'essentiel :

une réussite économique presque

sans équivalent dans l'histoire. »

« Singapour a inventé, à la fin des

années 60, un modèle de dévelop-

pement fondé sur l'appel illimité

aux capitaux étrangers et aux multi-

nationales, olors hommes, et sur les

exportations, explique Patrick Da-

niel. Le succès a été foudroyant, dès

1972. Il a été accueilli avec un peu

de commisération. On a dit : ils ont

si petits, ce n'est pas significatif. La

réussite, simultanée, des trois autres

« dragons d'Asie » [Hongkong,

Taiwan, Corée du Sud] a davan-

tage retenu les esprits. Or, après la

grave crise économique de 1985, les

autres pays de la région - Malaisie,

Thaïlande, Indonésie, Philippines -

ont adopté ce modèle. Et ce fut le

boom de l'Asie du Sud-Est qui a ot-

tiré l'attention du monde. Au-

jourd'hui, la Chine, le Vietnam,

l'Inde elle-même, s'y mettent, et

Singapour commence à être consi-

dérée d'un autre ciel. »

qui sait de quoi il parle : ce doc-

teur en psychologie, âgé de trente-

trois ans, a été expulsé de l'univer-

sité, en 1993, un an après s'être

opposé à Goh Chok Tong, le pre-

mier ministre, pour un siège de

député. Il lui a été reproché une

malversation, qu'il conteste, por-

tant sur 700 F. Un procès a suivi

qui lui a coûté 175 000 F, le forçant

à vendre sa maison pour ne pas

être déclaré failli et, dès lors, dé-

chu de ses droits civiques. « Qui-

conque insinuerait, pourtant, que la

justice n'est pas indépendante de

l'exécutif se verrait aussitôt con-

damné par la justice, note un

journaliste étranger. Si vous

m'attribuez cette phrase, mon per-

mis de séjour ne sera pas renou-

vé. »

« On peut, éventuellement, être

très hostile à cette équipe, note Pa-

trick Daniel, mais ce qu'on ne peut

pas mettre en doute, c'est la passion

qu'elle apporte à la promotion po-

pulaire. N'oubliez pas que près de

90 % des Singapouriens sont, ou

terme d'une politique imposée par

l'Etat, propriétaires de leur loge-

ment, ce qui fait d'eux, au prix du

mètre carré, des millionnaires. »

Ce journaliste, qui connaît bien

la France, ajoute : « La sécurité so-

ciale est ici ce qu'elle est chez vous,

de même que l'éducation. La

grande différence : il n'y a pas d'o-

locations de chômage ou l'équi-

valent de votre RMI. Le gouverne-

ment ne s'estime responsable que

d'une chose : concevoir et imposer

une politique créatrice d'emplois.

Pour le reste, il juge que c'est à

chaque de se battre, et que les perdants

n'ont que ce qu'ils méritent. »

Jean-Pierre Clerc

## Plus de 130 morts dans un accident d'avion en Angola

**KINSHASA.** Un avion appartenant à la société privée Trans Service Airtiff (TSA) s'est écrasé, lundi soir 18 décembre, à Jamba, dans le nord de l'Angola, faisant 139 morts sur les 144 personnes qui se trouvaient à bord. Cinq survivants, dont le copilote, ont été hospitalisés à Kinshasa, au Zaïre. L'appareil, propriété d'un Belge établi dans la capitale zaïroise, s'est écrasé alors qu'il venait de décoller, a-t-on affirmé au ministère zaïrois des transports et communications où l'on ne disposait pas encore, mercredi matin 20 décembre, de précisions sur l'identité et la nationalité des victimes. L'incertitude règne au sujet du lieu où s'est produit l'accident : plusieurs localités angolaises s'appellent Jamba, dont une, au sud du pays, fut longtemps le quartier général de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) du chef rebelle Jonas Savimbi. Une flotte d'appareils anciens, basés à Kinshasa, font depuis des années la fortune de trafiquants de tous bords, qui approvisionnent l'Unita en armes et nourriture et repartent chargés de diamants. - (AFP)

### AFRIQUE

■ **BURUNDI** : vingt-sept personnes ont été tuées lors de deux incidents distincts, a rapporté Radio-Burundi, captée mardi 19 décembre par la BBC à Nairobi. Dix à quinze mille personnes, dont plus de 40 % de femmes et d'enfants, ont été « massacrées depuis le début de l'année » dans ce pays, selon un récent rapport de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF). - (AFP)

■ **ZAIRE** : le premier ministre Kengo Wa Dondo a expliqué, dans un entre-

tien publié mardi 19 décembre par le quotidien belge *Le Soir*, que l'assainisse-

ment de la situation financière va lui permettre de verser « incessamment » les

salaires des fonctionnaires. - (AFP)

### ASIE

■ **CORÉE DU SUD** : le président Kim Young-sam a procédé, mercredi

20 décembre, à un important remaniement ministériel touchant une dizaine

de portefeuilles. Les nominations visent à améliorer l'image de l'équipe de

M. Kim, éblouie par une série de scandales. - (AFP)

■ **VIETNAM** : un groupe américain de défense des droits de l'homme a

accusé, mardi 19 décembre, le Vietnam de se livrer à une nouvelle répression

de la dissidence. Human Rights Watch/Asia (HRWA) juge « très troublantes »

les récentes arrestations d'un haut responsable du Parti communiste, Le Hong

Ha, et de l'écrivain Ha Si Phu, accusé de s'être prétendument emparé de « do-

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995

**SOMMET SOCIAL** La réunion sur l'emploi convoquée par Alain Juppé à l'hôtel Matignon jeudi 21 décembre est considérée avec réserves par les participants. Marc Blondel

(FO), a exprimé son pessimisme après les déclarations de Jean Gandois, président du CNPF, indiquant qu'il refusera d'y parler des salaires et du temps de travail. ● LA RÉDUC-

TION de la durée du travail, que le gouvernement souhaite favoriser, est présentée par Gilles de Robien, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, comme un « projet

de société ». Le député (PR) de la Somme, qui avait fait campagne pour les 32 heures en 1993, souhaite que le premier ministre envisage de légiférer. ● LES STATISTIQUES

montrent pourtant que la durée légale du travail est sans effet direct sur sa durée réelle. Les Américains ont tendance à travailler davantage, les Allemands travaillent moins.

## M. Juppé veut instaurer un dialogue de longue durée avec les syndicats

Au-delà des sujets prévus pour le « sommet sur l'emploi » et qui ne suscitent pas l'enthousiasme des participants, le premier ministre veut prolonger la concertation avec les partenaires sociaux. Une partie de la majorité plaide en faveur de la réduction du temps de travail

**AVANT MÊME SON OUVERTURE**, le sommet sur l'emploi que le premier ministre réunit jeudi 21 décembre, à Matignon, est l'objet de critiques de plus en plus virulentes du patronat et de certains syndicats. Alain Juppé, qui veut relancer le dialogue social après trois semaines de crise, a défini trois axes de discussion : la relance de la croissance, qui ne devrait plus progresser que de 1,5 % en rythme annuel au premier semestre 1996, selon l'Insee ; une mesure « forte et claire » en faveur du premier emploi des jeunes, qui pourrait prendre la forme d'une exonération de charges sociales ; une incitation à l'investissement et à la réduction du temps de travail, domaine laissé en jachère par M. Juppé depuis son arrivée à Matignon.

Le premier ministre ne compte pas en rester là : le sommet organisé jeudi ne devrait pas être seulement une manière de sortir par le haut de plus de trois semaines de conflit, mais l'annonce d'un dialogue au plus haut niveau appelé à se poursuivre dans les mois qui viennent, indique-t-on à Matignon. Voilà pour la méthode. Elle devrait satisfaire des syndicats, qui n'ont cessé de dénoncer une « gestion autoritaire » des affaires par le chef du gouvernement peu attentif.

Reste l'essentiel : le contenu du dialogue social. Sur ce point, l'approche du sommet a entraîné une radicalisation des positions. Le pré-



sident du CNPF, Jean Gandois, a été très direct en annonçant, mardi, devant l'assemblée générale annuelle de l'organisation patronale, qu'il se rendra à Matignon pour « faire barrage à toute dérive » sur les salaires et la réduction du temps de travail.

Ces déclarations ne laissent pas d'inquiéter les organisations syndi-

cales. « Je ne suis plus très optimiste », a déclaré Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, dans un entretien publié mercredi par l'Infolatin. « Si les déclarations de Jean Gandois reflètent l'état d'esprit du patronat, alors le sommet échoue-

ra », ajoute-t-il. Il estime que « le patronat ne semble pas comprendre que la crise sociale révélée par le plan Juppé traduit les frustrations grandissantes des salariés du public comme de ceux du privé, qui ont fait grève par délégation ». De son côté, la CGT a fait savoir que « pour être sérieuse, efficace et crédible », la réunion de jeudi « ne peut être offerte d'un compromis entre gens de bonne compagnie » car « l'essentiel est dans la réponse aux aspirations portées par le mouvement social ».

De fait, les priorités du gouvernement, du patronat et des syndicats ne sont pas les mêmes. Le premier a besoin d'améliorer son image sociale et de jouer sur tous les leviers pour contenir un chômage qui va augmenter dans les mois à venir ; mais, soucieux de ne pas court-circuiter l'accord patronat-syndicat du 31 octobre sur l'annualisation-réduction du temps de travail, M. Juppé devrait se contenter, jeudi, de les inciter fortement à décliner cet accord-cadre au niveau des branches professionnelles et des entreprises.

Le CNPF a déjà prévenu qu'il n'est disposé à aborder que l'emploi des jeunes. Fortes des dernières prévisions de l'Insee sur la chute de la croissance et du pouvoir d'achat au premier semestre prochain, la CGT et FO entendent, au contraire, remettre le dossier des salaires sur le tapis vert. Seule la CFDT estime que le programme proposé par M. Juppé constituait « un bon menu ».

Quant au plan Juppé, qui avait déclenché le mouvement social en novembre, il n'est plus au centre des débats, même si la CGT continue de réclamer son retrait et si FO demande d'en négocier les modalités d'application.

Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, doit ouvrir des discussions en ce sens. Dans un premier temps, il a confié à Jean Marnot, secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, la mission de prendre contact avec le patronat et

les syndicats pour préparer des « ateliers de travail ». Ils devront, selon le ministère, être « opérationnels dans les premiers jours de janvier » et doivent « assurer la concertation la plus approfondie sur les modalités de mise en œuvre de la réforme de la Sécurité sociale ».

Le sommet sur l'emploi va s'ouvrir alors que le calme n'est pas totalement revenu sur le front social. La manifestation organisée mardi par la CGT et la FSU (enseignants, chercheurs) n'a, certes, pas drainé la foule des grands jours sur le parvis parisien, mais la centrale de Louis Vianet a appelé ses différentes organisations à une nouvelle journée d'action jeudi. Force ouvrière a invité ses unions départementales à se réunir mercredi devant les préfectures pour « appuyer la confédération » à la veille de la réunion de Matignon.

Les cheminots de Marseille, Montpellier et Nice continuaient leur grève, mercredi matin, tandis que le conflit se poursuivait dans les transports en commun de la cité phocéenne. Mardi, les autobus de Bordeaux étaient immobilisés pour le seizième jour consécutif. Mercredi, quelques centres de La Poste et d'EDF étaient toujours bloqués par des grévistes, tandis que les étudiants continuaient de mener des actions sporadiques à Tours, à Poitiers et au Havre.

Jean-Michel Bezat

### Faibles manifestations sauf à Bordeaux

Avec 9 000 manifestants environ, mardi 19 décembre, à l'appel de la CGT et de la FSU, Bordeaux est demeurée en pointe d'un mouvement social qui est passé du stade de « effloches » à celui de la fin de parcours. On ne comptait plus que 5 000 manifestants à Paris, 1 500 à Limoges, 1 000 à Béziers, alors que le rassemblement de Montpellier ne dépassait pas quelques centaines de personnes, de même que ceux de Corse.

A Lyon, le défilé, qui a rassemblé environ 3 500 personnes, a été l'occasion d'interpellations à l'adresse de France 3. Les manifestants accusaient la chaîne des régions d'avoir sous-estimé le cortège lyonnais du 16 décembre. Les organisateurs ont lancé des appels à manifester de nouveau en Rhône-Alpes jeudi 21 décembre, jour du sommet sur l'emploi.

A Marseille, environ 4 500 personnes ont défilé le long d'un parcours très bref. Destination : la gare SNCF Saint-Charles, pour un apéritif collectif destiné à clore, sur une note confraternelle, le mouvement social. Toulon a encore compté 4 000 manifestants, tandis que Nice n'était le théâtre que d'un rassemblement symbolique.

### Gilles de Robien, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale

## « On a tout essayé contre le chômage, sauf la réduction du temps de travail »

« Alain Juppé veut se montrer « plus audacieux » sur la réduction du temps de travail. N'a-t-il pas trop tardé ?

« Mieux vaut tard que jamais. On assiste, au sein de la majorité, à un déblocage culturel. A part quelques pionniers comme Jean-Yves Charnat ou RPR ou Denis Jacquat et moi-même à l'UDF - dont le groupe vient de faire adopter en première lecture une proposition de loi sur la réduction du temps de travail -, la majorité n'a pas osé aborder un sujet qui est resté le monopole de la gauche et que celle-ci a malheureusement enterré, en 1982, avec les 39 heures. Si l'on veut être pragmatique, la majorité et l'opposition peuvent se retrouver dans un cheminement consensuel. Je n'ai pas de conseil à lui donner, mais Alain Juppé devrait se montrer très offensif sur la réduction du temps de travail. Les partenaires sociaux ont bien avancé en signant un accord le 31 octobre. L'Etat doit montrer qu'il est déterminé à ce que cet accord entre rapidement en application. Ils auraient jusqu'au 31 décembre 1996 pour parvenir à des accords dans

les branches professionnelles et les entreprises. En février, si les négociations n'ont pas commencé à donner de résultats tangibles, le premier ministre pourrait signifier aux partenaires sociaux que le gouvernement est prêt à élaborer, en concertation avec eux, des mesures législatives sur la réduction du temps de travail.

« L'intervention de l'Etat est-elle indispensable ?

« Dans une négociation patronat-syndicats, il y a toujours un absent : les chômeurs. L'Etat est là pour défendre l'intérêt général. Si l'on aboutit à un accord, ce n'est pas pour faire plaisir aux chefs d'entreprise ou aux salariés, mais avant tout pour créer des emplois supplémentaires. Même si, finalement, tout le monde y gagne.

« La participation de l'Etat doit être suffisamment incitative pour accélérer le mouvement de baisse de la durée du travail. Cette incitation peut prendre la forme d'une baisse des charges sociales. On pourrait, par exemple, réserver en priorité le transfert d'une partie des cotisations sociales sur la

CSG aux entreprises qui s'engagent dans cette voie.

« Le président du CNPF rejette toute intervention de l'Etat...

« M. Gandois doit apporter la preuve qu'il n'a pas besoin de l'aide de l'Etat. Il est très attaché à la notion d'entreprise citoyenne. Qu'il aille jusqu'au bout de sa logique et qu'il montre qu'il peut créer des centaines de milliers d'emplois !

« La baisse du temps de travail peut-elle être un projet de société ?

« Plus que jamais ! Après les manifestations des dernières semaines, je crois que l'on enverrait ainsi un signal fort aux Français. Beaucoup disent : on a tout essayé contre le chômage. Tout, sauf la réduction du temps de travail ! A terme, on peut aller vers la semaine de quatre jours, le cinquième étant consacré à la formation ou à la vie associative. On donnerait ainsi un supplément d'âme à notre société. »

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

### M. Gandois craint les « dérives » lors de la rencontre de Matignon

LE PRÉSIDENT DU CNPF, Jean Gandois, se rendra au sommet du 21 décembre sur l'emploi, comme il le souhaitait, mais, pour tenir compte des oppositions exprimées au sein du patronat, il a choisi, après l'assemblée générale annuelle de son organisation, mardi 19 décembre, de tenir un langage réservé au sujet de la réunion prévue à l'hôtel Matignon.

M. Gandois n'aime ni la méthode du gouvernement ni les réunions tripartites, mais il lui faut en être, a-t-il expliqué, « pour faire barrage aux dérives, à des projets dont nous ne voulons pas » : il n'est donc pas question d'y parler du plan de redressement de la Sécurité sociale, que le CNPF « a approuvé et soutenu » ; ni des salaires, qui appartiennent aux entreprises ; ni du temps de travail, qui relève de négociations prévues dans une quinzaine de branches professionnelles.

La seule question dont M. Gandois acceptera de débattre est celle de l'emploi des jeunes. Il convient d'y inclure, selon lui, un « début de réforme du système éducatif », ainsi que les dossiers des contrats d'apprentissage et de la formation en alternance. Cet espace de négociation reste mince. M. Gandois justifie ce fait en invoquant la conjoncture, dont il a souligné qu'elle est très médiocre. « Nous ne nous rendons pas [au sommet] les mains vides, mais avec du sang partout, celui des entreprises qui ont passé des mois de novembre et de décembre catastrophiques », s'est-il exilé, ajoutant : « Le Père Noël, c'est pas nous ! »

UN « SAMU » POUR LES PME

Denis Kessler, vice-président du CNPF, a indiqué que la « fourchette » du coût de la grève se situe, selon lui, entre 16 et 20 milliards de francs. Il a souligné que cette somme « colossale » représente l'équivalent de cent mille emplois par an. Cette hémorragie arrive à un moment où l'on « peut considérer que nous sommes en recession ». Selon M. Kessler, « la consommation est atone, le revenu amputé, le restockage achevé, les exportations plafonnent ». « Il faut

attendre la mi-1996 pour espérer un rebondissement », a-t-il dit. Le CNPF n'est pas très imaginatif pour relancer la consommation et la croissance. MM. Gandois et Kessler ont évoqué, pêle-mêle, le retour de la confiance, une « forte » baisse des taux d'intérêt, les exportations ou le déblocage des fonds de participation des salariés.

L'organisation patronale mettra en place un « Samu » pour éviter le dépôt de bilan aux PME qui souffrent particulièrement de la paralysie des ventes de ces dernières semaines. Elle plaide auprès du gouvernement pour que soient institués des prêts à taux zéro et à court terme pour les entreprises en difficulté de trésorerie.

CONTRE LA SUPPRESSION DU SMIC

A propos du sommet européen de Madrid et de la création de la monnaie unique en 1999, le président du CNPF a jugé que « l'on enterre l'Europe sous un tas de guimauves ». Parmi les pays qui ont donné leur accord pour le lancement de l'euro, « tous ne seront pas prêts », et ils le savent, a-t-il affirmé. Ce serait une profonde erreur politique, qui mettrait le pays par terre pour longtemps.

A propos des retraites, M. Gandois a affirmé : « Je suis partisan que l'on ne réduise pas sensiblement la retraite de ceux qui s'y trouvent déjà, mais il faudra remettre en question celle des plus jeunes ». Ceux-ci, selon le président du patronat, devront se constituer une retraite par capitalisation s'ils veulent conserver le même niveau de revenu, « ce qui est une manière non agressive de parler des fonds de pension », a conclu M. Gandois.

Enfin, le président du CNPF a annoncé des assises du patronat qui seront organisées, le 17 septembre 1996, au Futuroscope de Poitiers.

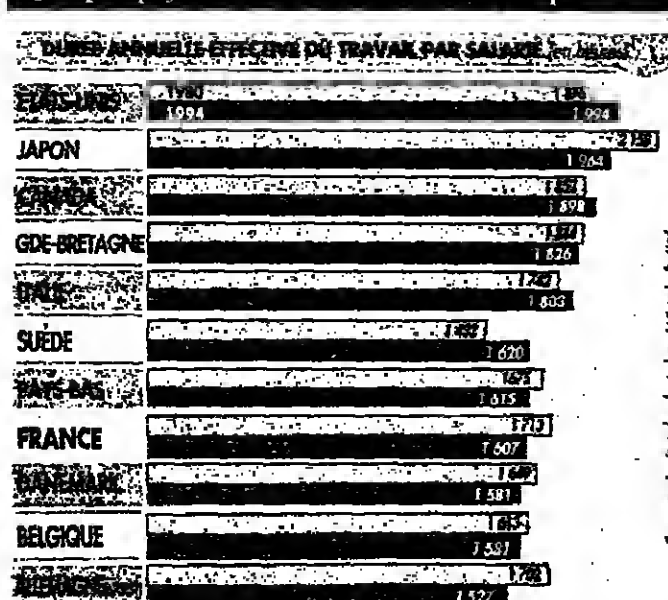
Alain Faujas

## Durée légale et durée réelle du travail sont de moins en moins liées

**DEVINETTE** : quel est le pays occidental qui a le plus réduit la durée du travail depuis 1980 ? La France gouvernée pendant dix ans par le PS ? La Suède social-démocrate ? La consensuelle Allemagne ? Réponse : le Japon. En quinze ans, la durée annuelle du travail y a diminué de 194 heures, soit près de 10 %. Certes, malgré ce phénomène, un japonais continue de travailler davantage qu'un Européen, mais, désormais, moins qu'un Américain (1 964 heures par an contre 1 944). En outre, du fait de la crise économique et de l'apparition du chômage, les partenaires sociaux nippons étaient convenus, en 1992, de parvenir à une durée conventionnelle du travail de 40 heures par semaine en 1994, objectif, semble-t-il, atteint.

En revanche, les salariés américains, qui ont été les premiers à bénéficier de la semaine de 40 heures réparties sur cinq jours, travaillent désormais davantage que leurs homologues occidentaux. Confrontés à une baisse de leurs salaires réels, ils n'ont qu'une envie : faire des heures supplémentaires pour maintenir leur pouvoir d'achat. En 1994, chaque salarié employé dans l'industrie américaine a effectué un nombre d'heures supplémentaires impressionnant : 4 heures 42 minutes par semaine. Aujourd'hui, un Allemand travaille chaque année un trimestre de moins

### Quelques pays ont accru la durée du travail depuis 1980



La durée annuelle du travail par salarié dans l'industrie manufacturière est, en France, parmi les plus faibles.

qu'un japonais et treize semaines de moins qu'un Américain ! Entre un Français et un japonais, la différence est de neuf semaines à l'avantage du premier.

Ces chiffres, qui émanent du pa-

tronat allemand, mais que confirment la plupart des organismes internationaux, prouvent une chose : la durée réelle du travail n'a que peu de liens avec la durée légale. Les données du Bureau international

du travail indiquent en effet que la durée légale du travail est de 48 heures par semaine en Allemagne, comme en Italie, en Irlande et en Grèce, alors qu'elle n'est que de 40 heures au Japon et de 39 heures en France. Réduire la durée légale du travail n'aurait d'autre intérêt que d'afficher une volonté politique. Concrètement, cela ne changerait quasiment rien : la durée légale du travail avait été abaissée à 40 heures par semaine en 1936, sous le Front populaire, mais sa durée effective n'a atteint ce niveau qu'en 1977.

Aujourd'hui, alors que la durée légale du travail est de 39 heures, 40 % seulement des entreprises respectent ce seuil. 40 % sont au-delà par le biais des heures supplémentaires, et 20 % en deçà, soit par une volonté délibérée, soit à cause d'un recours massif au chômage partiel.

Si, officiellement, la durée légale du travail ne baisse pas en France, tout laisse à penser que sa durée effective baisse sur l'ensemble de la vie active. Tout y concourt : l'entrée de plus en plus tardive sur le marché du travail, la sortie de plus en plus précoce de la vie active, le développement du travail à temps partiel et la multiplication des périodes de chômage.

Frédéric Lemaître

forme constit  
des lois d'é  
la Sécurité

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p

ne devraient p



## La réforme constitutionnelle crée des lois d'équilibre sur la Sécurité sociale

Les recettes ne relèveraient pas du Parlement

« ON NE SAIT PLUS qui décide de quoi en matière de Sécurité sociale ». Par cette observation lapidaire, Alain Juppé avait annoncé, le 15 novembre, son intention de « clarifier les responsabilités » dans le domaine de la protection sociale. Ce faisant, le premier ministre avait indiqué que le Parlement, sur proposition du gouvernement, devrait, dans l'avenir, « se prononcer le premier » ; notamment pour fixer les ressources financières par l'impôt et le taux d'évolution de l'ensemble des dépenses garantissant l'équilibre du système. Cette évolution nécessiterait une révision constitutionnelle. Un mois après sa première évocation au Palais Bourbon, celle-ci a été adoptée, mercredi 20 décembre, en conseil des ministres.

Cette remarquable célérité s'explique par la volonté du premier ministre de soumettre cette révision au Congrès dès février 1996. Indirectement, elle confirme le soutien de Jacques Chirac au « plan Juppé », puisqu'un projet de réforme constitutionnelle émane du président de la République. Le début de l'examen du texte est prévu le 23 janvier à l'Assemblée nationale.

Le problème constitutionnel était relativement simple à résoudre. Un des apports essentiels de la Constitution de 1958 est une limitation des droits du Parlement. L'article 34 de la loi fondamentale précise ce qui est du domaine de la loi, c'est-à-dire ce qui doit être voté par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Tout le reste des règles normatives est du domaine réglementaire, ce qui veut dire qu'elles sont décidées librement par le gouvernement. Accorder aux députés et aux sénateurs le pouvoir d'interdire dans la gestion de la Sécurité sociale l'imposition, donc de modifier cet article 34, c'est ce que fait le projet de révision constitutionnelle.

L'actuel article 34 distingue trois domaines : ceux pour lesquels la loi « fixe les règles » ; ceux dont elle « détermine les principes fondamentaux » ; les « lois de programmation ». C'est sur le modèle de celui-ci qu'il est donc proposé d'insérer des « lois d'équilibre de la Sécurité sociale ». Comme le budget de l'État, celles-ci seront discutées d'abord par l'Assemblée nationale, et chacune des chambres du Parlement disposera d'un délai limitatif pour examiner le projet déposé par le gouvernement. De même, une loi organique précèdera les conditions de cette intervention parlementaire.

Une différence existe, toutefois, qui n'est pas sans signification. D'après la Constitution, les lois de finances « déterminent les ressources et les charges de l'État ». En revanche, le projet de réforme ne parle que de « de l'équilibre financier prévisionnel de la Sécurité sociale », et des « objectifs de dépenses ». Les parlementaires n'auraient ainsi pas de pouvoirs sur les recettes de la Sécurité sociale. Députés et sénateurs pourraient faire remarquer que la première prérogative d'un Parlement est de « consentir » à la

contribution des citoyens aux dépenses de la collectivité, et cela en vertu de la déclaration des droits de l'homme de 1789. D'ailleurs, le président du Sénat, René Monory, a plaidé pour que le projet fasse référence aux recettes. Dans son avis, rendu au gouvernement le 7 décembre, le Conseil d'État semble avoir plaidé dans le même sens.

Une deuxième remarque a été formulée par le président de l'Assemblée nationale sur l'encombrement des travaux parlementaires. Philippe Séguin a souligné, mardi 19 décembre, sur France 3, qu'en organisant la discussion annuelle de la loi d'équilibre de la Sécurité sociale à l'image de la discussion du budget de l'État, le projet de révision constitutionnelle pose des « problèmes de calendrier non négligeables ». Contrainte de donner la priorité à l'examen du « budget Sécu », dès l'ouverture de la session, en octobre, pour permettre aux établissements hospitaliers de fixer le leur, l'Assemblée nationale ne pourra consacrer le reste de son temps, jusqu'à la fin de l'année, qu'à l'examen du budget de l'État.

### RÈGLES DE CALENDRIER

En effet, la durée prévue pour la discussion du budget social (20 jours à l'Assemblée, puis 15 jours au Sénat) s'ajoutant aux délais actuels, prévus dans la Constitution, de la discussion budgétaire (70 jours au total), c'est tout l'ordre du jour des travaux parlementaires pendant les trois premiers mois de session qui risque d'être mobilisé par ces deux budgets. « Nous avons déjà la loi de finances, encadrée par des règles de calendrier constitutionnelles très fortes. Aurons-nous le temps, juste avant le budget, de traiter du budget social de la nation ? Ce n'est pas évident », s'est interrogé M. Séguin.

A cette révision constitutionnelle, il faut en ajouter deux autres, déjà annoncées par l'exécutif, et que certains élus pourraient tenter d'intégrer par voie d'amendement : l'une sur la francophonie, préconisée par le président de la République au sommet de Cotonou, début décembre ; l'autre sur la notion de service public « à la française », lancée par M. Juppé, le 5 décembre, lors du débat à l'Assemblée nationale sur la motion de censure déposée par la gauche non communiste : « Si le fait, nous inscrivons la notion de service public dans nos textes fondamentaux, qu'ils soient nationaux ou européens ».

Le gouvernement semble, maintenant, très en retrait. Lors de la réunion du groupe UDF de l'Assemblée, le 12 décembre, il s'était heurté à un feu de critiques sur cette question, bon nombre de ces parlementaires trouvant absurde de présumer une notion qu'ils voudraient, au contraire, en bons libéraux, voir s'estomper. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, a d'ailleurs assuré, au cours de la séance de question du mardi 19, que « c'est un débat ouvert ».

Olivier Biffaud et Gérard Courtols

## « Les objectifs de dépenses »

L'ARTICLE PREMIER du projet de loi de révision constitutionnelle, adopté au conseil des ministres du mercredi 20 décembre, prévoit l'insertion d'un alinéa supplémentaire dans l'article 34 de la Constitution. Celui-ci fixe ce qui ressort du domaine de la loi, c'est-à-dire ce qui doit être voté par le Parlement. Dans cet article, il est proposé d'ajouter un alinéa, après celui concernant les « lois de finances », indiquant que « les lois d'équilibre de la Sécurité sociale déterminent les conditions générales de l'équilibre financier prévisionnel de la Sécurité sociale et fixent, en fonction de celles-ci, les objectifs de dépenses dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ».



VERBATIM. Dans cet article, il est proposé d'ajouter un alinéa, après celui concernant les « lois de finances », indiquant que « les lois d'équilibre de la Sécurité sociale déterminent les conditions générales de l'équilibre financier prévisionnel de la Sécurité sociale et fixent, en fonction de celles-ci, les objectifs de dépenses dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ».

## La crise sociale a permis à MM. Chirac et Juppé de retrouver des appuis dans l'électorat de droite

Les sondages de décembre indiquent un léger mieux pour l'exécutif

Les enquêtes d'opinion mensuelles publiées en décembre font apparaître un léger regain de confiance pour Jacques Chirac et Alain Juppé,

bien que le plan du premier ministre pour la Sécurité sociale réunisse une majorité contre lui. La crise sociale semble avoir contribué à améliorer

l'image du chef de l'Etat et du chef du gouvernement parmi les sympathisants du RPR et ceux de l'UDF, tandis que leur crédit à gauche est épuisé.

APRÈS SIX MOIS de baisse irrépressible de leur cote de confiance dans l'opinion, le président de la République et le premier ministre auraient-ils bénéficié, paradoxalement, de la crise sociale de novembre-décembre ? Celle-ci semble bien avoir arrêté la fuite de leurs partisans et avoir même permis aux deux têtes de l'exécutif de remonter timidement la pente, si l'on en croit les trois enquêtes les plus récentes.

Le « baromètre » SOFRES de décembre, dont les questions avaient été posées du 22 au 24 novembre – soit une semaine après l'annonce du plan de réforme de la Sécurité sociale et alors que les grèves commencent à peine – avait enregistré, le premier, un léger redressement : la cote de confiance de Jacques Chirac remontait de 2 points (39 %), et celle d'Alain Juppé de 4 points (37 %). Quinze jours plus tard, au plus fort des mouvements sociaux, l'enquête IFOP, réalisée « sur le terrain » du 7 au 15 décembre, a confirmé la tendance : 30 % des personnes

interrogées se disaient alors satisfaites de M. Chirac (contre 27 % un mois plus tôt), et 28 % de M. Juppé (en hausse de 2 points). Enfin, dernier et date de ces sondages réguliers, le « tableau de bord » de l'Institut BVA, basé sur une enquête menée du 14 au 16 décembre auprès de 981 personnes, publié dans *Paris-Match* (daté 28 décembre), va dans le même sens : en un mois, le président de la République regagne 5 points de bonnes opinions (57 % contre 52 % en novembre), et le premier ministre 2 points (à 31 % contre 29 %). Malgré trois semaines de grèves et de manifestations, le couple de l'exécutif bénéficie donc d'un léger mieux dans les sondages.

Il est vrai que MM. Chirac et Juppé ont épuisé le capital de sympathie dont ils bénéficiaient dans l'opinion de gauche au lendemain de leur prise de fonctions. En juin, selon BVA, 58 % seulement des sympathisants communistes et 51 % des sympathisants socialistes avaient une mauvaise opinion du président de la République.

blique (les chiffres étaient du même ordre pour le premier ministre) ; en décembre, ces chiffres sont, respectivement, de 93 % et 87 % (les résultats sont encore plus défavorables pour M. Juppé). Autrement dit, le retour à un classement politique traditionnel s'étant produit, MM. Chirac et Juppé n'ont plus beaucoup de crédit à perdre à gauche.

A l'inverse, la crise sociale leur a permis de regagner quelque faveur auprès de leur propre électorat, notamment UDF. C'est vrai, surtout, pour le président de la République : selon BVA, en juillet, 2 % seulement des sympathisants de l'UDF et du RPR avaient une mauvaise opinion de M. Chirac ; ce pourcentage est monté jusqu'à 19 %, en octobre, parmi les sympathisants du RPR, et jusqu'à 38 %, en novembre, parmi ceux de l'UDF ; en décembre, les mécontentes ne sont plus que 11 % au RPR et 26 % à l'UDF.

Le premier ministre continue, lui, à susciter davantage de réserves, mais sa gestion de la crise

sociale n'est pas sanctionnée par les partisans de la droite : toujours dans l'enquête BVA, en décembre, 42 % des sympathisants de l'UDF (contre 45 % en octobre) ont de lui une mauvaise opinion, tandis que ses détracteurs ne représentent plus que 21 % des sympathisants du RPR (contre 35 % en octobre).

Cependant, s'il regagne 2 points de bonnes opinions en décembre, M. Juppé focalise contre lui une part croissante de mauvaises opinions : 65 % (contre 63 % le mois précédent). Ensuite, il est manifestement loin d'avoir réussi à convaincre du bien-fondé de sa réforme de la protection sociale : selon BVA, 54 % des personnes interrogées souhaitent qu'il y renonce. Enfin, la discrétion de M. Chirac dans cette affaire est perçue de façon très négative : 27 % seulement des personnes interrogées approuvent l'attitude du chef de l'Etat, et 68 % d'entre elles la désapprouvent.

G. C.

**Que vos salaires ont plusieurs vies, il est normal que notre assurance collective les assure toutes.**

Aujourd'hui, chaque salarié a des besoins différents, des attentes précises qui évoluent avec sa vie. Obtenir un congé parental, vivre entièrement à temps partiel, profiter d'un congé parental, des meilleurs soins... tous ces choix qui peuvent être à lui.

C'est pourquoi que la CNP accompagne chaque personne à travers toutes les vies de sa vie. En lui apportant des solutions adaptées, la CNP s'efforce de remplir pleinement son rôle de 1<sup>er</sup> assureur collectif de France. Ainsi, avec la CNP, chacun peut prévoir, épargner, être assuré en profitant pleinement des économies que permet l'appartenance à un groupe. Depuis 150 ans, la CNP, premier assureur de personnes en France, innove en développant de nouveaux produits, de nouvelles techniques pour ses différents partenaires français et étrangers : chaque jour, elle construit l'avenir par une plus grande écoute des besoins de chacun.

Pour tout renseignements, appelez le 16 17 42 18 83 90.

**CNP ASSURANCES**



## Le Conseil constitutionnel sera saisi sur le projet de loi d'habilitation

La démarche associe socialistes et communistes

Le PREMIER MINISTRE, Alain Juppé, aura au moins un souci en moins, jeudi 21 décembre, lorsqu'il accueillera les partenaires sociaux à l'Hôtel Matignon pour le sommet social. Le projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances, pour engager la réforme de la protection sociale, devrait être définitivement adopté, mercredi 20 décembre, par le Parlement. Mardi 19 décembre, en effet, l'Assemblée nationale a adopté, en seconde lecture, les conclusions de la commission mixte paritaire (composée de sept sénateurs et de sept députés) sur ce projet de loi d'habilitation. Le texte a été approuvé par 115 voix (RPR et UDF) contre 40 (PS et PC). Le Sénat devait procéder à cette deuxième lecture mercredi.

Le bras de fer entre le gouvernement et l'opposition se termine donc, inévitablement, à l'avantage du premier. Il avait débuté le 7 décembre à l'Assemblée nationale. Des suspensions de séance aux rappels au règlement, en passant par les motions de procédure et le dépôt de quelque 4 500 amendements, les députés socialistes et communistes ont utilisé tous les moyens en leur pouvoir pour prolonger la discussion du texte et en retarder l'adoption. Le 10 décembre, le premier ministre Alain Juppé avait engagé la responsabilité de son gouvernement, en application de l'article 49-3 de la Constitution. Après le rejet d'une motion de censure de l'opposition, le 12 décembre, le texte était donc considéré comme adopté, bien que les députés n'aient pas terminé l'examen de son article premier, qui fixe le champ des ordonnances.

La discussion a repris au Sénat le 14 décembre, avec, à nouveau, une bataille de procédure de l'opposition, qui déposait plus de 2 500 amendements. Mais, dès le lendemain, la majorité sénatoriale, à l'instigation du gouvernement, coupait court au débat en utilisant un artifice de procédure : elle invoquait et votait une question préalable, ce qui entraînait le rejet du texte et son renvoi devant l'Assemblée.

### PROJET ADOPTÉ

Dans la foulée, le gouvernement a convoqué, dès lundi 18 décembre, un jour plus tôt que prévu, la commission mixte paritaire. Ses conclusions ont été examinées à l'Assemblée le soir-même. Malgré un ultime baroud d'honneur de Julien Dray (PS, Essonne), plaidant l'exception d'irrecevabilité du texte, puis de Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis), invoquant la question préalable, le projet gouvernemental a donc été adopté.

Mais le premier ministre n'est pas au bout de ses peines. Les groupes socialistes du Sénat et de l'Assemblée, auxquels devraient s'associer les communistes, ont en effet indiqué qu'ils allaient saisir le Conseil constitutionnel. Le recours des sénateurs devrait porter sur la procédure de la question préalable, employée par la majorité pour éviter le débat au fond. Quant aux députés, ils envisagent d'invoquer l'inconstitutionnalité du texte lui-même, qui délègue au gouvernement par voie d'ordonnances une prérogative fondamentale du Parlement, celle de fixer l'impôt.

Jean-Baptiste de Montvalon

## Le gouvernement propose un plan limité de titularisation de fonctionnaires

M. Perben va négocier avec les syndicats sur la résorption de la précarité

La fonction publique d'Etat compte 215 000 agents non titulaires, dont 35 000 à temps plein avec des contrats précaires. Le gouvernement propose de les titulariser,

mais les discussions qui s'ouvriraient mercredi 20 décembre avec les syndicats risquent de buter sur la question des contrats emploi-solidarité.

L'HISTOIRE se répète : depuis cinquante ans, la fonction publique recrute des agents non titulaires pour satisfaire les besoins qu'elle ne peut couvrir par le biais de concours. Périodiquement, elle s'efforce de mettre fin à cette situation, en considérant que ceux qui occupent des emplois à temps plein doivent être des fonctionnaires, au sens statutaire du terme. Deux vastes plans de titularisation ont été, ainsi, programmés en 1976 et 1983, mais avec des succès limités. La réforme statutaire de 1983 en a inscrit le principe dans la loi.

Dominique Perben, le ministre de la fonction publique, se propose à son tour de « résorber la précarité ». Pour cela, il nuque des négociations avec les sept fédérations de fonctionnaires, mercredi 20 décembre, dans la continuation de l'engagement pris par son prédécesseur, Jean Puech, pour sortir de la crise ouverte avec l'annonce du « gel » des salaires en 1996. Ce dernier avait, alors, offert de mettre au point « un plan triennal de résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique de l'Etat, avec l'objectif de diminuer celui-ci de manière substantielle d'ici la fin 1998 » (Le Monde du 21 octobre). Le 7 décembre, M. Perben, désireux de proposer une issue au conflit sur les retraites, a renouvelé cette offre devant les quatre fédérations dites « réformistes ».

Les négociations porteront sur trois points : définition des emplois précaires, méthode de titularisation, durée du plan. Les syndicats veulent que les négociations portent non seulement sur la fonction publique d'Etat, mais aussi sur les fonctions hospitalière et

territoriale. M. Perben pourrait proposer d'élaborer un texte-cadre pour la fonction publique d'Etat, dont l'application serait renvoyée aux ministères concernés. Ce document serait ensuite soumis aux associations d'élus des collectivités locales, ainsi qu'au ministre du travail et des affaires sociales, pour ce qui concerne les hôpitaux.

L'INSEE, qui exploite les fichiers de paie des agents, recensait 215 000 non-titulaires dans la fonction publique d'Etat, au 31 décembre 1994 (sur un total de 2,1 million de personnes, La Poste et France Télécoms étant exclus). Ces chiffres prennent en compte non seulement les emplois budgétés dans le cadre des lois de finances, mais aussi ceux qui financent toutes sortes de crédits (vacation, fonctionnement, subventions...).

### RÉFLEXIONS

Le gouvernement n'entend pas, toutefois, titulariser 215 000 personnes, car l'intégration entraîne des augmentations de salaires coûteuses pour le budget de l'Etat. Il proposera que, seuls, soient considérés comme occupant des emplois précaires les agents payés sur des crédits de vacation, dès lors qu'ils occupent au moins un mi-temps, et qu'ils travaillent au moins neuf mois par an. Quelque 35 000 personnes seraient concernées, parmi lesquelles 19 000 maîtres auxiliaires.

M. Perben ne souhaite pas prendre en compte les quelques dizaines de milliers de vacataires employés moins d'un mois par an, pour des missions ponctuelles (remplacements d'été, etc.). Il ne veut pas non plus inclure les quelque 30 000 contractuels à durée déterminée (et disposant d'un quasi-statut de fonctionnaires), soit de contrats à durée déterminée renouvelables, en général de catégorie A (c'est-à-dire les cadres), dont il considère qu'ils

peuvent se reclasser facilement dans le secteur privé. Ne seront pas non plus pris en compte les ouvriers des arsenaux, ceux des parcs et ateliers de l'équipement, ainsi que les surveillants d'internat et d'externat.

Le gouvernement n'a pas non plus l'intention d'intégrer les contrats emploi-solidarité (CES). Il y en aurait 350 000 dans les trois fonctions publiques, d'après un rapport du Commissariat général du Plan, « Gérer l'emploi public », qui prenait en compte la situation à la fin août 1993. Théoriquement, il n'y en a pas dans la fonction publique d'Etat, la loi l'interdisant. En fait, des dizaines de milliers de CES travaillent dans les services extérieurs, les ministères fournissant des subventions à des associations qui les embauchent pour les mettre à la disposition de l'administration.

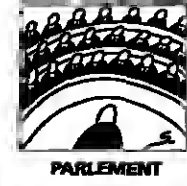
La méthode de titularisation sera essentielle pour éviter que ce plan ne déclenche le mécontentement du personnel titulaire, comme cela avait été le cas pour les précédents. Alors que le plan de 1976 prévoyait de titulariser 250 000 personnes, seules 109 000 ont été intégrées. Lorsque Anicet Le Pors, ministre communiste de la fonction publique, a voulu, en 1982, titulariser 300 000 personnes, il s'est heurté à la résistance des syndicats, qui ont préféré défendre les intérêts des titulaires. Ayant passé de difficiles concours, ces derniers voyaient d'un très mauvais œil les avantages concédés à d'autres. Ainsi, par exemple, les agents de catégorie A n'ont jamais été titularisés, les décrets nécessaires n'ayant pas été pris.

Le gouvernement actuel s'abstient donc de recourir à une liste d'aptitude pour intégrer ces vacataires. Il proposera d'organiser des concours spécifiques, qui, officiellement, ne seront pas plus faciles que les concours internes.

Rafaële Rivais

## L'Assemblée veut favoriser les préretraites

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, mardi 19 décembre, en première lecture, un projet de loi visant à créer un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi qui permettra aux salariés ayant cotisé 40 ans de partir à la retraite avant 60 ans, en contrepartie de l'embauche de demandeurs d'emploi. Ce projet a été voté à l'unanimité. Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, a salué les partenaires sociaux dont l'accord du 6 septembre permet de déboucher sur la création de ce fonds, qui sera doté de 4 milliards de francs. Selon les estimations de l'UNEDIC, 80 000 à 100 000 salariés, qui ont commencé à travailler très jeunes, pourront bénéficier de ces dispositions pour partir en préretraite.



PARLEMENT

■ **SÉNAT** : le débat sur le service minimum dans les transports publics en cas de grève a ressurgi, mardi 19 décembre, au Sénat, lors de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi sur les transports. Plusieurs sénateurs non inscrits, notamment Claude Habert (N. 1, Français de l'étranger), ont profité de l'examen de ce texte pour proposer un amendement visant à imposer cette obligation de service minimum dans les transports publics. Le gouvernement s'est déclaré hostile à l'instauration d'un tel service par « voie législative » et l'amendement a été rejeté. Mais cette initiative a suscité de vives réactions. La CGT a dénoncé « l'arsenal versaillais ou vichyssois du gouvernement ». Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a estimé qu'« on ne légifère pas sur un service minimum » et s'est déclarée favorable à une réflexion commune des syndicats et des entreprises sur les moyens de limiter les « répercussions négatives » d'un conflit sur les usagers, notamment aux heures de pointe. Jean-Paul Baillay, PDG de la RATP, a estimé, sur Europe 1, que le service minimum est « faisable », sous la forme d'« un service quasi-normal » aux heures de pointe, mais a ajouté qu'« une telle démarche ne peut résulter que d'un débat interne et d'accords avec les organisations syndicales ».

■ **BUDGET** : le Parlement a définitivement adopté le projet de loi de finances pour 1996. Comme les députés, le 14 décembre, le Sénat, lors de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi, a approuvé ce texte, mardi 19 décembre. Le RPR et l'UDF ont voté pour, alors que socialistes et communistes se sont prononcés contre. Le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a confirmé que le budget 1996 devra être modifié en cours d'année pour s'adapter au ralentissement de la croissance. M. Arthuis a indiqué qu'il « procédera aux corrections qui s'imposent ».

■ **COLLECTIF BUDGÉTAIRE** : le gouvernement a fait adopter, mercredi 20 décembre, par le Sénat, un amendement instituant un fonds de réserve et de garantie de la Caisse nationale d'épargne (CNE) doté de 2,5 milliards de francs, lors de l'examen du projet de loi de finances rectificatif pour 1995. Il s'agit de répondre aux inquiétudes exprimées par plusieurs sénateurs quant aux conséquences pour la réserve des fonds d'épargne du Livret A du prélèvement de 15 milliards de francs sur la Caisse des dépôts inscrit dans ce collectif budgétaire.

## La Banque de France et les syndicats ouvrent des négociations sur le plan social

LES SYNDICATS de la Banque de France ont gagné, mardi 19 décembre, la première manche du bras de fer qui les oppose au gouverneur, Jean-Claude Trichet. Aux cris de « retrait du plan Trichet », quelque 300 employés venus des centres industriels de Chamalières et Vic-le-Comte, dans le Puy-de-Dôme, et de Puteaux (Hauts-de-Seine), ont manifesté au siège de l'établissement, rue de la Vuillière à Paris, perturbant la tenue du premier des trois comités centraux d'entreprises (CEE), préalable indispensable à la discussion d'un projet de plan social qui prévoit 800 suppressions d'emploi (sur 2 400) à la fabrication des billets. Alors que les manifestants organisaient un joyeux concert de pétards, le gouverneur tentait, en vain, d'engager dans une salle annexe une discussion avec les représentants syndicaux.

Sa proposition, en fin d'après-midi, d'un projet de protocole pour « reporter d'ici la fin du mois de mars 1996 » le deuxième CCE consacré au plan social, était, dans un premier temps, rejetée par l'intersyndicale (qui regroupe cinq des sept syndicats : CFDT, CGT, FO, Syndicat indépendant et chrétien et les autonomes du SNA). Mais, un peu avant minuit, six organisations syndicales signaient un texte lançant un processus de négociations. La CGT (environ 10 % du personnel) a refusé de s'y associer.

### EXPERTISE TECHNIQUE

Selon le communiqué de la Banque de France, les négociations « seront engagées immédiatement » et porteront sur « la stratégie d'ensemble, l'emploi, la politique de réajustement des âges, les structures et l'organisation du travail, les aspects et choix techniques, les modes de concertation ». Elles seront conduites afin de permettre la tenue d'un second CCE, fixé au 15 avril prochain.

L'intersyndicale a demandé — et obtenu — l'élaboration d'une expertise technique, qui servira de base aux négociations avec la direction de la banque. Deux experts, comptable et technique, devraient ainsi être nommés. Le premier sera désigné par le CCE du 20 décembre, le second sera choisi d'un commun accord sur la liste agréée auprès des tribunaux. La banque supportera les frais de ces expertises. Pour autant, le gouverneur maintient son objectif de réduction du coût de fabrication des billets à 70 centimes, comparable à celui de la Bundesbank. Pour M. Trichet, il s'agit d'une question de « survie » puisque la monnaie unique va mettre fin à son monopole d'impression des billets.

Ba. S.

## La grève a cessé au PMU

Le tiercé de jeudi 21 décembre à Vincennes devrait se dérouler normalement : les salariés du Pari mutuel urbain (PMU) ont repris le travail dans la nuit de mardi 19 au mercredi 20 décembre, après six jours de grève. Ils s'employaient à remettre en marche le système informatique pour que les paris puissent être enregistrés normalement à partir de mercredi après-midi. Quatre syndicats (autonomes, CGC, CFDT, FO) sur six ont signé, mardi soir, un accord avec Jean Farge, président du PMU. La CFDT et la CGT vont consulter leurs mandats avant de parapher l'accord.

Les syndicats ont obtenu des garanties de reclassement pour les salariés dont l'emploi pourrait être supprimé à la suite du plan d'informatisation du PMU décidé en juillet. Les salariés bénéficieraient d'une hausse de salaires immédiate de 1 %, puis de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1996. Ils ont aussi obtenu le versement d'une prime de 1 000 francs pour les employés et la maîtrise, ainsi que le paiement des jours de grève.

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION

## Tout ce qui est là-dedans,

## est aussi là-dedans.

Pour vous qui devez consulter le plus vite possible les lois et décrets, voici le Disque Optique Compact (CD ROM en anglais) du Journal officiel : 6 mois sur quelques centimètres carrés, toute une année de J.O., 20 000 pages sur 2 disques. Chaque page visualisée ou imprimée, du Disque Optique Compact est la copie conforme du Journal officiel. Vous disposez ainsi d'un produit de qualité dont la fiabilité juridique unique sur le marché est garantie par le Journal officiel. Appelez-le 40 58 78 51 pour recevoir une documentation gratuite.

Les lois et décrets, sur Disque Optique Compact : encore un nouveau service du Journal officiel.



24/12/95

## L'ex-inspecteur Gaudino préface un ouvrage d'un dirigeant du Front national

Ancien membre de la brigade financière de Marseille, il avait dévoilé un volet de l'affaire Urba

Samuel Maréchal, directeur du Front national de la jeunesse et adjoint au secrétaire général du parti d'extrême droite, publiera en janvier un livre sur la « préférence nationale », préfacé par Antoine Gaudino. Ce dernier, ancien inspecteur de police à Marseille, avait contribué au démen-

L'ANCIEN POLICIER de la brigade financière de Marseille, Antoine Gaudino, qui avait fait éclater l'affaire des fausses factures d'Urba-Gracco et du financement occulte du Parti socialiste, signe la préface d'un ouvrage écrit par un représentant du Front national. Et pas le moindre, puisqu'il s'agit de Samuel Maréchal, adjoint au secrétaire général du parti d'extrême droite et directeur du Front national de la jeunesse, dont le livre *Ni droite, ni gauche...* Français, publié

chez les éditions Première ligne, devrait sortir en librairie courant janvier 1996. Interrogé par *Le Monde*, M. Gaudino prend un ton outragé et presque menaçant : il ne voit rien de « troublant », en effet, dans le fait que lui, un homme qui se prétend toujours « de gauche », apporte ainsi son concours à l'extrême droite. « Ma démarche, explique-t-il, est voltairienne. Je ne supporte pas les intolérances. Je veux que l'on dise la vérité. » Ainsi

a-t-il choisi de plaider la cause du Front national dans l'affaire de la profanation du cimetière de Carpentras en mai 1990. Ce dossier est aujourd'hui exploité politiquement par Jean-Marie Le Pen, qui s'appuie sur ce qu'il appelle la « machination de Carpentras » pour mener une campagne de « dédramatisation » de son parti. « Je ne suis pas un électeur du Front national », affirme M. Gaudino. Cela ne l'empêche pas d'utiliser les termes et les expressions de ce parti, dont il se défend « de faire le jeu ». Ainsi entend-il dénoncer « haut et fort » le « mensonge d'Etat » au sujet de Carpentras, hâter contre « la pensée unique » et rétablir « la vérité ». L'ancien policier se dit « intellectuellement contre » la préférence nationale, longuement développée dans l'ouvrage de M. Maréchal, mais, plaçant les termes de M. Le Pen, il explique que, dans la vie pratique, il n'hésite pas, lui-même, à faire passer « ses enfants avant les en-

## Le PS constitue sa commission sociale

LIONEL JOSPIN a installé, lundi 18 décembre, la commission sociale du Parti socialiste. Présidée par Elisabeth Guigou, secrétaire nationale aux questions sociales, elle comprend trois commissaires : « handicap », « protection sociale », « emploi et action sociale ». Des élus et des experts proches du PS y participent, comme René Teulade, ancien ministre des affaires sociales, Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan, Marie-Thérèse Join-Lambert, ancien conseiller social de Michel Rocard, et Jean Laverne, ancien conseiller social de François Mitterrand. Alain Richard, sénateur du Val-d'Oise, délégué national à la fiscalité, est chargé du financement.

■ MUNICIPALITÉS : le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 19 décembre, l'élection municipale d'Arras. Le 18 juin, Jean-Marie Vanlerenberghe (UDF-FD) avait battu de 37 voix Léon Fatous (PS). Suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, qui avait requis l'annulation, le tribunal administratif a sanctionné la distribution de tracts et des affichages le jour du scrutin. M. Vanlerenberghe a décidé de faire appel devant le Conseil d'Etat. (Corresp.)

■ Le tribunal administratif de Grenoble a annulé, mardi 19 décembre, l'élection de Robert Borrel (div. g), maire d'Annemasse, en Haute-Savoie, pour une présentation erronée de ses comptes de campagne. M. Borrel a déploré que la justice soit parfois « plus soucieuse de la forme que du fond ». Il n'a pas encore pris la décision de faire appel devant le Conseil d'Etat, mais dispose d'un délai d'un mois.

■ ÉCOLOGISTES : Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a déclaré, mardi 19 décembre, lors d'une réunion publique avec l'Alternative rouge et verte (AREV), à Paris, que le conflit social avait précipité et « orienté les perspectives de la réorganisation politique » à gauche. L'ancienne candidate à l'élection présidentielle a reproché au PS de s'être « montré incapable de proposer la moindre idée neuve » et d'avoir « mis au pas les opinions divergentes ».

■ FN : le nouveau secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, a déclaré, mercredi 20 décembre, sur Europe 1, qu'il « n'attend rien de M. Juppé » et du sommet social. Selon M. Gollnisch, Alain Juppé « n'a plus rien dans sa besace » et « ne pourra rien donner » en restant dans le cadre de Maastricht, mais aussi « tant qu'il ne parlera pas des problèmes de fond, l'hyperinflation et l'immigration ». « Le premier ministre court sur des rails, entravé par son slip descendu sur les chevilles, avec derrière lui les locomotives qui arrivent », a-t-il lancé.

Christiane Chombeau

### COMMENTAIRE CORRUPTION

Antoine Gaudino racontait un jour qu'avant d'être en 1990 l'enquêteur impossible, l'ouvrage qui le fera connaître comme le dénonciateur du financement occulte du PS, il avait consulté un psychanalyste. « On ne peut rien contre le cynisme politique, lui avait déclaré ce dernier. Vous serez broyé, laminé. » La préface sans réserves de l'ancien policier à un ouvrage qui dénonce « la préférence étrangère » pourrait, de ce point de vue, traduire simplement la dérive politique d'un homme qui, grisé par sa promotion médiatique en chevalier blanc de la lutte contre la corruption, finit par rallier la cause des chevaliers bruns de l'intolérance. L'itinéraire n'est pourtant pas anecdotique. Après la conversion, en 1994, du juge Thierry Jean-Pierre au « combat pour les valeurs » de Philippe de Villiers, il

conforte dans leur conviction tous ceux qui voyaient dans la dénonciation de la corruption une croisade excessive, faisant le jeu des adversaires de la démocratie. Nous savons donc désormais que, pour ces deux procureurs des dévies du PS qui, hier, affichaient publiquement des convictions de gauche, seules les « affaires » embarrassant les socialistes ou les communistes sont à dénoncer et à exploiter.

Le juge Jean-Pierre a au moins eu l'élégance de rappeler sa fidélité à certaines des réformes humanistes réalisées par la gauche, comme l'abolition de la peine de mort. M. Gaudino n'a pas ces précautions, prenant position contre la « diabolisation » d'un parti qui combat les valeurs républicaines dont l'ancien policier assure pourtant se réclamer. La corruption a plusieurs registres. A celui qu'ont illustré les « affaires », M. Gaudino vient d'ajouter la corruption des idées.

Edwy Plenel

## A l'est de Paris, l'avenir incertain du centre d'affaires Bercy Expo

COMMENT RECONVERTIR un ensemble immobilier avant même qu'il ait été utilisé ? C'est le casse-tête auquel sont confrontés les gestionnaires de Bercy Expo et la Ville de Paris pour les 12 hectares, à l'est de la capitale, qui devaient devenir un vaste centre d'affaires. Pour fermer la perspective ouverte par le Palais omnisports Paris-Bercy (POPB), Jacques Chirac, alors maire de Paris, s'était laissé convaincre par quelques promoteurs d'installer un centre d'exposition de produits agroalimentaires, des hôtels, des bureaux, des magasins et des cinémas. En 1988, les élus parisiens avaient cédé les droits à construire pour 1,2 milliard de francs à « Zone d'évolution urbaine de la Seine » (ZEUS), un groupe constitué par Suez (35,12 %), la BNP (18,82 %), le Crédit national (18,82 %), le Crédit foncier (18,82 %), et la Lyonnaise des eaux (8,42 %). Pour la ville, l'affaire était plutôt belle : cela mettait le m² à 10 000 francs, alors qu'elle paie 2 700 francs ce qu'elle rachète à la SNCF dans le cadre du protocole d'accord avec l'Etat.


Collé entre la Seine et le boulevard périphérique et entouré des chais de saint-Etienne et des entrepôts Lheureux - des vestiges de l'époque viticole de ce quartier qui ne peuvent pas être détruits - ces terrains devaient abriter 50 000 m² de bureaux. Mais la crise de l'immobilier met à mal l'opération. En outre, la RATP accumule les retards dans la construction de la ligne Métro, censée désenclaver ce secteur. Les aménageurs ont, parmi plusieurs raisons, argué de cet élément pour renégocier avec la ville le calendrier : alors qu'ils sont en train de régler les dernières aménités sur les droits à construire, ils sont ainsi parvenus à économiser les pénalités de retard sur la réalisation de l'opération. La pièce de choix de ce « quartier international du vin et de l'alimentaire » devait être un bâtiment long de 300 mètres, avec 60 000 m² de halls d'exposition offerts aux professionnels de l'agroalimentaire. Achievé à la fin de 1993, ce bâtiment n'a jamais été occupé à plus de 20 % de sa surface. « Prévu pour 1000 exposants, il n'en a jamais accueilli plus de 200. En réalité, les dirigeants ont toujours été incapables et incapables de se donner les moyens

d'attirer les visiteurs » accuse Michel Kahn, président d'Interceves, qui vient de créer l'Association des exposants et anciens exposants de Bercy Expo. Aujourd'hui, les responsables de Bercy Expo ont décidé de ne consacrer au hall d'exposition que la moitié du bâtiment, 20 000 à 30 000 m². Mais que faire du reste ? La première hypothèse, la plus économique, consiste à réaménager les surfaces libres pour les céder à des clients qui se contenteraient de salles sans lumière. La seconde suppose d'économiser travaux et la création de patios centraux pour faire entrer la lumière au milieu de l'immeuble.

### L'OCDE INTERESSÉE

Contactée, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fait partie des organismes intéressés par cette deuxième hypothèse, et attend d'ici à la fin de l'année, les propositions de Bercy Expo. Les autres opérations ne se sont pas, non plus, déroulées comme prévu. Si l'hôtel Ibis est à peu près terminé, il a fallu faire appel à l'arbitrage des tribunaux pour que celui de 4 étoiles soit réalisé. Les dix-huit salles de cinéma UGC n'ouvriront qu'à la mi-98. Quant aux trois ensembles de bureaux prévus, leur réalisation est pour l'instant reportée. Les aménageurs devront d'abord rénover les chais saint-Etienne et les entrepôts Lheureux. Ils cherchent à y installer un centre commercial, centré sur les produits de la maison et de la décoration. Pour cette partie de l'opération, ils sont sous la haute surveillance du maire du 12<sup>e</sup>. « Je m'opposerais avec la plus grande énergie à toute implantation de surfaces alimentaires classiques. Mais j'aimerais bien qu'on y aménage un lieu d'exposition pour les objets archéologiques découverts pendant les travaux », affirme Jean-François Perrin (UDF-CDS). L'élu ne veut pas isoler ce secteur de l'ensemble du quartier qui, du POPB à Bercy Expo, compte près de 1 500 logements et un parc de huit hectares. Il rêve d'y aménager un petit port où accosteraient des navettes fluviales qui emmenaient les touristes et les Parisiens vers le centre de Paris. Une idée dans l'air du temps.

Françoise Chivot



Les Agences  
France Télécom vous proposent


la solution **Nokia**  
**+ Itineris**  
un kit auto

1980 F TTC  
990 F TTC

Plus de 100 mois\*  
de communications offert

pour tout abonnement Itineris souscrit  
avant le 31 décembre 1995.

\* Dans la limite des stocks disponibles.  
Si l'abonnement (minimum 6 mois) est souscrit au moment de l'achat de l'équipement, soit 229,14 F TTC, moins 1 franc de mise en service 422,10 F TTC.  
Solution Nokia 2010 Itineris et forfait auto Nokia CARE-10 F.  
Prix des services de communications : 990 F TTC par mois.  
1255 F TTC (307,53 F TTC) déduits d'une de vos premières factures.  
Calculé sur la moyenne des communications mensuelles nationales des abonnés Itineris du panel vente directe septembre 1995.

 **France Telecom**



**POLICE** Claude Cancès, patron de la police judiciaire parisienne, et Ange Mancini, numéro deux de la direction centrale de la police judiciaire, ont été brutalement démis

de leurs fonctions, mardi 19 décembre. Ils sont remplacés respectivement par Olivier Foll, ancien chargé de mission au cabinet d'Edouard Balladur à l'hôtel Matignon, et Louis Kerboeuf, l'actuel

patron du SRPJ de Marseille. ● CE DOUBLE LIMOGEAGE a suscité de nombreuses réactions, personne ne comprenant les raisons exactes

qui ont poussé le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, à sanctionner ainsi deux policiers réputés pour leur professionnalisme et leur indépendance politique. ● POUR

DE NOMBREUX OBSERVATEURS, ces changements à la tête de la PJ illustrent une volonté de reprise en main politique. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

## Le limogeage de deux patrons de la PJ suscite de nombreuses protestations

Décidé par le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le remplacement de Claude Cancès et Ange Mancini respectivement par Olivier Foll et Louis Kerboeuf est le signe d'une reprise en main politique de la police judiciaire

LE LIMOGEAGE brutal et inexplicable du « patron » de la police judiciaire parisienne, Claude Cancès, et du numéro 2 de la direction centrale de la police judiciaire (PJ), Ange Mancini, a provoqué, mardi 19 décembre, stupeur et consternation dans les rangs policiers. Subitement annoncées aux intéressés, la mutation de ces deux professionnels aux qualités incontestées et dont la neutralité politique n'a jamais été mise en cause a été présentée comme une « décision du ministre de l'intérieur ».

Dans la soirée de lundi, Claude Cancès avait appris par le préfet de police de Paris, Philippe Masson, le sort qui lui était réservé : à deux ans de la retraite, le chef du 36, qualifié d'Orfèvre s'en ira grossir les rangs de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), aussi appelée « cimetière des éléphants » dans le jargon policier. « Je suis surpris et je ne comprends pas », a-t-il confié à ses proches. Dans l'après-midi du mardi, Ange Mancini a été informé par le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, qu'il était relevé de ses fonctions sans recevoir aucune autre affectation.

### AFFINITÉS

De mémoire policière, l'éviction de responsables aussi haut placés dans la hiérarchie ne comporte qu'un précédent : en juin 1993, le directeur central de la PJ, Jacques Gentil, avait été limogé par le ministre Charles Pasqua, revenu trois mois plus tôt à la place Beauvau. « A force de prendre des décisions inexplicables et inopportunes, on laisse la place à toutes les interprétations », nous a déclaré Emile Perez, secrétaire général du Syndicat majoritaire des commissaires (lire ci-contre).

Cette double mutation, aux allures évidentes de sanction, vient renforcer le soupçon déjà latent d'une reprise en main politique de la police par le gouvernement. La personnalité du successeur de M. Cancès, Olivier Foll, n'est guère faite pour atténuer cette impression. L'homme est connu pour ses sympathies gaullistes, qui lui avaient valu d'être appelé à Madelon par Edouard Balladur, en 1993, en qualité de chargé de mission pour les questions policières.

rière policière. Claude Cancès savait depuis lors que son sort à la tête de la PJ parisienne était désormais scellé, malgré l'amitié personnelle qui le liait à Jacques Chirac.

Ancien inspecteur et vieux routier du 36, M. Cancès opposait simplement, à ceux qui l'interrogeaient ces derniers mois, la maxime fameuse du préfet Robert Broussard : « Je n'ai qu'une carte en poche, ma carte de policier ». Paradoxalement, M. Cancès a mieux résisté à l'alter-

nance de l'intérieur. Avec la nomination d'Olivier Foll, nombre d'observateurs notent, en effet, que c'est toute « la chaîne judiciaire parisienne » qui se trouve directement rattachée au nouveau pouvoir. La promotion récente d'Irene Stoller à la tête de la quatorzième section du parquet de Paris, chargée de la lutte antiterroriste, qui suivait de peu celle du juge Jean-Louis Bruguière, devenu premier vice-président du tribunal de Paris – tout en conservant ses fonctions à l'Instruction – en constituaient les signes avant-coureurs.

M. Stoller fut élue, en 1989, conseillère municipale de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), sur la liste RPR de Didier Schuller. Quant à M. Bruguière, sa proximité amicale avec Jean-Louis Debré, qui fut lui aussi juge d'Instruction antiterroriste, est notoire. S'est ajoutée à cette « chaîne », depuis, la nomination d'un nouveau procureur de la République, Gabriel Bestard, réputé proche de la droite, en remplacement de Bruno Cotte, ancien directeur des affaires criminelles et à la chancellerie sous la gauche, parti pour la Cour de cassation au lendemain de l'affaire de l'appartement parisien d'Alain Juppé.

La rivalité entre services, particulièrement visible durant les premières semaines de la vague d'attentats terroristes, a fragilisé, dans ce contexte, la position de plusieurs responsables policiers, dont MM. Cancès et Mancini. L'incapacité du ministre de l'intérieur à remettre de l'ordre dans ses rangs était alors devenue si criante que le président de la République avait été amené, le 10 septembre, à intervenir à la télévision pour déclarer la guerre aux terroristes et, du même coup, rappeler à l'ordre les chefs de la police, en termes assez menaçants. Résumant l'ensemble des responsables policiers à l'élysée, en présence du premier ministre et du ministre de l'intérieur, Jacques Chirac avait alors « rappelé l'impératif de discrétion qui s'impose à tous les services » (Le Monde du 12 septembre).

Précisant ses propos, le président avait déclaré, le même jour sur TF 1 : « J'ai dit à ces responsables politiques et administratifs que je leur donnais ma confiance et mon soutien pour toute la période de la guerre contre les terroristes. Lorsque nous serons sortis de la crise, ajoutait M. Chirac, alors je les jugerai sur la compétence qui aura été la leur et sur la volonté qu'ils auront eu de réellement obtempérer les différents services et de renforcer la cohésion et la détermination de l'ensemble. J'en tirerai toutes les conséquences à tous les niveaux ».

Toutes les « conséquences » annoncées par M. Chirac sont-elles aujourd'hui tirées ? Doit-on comprendre que l'éviction de MM. Cancès et Mancini, rendue publique peu après que le ministre de l'intérieur a annoncé la prochaine levée du plan Vigipirate, marque la fin de la crise terroriste ? Dans la terrible lutte d'influences qui a fait rage entre plusieurs responsables policiers et magistrats de la lutte antiterroriste, l'équipe soutenue par Jean-Louis Debré – Roger Marion, le chef de la 6<sup>e</sup> division dite antiterroriste de la direction centrale de la PJ, du côté policier ; Jean-Louis Bruguière et la quasi-totalité des juges antiterroristes, dont Laurence Le Vert, du côté des magistrats –

semble en tout cas l'avoir finalement emporté.

Cette période avait auparavant été marquée par des relations proches de la détestation entre plusieurs responsables policiers, notamment MM. Marion et Mancini, et par les menaces de sanctions prononcées par le ministre de l'intérieur contre les hiérarques policiers qui seraient rendus coupables de « fuites » dans la presse. L'atmosphère s'était encore envenimée à la suite de la publication dans nos colonnes (Le Monde du 23 septembre) d'un point de vue très critique sur la manière dont est conduite en France la lutte antiterroriste. Signé du pseudonyme « Cléon », dissimulant un groupe de hauts responsables de la police, de la magistrature et de l'administration, ces propos avaient alimenté un climat de paranoïa régnant dans les rangs policiers. Les numéros les plus infondés avaient alors été diffusés, cherchant avant toute chose à « scier la planche » de responsables – réputés proches de MM. Pasqua ou Joxe – qui n'avaient pas l'heur de plaire à Jean-Louis Debré.

Ces mauvais procès avaient dernièrement servi de prétexte commode pour obtenir le départ d'un autre « grand flic », René-Georges Querry, dernièrement muté de la direction du service des « voyages officiels ». Ces nominations ne peuvent en tout cas qu'accroître la méfiance d'une partie de la hiérarchie policière à l'égard du pouvoir politique suspecté de vouloir contrôler davantage les enquêtes sur certaines affaires politico-financières parisiennes sensibles.

Hervé Gattegno et Erich Indryan

## Louis Kerboeuf, l'homme des affaires varoises

LOUIS KERBOEUF, le nouveau sous-directeur des affaires criminelles à la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), a fait l'essentiel de sa carrière en province. Contrairement à son prédécesseur, Ange Mancini, il n'est pas passé par le 36, quai des Orfèvres, siège de la PJ parisienne. Ce Breton de cinquante-six ans, originaire des Côtes-d'Armor, a d'abord été en poste au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Rennes de 1972 à 1978, puis à l'antenne de Bayonne du SRPJ de Bordeaux (1978-1980). En février 1980, il est reparti à Rennes pour occuper les fonctions de sous-chef du SRPJ, poste qu'il a occupé jusqu'en juin 1985.

Sa progression dans la hiérarchie policière s'est ensuite accélérée. Au printemps 1985, il a pris la tête du SRPJ d'Alaccio, succédant ainsi à Ange Mancini. Après avoir passé un peu plus de deux ans et demi en Corse, M. Kerboeuf a été directeur du SRPJ Lille, de 1988 à 1992. Depuis le 21 octobre 1992, il dirigeait le SRPJ de Marseille. Sa nomination à la direction

centrale marque une nouvelle étape dans la carrière de ce policier décrit comme un homme discret et franc.

A Marseille, à la tête d'un service difficile, il passait pour un directeur attentif, sans idées préconçues, soucieux d'arrondir les angles. Les policiers locaux disent de lui qu'il est « un remonteur de moral », toujours présent dans les couloirs de l'évêché (siège de la PJ marseillaise), intéressé par toutes les enquêtes en cours, « un des rares patrons de la PJ à être du courant de tout ». Il a notamment supervisé les enquêtes sur les affaires varoises, l'assassinat du député Yann Piat et l'affaire Maurice Arreckx.

Louis Kerboeuf, policier méthodique, est récemment apparu en photo dans la presse régionale devant un graphique décrivant un réseau de trafic de drogue que le SRPJ de Marseille venait de démanteler. Il présentait cette colle d'araignée qu'il avait lui-même tracée avec une grande minutie. L'homme est réputé sportif : chaque midi il quitte en sport l'évêché, pour faire son jogging quotidien sur la zone portuaire toute proche. Il se passionne également pour l'informatique et ses applications policières.

## Olivier Foll, un ancien de la PJ parisienne

OLIVIER FOLL, le nouveau directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris (PJ-PP), est considéré comme un pur produit de la PJ parisienne. Né en 1938 à Suresnes (Hauts-de-Seine), il a effectué l'essentiel de sa carrière dans la capitale. De 1965 à 1976, il a occupé diverses fonctions à la PJ-PP, notamment celles de chef du commissariat du quartier de la Goutte-d'Or. En mars 1976, il est nommé chef adjoint à la brigade des mineurs puis, trois mois plus tard, sous-chef de la brigade de répression du banditisme (BRB), l'une des grandes brigades du 36, quai des Orfèvres.

De mai 1978 à octobre 1987, il a été successivement responsable de la 2<sup>e</sup> brigade territoriale, chef adjoint de la brigade criminelle, chef de la 7<sup>e</sup> brigade territoriale et patron de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP). Le 20 février 1987, il est nommé sous-directeur de la PJ-PP où il vit de manière intensive la célèbre « affaire Yves Jobic », du nom de ce commissaire parisien accusé de proxénétisme par des prostituées avant d'être totalement blanchi de ces accusations par la justice.

En 1987, Olivier Foll quitte le Quai des Orfèvres

pour la direction centrale de la PJ. Il devient sous-directeur de la police technique et scientifique, ce qui ne constitue pas une véritable promotion pour un homme considéré comme un « grand flic » de la PJ. En avril 1993, il quitte ce poste pour devenir chargé de mission pour la sécurité auprès du premier ministre, Edouard Balladur. Depuis son départ du cabinet de M. Balladur, il était conseiller auprès du directeur général de la police nationale, Claude Guéant.

De temps où il était à la brigade criminelle, M. Foll s'était signalé en refusant, « par solidarité », de succéder au responsable de ce service, Marcel Leclerc, lorsque le ministre de l'intérieur de l'époque, Gaston Defferre, le lui avait proposé. L'éviction de M. Leclerc avait provoqué des remous au sein de la police et sur la scène politique. M. Foll avait alors déclaré : « Mon éthique m'interdit de m'asseoir dans le fauteuil d'un ami » (Le Monde du 11 mars 1982). Selon des sources syndicales, M. Foll n'a jamais dissimulé son envie de revenir au Quai des Orfèvres « par lo grand porte ». Il est vrai que le poste qu'il occupe désormais est l'un des plus enviables de la police française.

## Le Cneser approuve la majeure partie du plan d'urgence pour les universités

LE CONSEIL NATIONAL de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), dont l'avis est consultatif, a approuvé, mardi 19 décembre, la majeure partie des dispositions proposées dans le plan d'urgence pour les universités de François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (Le Monde du 19 décembre). La répartition des 470 millions de crédits de fonctionnement a été adoptée par seize voix pour, dix abstentions et une voix contre, celle de l'UNEF-ID. Le syndicat étudiant s'est aussi opposé au projet de répartition des deux mille postes de personnels non enseignants, adopté par vingt-cinq voix pour et deux abstentions. Les représentants de Force ouvrière et du SNE-sup ont, de leur côté, préféré quitter la séance. « Ce plan est totalement insuffisant et nous n'avons pas à participer à la répartition de la pénurie », a expliqué Guy Odent (SNE-sup).

En revanche, les propositions du ministère sur la création de deux

milliers postes d'enseignants ont été massivement refusées, par seize voix contre et neuf abstentions. Cette opposition s'explique par la forte proportion, dans le plan, d'emplois de professeurs agrégés (PRAG) du second degré.

### LA CONTESTATION CONTINUE

En introduction des débats, François Bayrou avait rappelé sa volonté de modifier le statut de ces enseignants pour « éviter toute sécularisation du supérieur ». Sur ce point, le SCEN-CFDT lui a demandé l'ouverture d'une négociation sur la transformation d'un certain nombre de ces postes en maîtres de conférences par la revalorisation et l'équilibre des emplois.

Interpellé sur le rôle de la commission Fauroux et les récentes déclarations de deux de ses membres, Yves Bottin et Paule Constant, le ministre a réaffirmé son opposition à la création de collèges universitaires. Il a aussi indiqué que

la commission Fauroux devait être considérée comme « un lieu de propositions » et qu'elle sera associée, au même titre que tous les partenaires de l'enseignement supérieur, aux prochains états généraux prévus à partir du mois de janvier.

Alors que le Cneser examinait cette répartition des fonds et des emplois, le mouvement étudiant refuse de se résigner. A Tours, « déterminés à continuer le mouvement jusqu'à l'obtention formelle des revendications », les étudiants ont cadenassé les portes de la faculté de lettres, mardi 19 décembre, après avoir occupé la veille, pacifiquement, l'ANPE.

A Toulouse, trois mille étudiants du Mirail et de Paul Sabatier ont manifesté, mardi, dans la ville, puis ont tenté, sans succès, d'investir la cité administrative après un long face-à-face avec les CRS. A Montpellier, lundi, des étudiants de lettres, sciences et architecture ont organisé un défilé nocturne, « pour réaffirmer leur refus du plan Bay-

rou », tandis qu'une cinquantaine d'étudiants de l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble ont occupé le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires), dans la nuit du 19 au 20 décembre. La veille, une centaine d'étudiants de Poitiers avaient bloqué le dépôt de bus de la ville.

Plus radicaux, cent cinquante étudiants parisiens ont envahi, mardi soir, le hall de Libération, exigeant que le journal publie une page entière de leurs revendications. Ils ont obtenu que le quotidien publie un encart reprenant les revendications de la coordination nationale qui devait se réunir de nouveau, le 20 décembre à Bordeaux. Pour sa part, l'UNEF-ID a demandé que les étudiants participent au sommet social proposé par Alain Juppé et que leurs organisations représentatives soient consultées lors des rencontres prévues sur les questions d'insertion professionnelle des jeunes.

M. D. et B. G.

## Sivom de La Baule : Roger Potot condamné à huit ans de prison

LA COUR D'ASSISES de Loire-Atlantique a condamné Roger Potot, ex-directeur général du Syndicat intercommunal à vocations multiples (Sivom) de La Baule, à huit ans d'emprisonnement ferme, lundi 18 décembre, à Nantes. M. Potot a été reconnu coupable de faux en écriture qui ont notamment permis la passation de marchés fictifs au profit de la société Promaint, gérée par Freddy Safer, pour un montant total de 19,4 millions de francs (Le Monde du 19 décembre). M. Safer a été condamné à quatre ans d'emprisonnement. (Corresp.)

■ JUSTICE : Maurice Portail, ex-directeur pour l'Île-de-France du groupe immobilier de la Cogedim, a été mis en examen pour « faux et usage de faux », le 8 décembre, par la chambre d'accusation de Versailles (Yvelines), a-t-on appris, mardi 19 décembre. Cette décision fait suite à une plainte déposée par deux promoteurs de Puteaux (Hauts-de-Seine) contre la Cogedim et contre une entreprise du BTP, Nord-France. Un ancien responsable de cette société, Philippe Zeller, a également été mis en examen pour complicité. Michel Mauet, ancien PDG de la Cogedim, a été entendu à titre de témoin.

■ Deux magistrats, Alain Vogelweith et Béatrice Patrie, auteurs du livre *Lo Mort hors la loi* d'Erick Schmitt, ont été condamnés, mardi 19 décembre, par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris à verser 1 franc de dommages-intérêts à l'ancien ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, qui les poursuivait en diffamation. Le livre, qui relate la prise d'otages à l'école maternelle de Neuilly-sur-Seine, le 13 mai 1993, tend à démontrer que les conditions requises pour tuer Erick Schmitt n'étaient pas réunies.

les enquête par Bouy

omez et la ont égale

MISSIONS ALLELES

SUP



# Les enquêteurs s'interrogent sur les virements effectués par Bouygues sur les comptes suisses de M. Botton

Le PDG du groupe était toujours placé en garde à vue, mercredi matin 20 décembre

Martin Bouygues était encore en garde à vue, mercredi matin 20 décembre, dans les locaux de la police judiciaire à Nanterre.

Les policiers de la division financière du SRP de Lyon devaient l'interroger sur la destination finale des sommes - environ

2 millions de francs - virées par le groupe Bouygues sur les comptes suisses de M. Botton. Le gendre de Michel Noir a, à

plusieurs reprises, affirmé que ces sommes avaient financé les activités politiques de l'ancien maire de Lyon.

**VINGT-QUATRE HEURES** après être arrivé dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire, à Nanterre, Martin Bouygues, PDG du groupe Bouygues, était toujours gardé à vue, mercredi matin 20 décembre, sur la base d'une commission rogatoire délivrée par le juge lyonnais Philippe Courroye et dans le cadre d'une information contre X... pour « abus de biens sociaux et recel » (Le Monde du 20 décembre). Les policiers de la division financière du SRP de Lyon continuaient à l'interroger sur une série de virements effectués, entre 1987 et 1990, par des filiales africaines du groupe sur le compte de la société fiduciaire panaméenne Belette Agencies, ouvert à Genève, et dont Pierre Botton était l'ayant droit économique.

Parallèlement, le juge Courroye a opéré des perquisitions à Châtenay, siège du groupe Bouygues à Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi qu'au domicile de Martin Bouygues, à Neuilly-sur-Seine. Sur place, le magistrat a procédé à l'audition de plusieurs responsables du groupe.

Pierre Botton a toujours affirmé que les sommes - plus de 10 mil-

lions de francs - versées par d'importantes sociétés commerciales sur les trois comptes belgiques découverts en 1993 par le juge Courroye étaient, pour l'essentiel, destinées à Michel Noir, son beau-père, ministre délégué au commerce extérieur du gouvernement de Jacques Chirac, de 1986 à 1988, élu maire de Lyon en mars 1989.

Selon M. Botton, une part importante de cet argent avait été utilisée pour la campagne de Michel Noir lors des élections municipales de 1989. L'ancien directeur de campagne chiffrait même précisément, à 5,231 millions de francs, cette participation « en espèces » évoquée dans le fameux projet de « convention de remboursement » écrit de la main du maire de Lyon, le 12 avril 1989. M. Noir a, pour sa part, formellement nié tout lien entre ses dépenses personnelles - qu'elles soient en rapport avec son train de vie ou son activité politique - et ces comptes helvétiques.

A partir de ces accusations, la déposition de Martin Bouygues est évidemment du plus grand intérêt. Quel service, quelle prestation, quelle intervention ou quelle fa-

veur s'agissait-il de rémunérer à travers les quelque 2 millions de francs versés par le groupe Bouygues à Belette Agencies? Un lien peut-il être fait avec l'attribution de tel ou tel important marché public dont le bénéficiaire réel des virements aurait pu être le donneur d'ordre? Plus précisément, la concession de la construction et de l'exploitation du périphérique Nord de Lyon - un marché de plus de 6 milliards de francs - au groupe Bouygues, associé avec la Lyonnaise des eaux Dumez, a-t-elle donné lieu à une contrepartie financière occulte?

## Le périphérique Nord de Lyon, un marché de plus de 6 milliards de francs

Bernard Sarroca, ancien chef de cabinet de Michel Noir à la mairie de Lyon, condamné pour avoir commandité, en janvier 1991, un cambriolage à la permanence électorale de Pierre Botton, avait, lors d'une déposition devant le juge

Jacques Hamy consigné sur un procès verbal du 9 juillet 1991, présenté Pierre Botton comme un « homme de Bouygues ».

« En ce qui concerne le marché de la Cité internationale de Lyon (dont la première tranche vient d'être inaugurée), Pierre Botton était sponsorisé par le groupe Bouygues, ou plutôt soutenu, avait affirmé M. Sarroca. Or, après la réunion du jury chargé du choix du concepteur et de la réalisation du projet, c'est le groupe SARI (groupe Générale des eaux) qui a été désigné. D'où une déclaration de guerre à mon égard... »

Pour le périphérique Nord, en faveur duquel Michel Noir et son futur adjoint à l'urbanisme, Henri Chabert, avaient mené une campagne très intensive, le groupe Bouygues eut plus de chance. Les liens d'amitié qu'entretenaient apparemment Pierre Botton et Martin Bouygues - qui a pris la succession de son père, Francis, à la tête du groupe, en septembre 1989 - ne sont sûrement pas étrangers à la décision du magistrat instructeur de s'intéresser d'entrée au PDG d'une société soupçonnée d'avoir pratiqué des abus de biens sociaux.

## Dumez et la Compagnie de construction mécanique ont également alimenté ces filières helvétiques

**QUI SONT** les donateurs qui ont alimenté les comptes bancaires ouverts en 1986 à Genève par Pierre Botton? Provenant, selon les déclarations du gendre de Michel Noir devant le juge Courroye, le 25 février 1994, d'importantes « sociétés commerciales », les entrées enregistrees sur ces comptes suisses semblent avoir avoisiné 10 millions de francs. Deux sociétés panaméennes avaient été créées pour servir de paravents à ces opérations, Belette Agencies et Toves Investment. La transmission, au mois d'août, par la justice suisse, des relevés de compte a permis au magistrat d'établir que le groupe Bouygues avait effectué, entre 1987 et 1990, à partir d'une filiale africaine, une série de virements, dont le montant dépasserait 2 millions de francs (Le Monde du 20 décembre). Mais ces documents bancaires ont également permis d'identifier d'autres donateurs.

Ainsi les relevés du compte Belette - numéro CO-291 0751 - à la Société de banque suisse (SBS) de Genève attestent-ils de l'arrivée de plusieurs virements, ordonnés par un autre géant du BTI, le groupe Dumez. Un « avis de crédit » daté du 12 juin 1989 fait état de l'entrée sur le compte de 75 000 dollars, soit 496 323 francs, versés par la société Dumez Nigeria Ltd après

avoir été extraits d'un compte à la Banque internationale pour l'Afrique, occidentale, à Paris, et avoir transité par la Swiss Bank Corporation de New York.

Deux jours après le virement, le 14 juin 1989, l'essentiel de la somme - 472 350 francs - était converti en « monnaie étrangère » et sorti du compte, 19 880 francs étant par ailleurs directement extraits en espèces. Le 20 juin, les relevés du compte signalaient l'arrivée d'un nouveau virement de 250 000 francs, dont les documents que Le Monde a pu consulter ne mentionnent pas l'origine. Le jour même, 251 000 francs sont extraits du compte après avoir, eux aussi, été convertis en devises étrangères.

Les registres de la SBS de Genève montrent qu'un autre virement au moins fut effectué par Dumez Nigeria Ltd au profit du compte Belette, d'un montant de 200 000 francs, le 13 octobre 1989. Trois jours plus tard, la somme de 201 000 francs était à son tour convertie en « monnaie étrangère », puis inscrite au débit du compte, qualifié par Pierre Botton de « compte de passage ».

Parmi les autres donateurs figure la Compagnie de construction mécanique (CCM), filiale du groupe suisse Sulzer. Elle a adressé un vi-

vement de 200 000 francs sur le même compte, à la date du 22 décembre 1986. Deux jours plus tard, les relevés attestent que 130 650 francs avaient été convertis en devises, puis en espèces, et retirés du compte. Interrogé par Le Monde, mardi 19 décembre, l'ancien PDG de CCM-Sulzer, Bertrand Martin, a confirmé l'existence de ce virement, précisant qu'il s'agissait de « la rémunération d'une aide assez importante apportée par Pierre Botton sur un marché à l'exportation », sans être toutefois en mesure de citer ce marché.

### « COMMISSION COMMERCIALE »

La CCM, spécialisée dans la construction de moteurs Diesel, se trouvait alors dans « une situation critique » et cherchait des marchés à l'étranger, explique son ancien dirigeant : « Quelqu'un m'avait dit que M. Botton pouvait nous aider, notamment grâce à ses relations avec Michel Noir, qui était alors ministre du commerce extérieur ». Parant d'une « commission commerciale de type classique », M. Martin écarte tout lien avec le financement d'une activité politique. Et s'il ne peut contester qu'il fut bien promu commandeur de l'Ordre national du Mérite, le 5 avril 1987, sur le contingent du ministère du

commerce extérieur, il assure que ce fut « sur la recommandation de M. Botton », mais « en récompense des efforts entrepris à l'exportation ».

Reste que figurent, sur le fameux protocole manuscrit rédigé par Michel Noir le 12 avril 1989, sous l'intitulé « recettes encaissées par Pierre Botton aux lieux et place de Michel Noir », une série d'initiales censées désigner des entrepreneurs et leurs sociétés, en regard des sommes versées, parmi lesquelles la mention « M. de C. » pourrait bien dissimuler l'ex-dirigeant de CCM. De même la mention « K. de D. » pourrait-elle désigner l'ancien PDG de Dumez International André Kamel, baron du groupe Dumez ayant beaucoup œuvré pour l'entreprise à l'étranger, et notamment au Nigeria, où il exerça les fonctions de vice-président du Bureau de recherches géologiques et minières et où il possédait un domicile. M. Kamel, que Le Monde n'a pu contacter - il est actuellement en déplacement à l'étranger -, avait lui aussi obtenu une distinction. Il fut promu chevalier de la Légion d'honneur en juillet 1987, également sur le contingent du ministère du commerce extérieur.

Hervé Gattegno

## TF1 et ses « bureaux noirs » de correspondants à l'étranger

DANS UN ARRÊT rendu mercredi 13 décembre, la cour d'appel de Paris a condamné TF1 à verser plus de 1,6 million de francs d'indemnités de licenciement à Patrice Vanoni, ancien correspondant de la chaîne à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cet arrêt confirme un précédent jugement du conseil des prud'hommes de Paris, du 10 février, qui avait condamné la Une à payer 1 million de francs au journaliste. Patrice Vanoni avait poursuivi TF1 après la fermeture du bureau d'Abidjan et alors que

ne lui était proposée aucune autre affectation au sein de la rédaction. La chaîne refusait de payer des indemnités de licenciement et contestait l'existence d'un « contrat de travail » entre elle et le correspondant, au motif que ce dernier était employé par Qan BV, société « sous-traitante » de droit hollandais. Selon la cour, le journaliste a bien été lié par un contrat de travail à TF1, du 23 septembre 1988 au 30 septembre 1993, avant d'être « licencié irrégulièrement et sans motif réel et sérieux ».

Patrice Vanoni avait été intégré à la chaîne après sa reprise, en 1987, par le groupe Bouygues. Un an plus tard, selon lui, « Michèle Cotta, directrice de l'information, m'a proposé un poste de correspondant en Afrique ». TF1 semblait alors désireuse d'augmenter le nombre de ses correspondants. Pour financer à moindre frais quelques bureaux à l'étranger, les nouveaux propriétaires de la chaîne privée ont imaginé de créer de « vrais-faux bureaux » de correspondants dits aussi « bureaux noirs ». Le journaliste pressenti

devait d'abord démissionner de la chaîne, en touchant parfois au passage des indemnités, avant d'être embauché sur-le-champ par une société-écran créée pour l'occasion.

La Une a pu ainsi réaliser de substantielles économies : plutôt qu'une équipe associant un reporter et un caméraman, la chaîne ne versait qu'un salaire. De même, ce dispositif « permettait à TF1 d'éviter l'application de la convention collective de l'audiovisuel à ce correspondant ». Le premier de ces « bureaux noirs » aurait été mis en place à Panama à la fin de 1987 pour l'Amérique latine. D'autres ont suivi, à Abidjan, Rio de Janeiro (Brésil) et Madrid (Espagne). Pour le bureau de Panama, le titulaire du poste a dû démissionner, contre indemnités de TF1, puis mettre sur pied, grâce aux aides à la création d'entreprise, une société de production qui passait contrat avec la chaîne.

Patrice Vanoni a été employé pendant cinq ans grâce à ce dispositif. Selon lui, cette situation a pris fin avec le départ de Michèle Cotta de TF1, en décembre 1992

(Le Monde du 9 décembre 1992). Ensuite Robert Namias, rédacteur en chef, s'est employé à « fermer les bureaux noirs ». Pour Patrice Vanoni, Jean-Pierre Rousseau, directeur des ressources humaines pendant cinq ans à TF1, est l'« instigateur » de ces opérations. Nous n'avons pas réussi à joindre Jean-Pierre Rousseau, qui, depuis, a été réintégré au sein du groupe Bouygues. Du côté de la chaîne, on se refuse à « tout commentaire ». L'opération « bureau noir », créée tout spécialement pour permettre à la Une de réaliser des économies, pourrait se révéler un désastre financier. Ainsi, la cour d'appel de Paris a « requalifié en contrat de travail » la relation entre Patrice Vanoni et TF1. Elle devrait aussi obliger la chaîne à verser des annuités de retards de cotisation à l'Urssaf et à d'autres caisses. Au total, selon Patrice Vanoni, TF1 pourrait se voir réclamer près de 5 millions de francs. D'autres journalistes pourraient à leur tour saisir la justice.

Guy Duthell

## Lucette Michaux-Chevry déboutée de sa plainte en diffamation

LUCETTE MICHAUX-CHEVRY, ancien ministre délégué à l'action humanitaire et sénateur (RPR) de la Guadeloupe, a été déboutée, mardi 19 décembre, d'une plainte en diffamation contre deux journaux qui l'avaient accusée de malversations financières dans sa gestion de la mairie de Gaurbeyre (Guadeloupe). La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a estimé que M<sup>me</sup> Michaux-Chevry avait « utilisé le même réseau de fausse facturation que Jean-Michel Boucheron », l'ancien maire socialiste d'Angoulême, accusé de corruption dans l'exercice de ses fonctions et aujourd'hui en fuite. Elle a donné raison à L'Événement du Jeudi et au Parisien, qui avaient mis en doute la réalité d'une étude payée 170 000 francs, en 1990, par la mairie de Gaurbeyre à la société SCE. Celle-ci, constituée par Michel Gaudet et Pascale de Varga, deux proches de Jean-Michel Boucheron impliqués dans les détournements de fonds au détriment de la ville d'Angoulême, avait été chargée par M<sup>me</sup> Michaux-Chevry d'élaborer un plan d'aménagement de la commune à la suite des dégâts causés par le cyclone Hugo. Dans son jugement, le tribunal constate que ce document « ne comporte ni la signature de son auteur (...) ni l'indication de sa date de rédaction ». Il estime que la SCE n'a fourni « aucune prestation utile » et que la réalité de son étude « peut être largement mise en doute ».

Interrogée sur RFO-TV Guadeloupe, M<sup>me</sup> Michaux-Chevry a déclaré : « On n'aime pas beaucoup les hommes politiques, ce n'est pas très grave, mais admettre que quelqu'un qui vous insulte soit de bonne foi et se faire débouté, c'est assez surprenant (...). Je ne dis rien de plus pour qu'on ne m'accuse pas d'insulter les magistrats, mais je vais faire appel, c'est mon droit. »

Robert Belleret



le guide des programmes culturels de toute la France de septembre 95 à juin 96

**10 000 manifestations**  
**la saison culturelle**  
**France 1995-1996**  
publié par le Ministère de la Culture

A retourner à : L'Association D.C.L.I.C.  
Ministère de la Culture  
Département de l'information et de la communication  
3, rue de Valois - 75042 Paris cedex 01

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du guide :  
la saison culturelle, France 1995-96 (640 pages)  
au prix unitaire de 60 F TTC.

Montant total de votre commande : ..... francs

Prière de joindre au présent bon de commande votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'Association D.C.L.I.C.

Nom : ..... prénom : .....

adresse : .....

### ADMISSIONS PARALLELES

• En année de Licence  
HEC-ESCP-ESC  
SCIENCES-PO  
JOURNALISME (CF, ES, CELSA)

• En année de Maîtrise  
ESSEC - CRFPA  
**IPESUP**  
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris - 43.25.63.30  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE



## HORIZONS

PORTRAIT

**Révolutionnaire, la religieuse qui a choisi de se faire « chiffonnière parmi les chiffonniers » pour secourir les victimes de l'injustice ? « Rebelle, révoltée », préfère-t-elle. Mais, surtout, elle fait preuve d'un dynamisme que les ans n'ont pas entamé**

# La fureur de vivre de Sœur Emmanuelle

**L**A vieille religieuse se cale bien droit sur sa chaise, ferme les yeux quelques secondes. « Si j'avais vingt ans aujourd'hui... Eh bien, je crois que je ferais beaucoup de bêtises. Je n'aurais de cesse de multiplier les expériences, j'aurais envie de goûter aux fruits les plus interdits. Je me laisserais égarer dans un tourbillon de plaisirs... Les jeunes gens sages réunis autour d'elle dans l'auberge de Notre-Dame de Lorette paraissent stupéfaits. Alors, Sœur Emmanuelle, pas vous ! Mais la sœur continue avec conviction. « Oui, oui, je me connais ! Je me ferais embrasser par Jean et... [faussement inquiet] y n-t-il un jeun parmi vous ? » Tous les regards convergent vers l'aumônier assis près d'elle qui lève un doigt timide. Eclat de rire général. « Alors bon ! reprend la sœur. Eh bien, disons par là-dessus, François, Luc, et qui suis-je ? J'étais très attirée par les garçons. Peut-être aussi, j'étais entraînée dans la violence et sans doute tombée dans la drogue. Ce qui est presque sûr, c'est que je serais malheureuse, comme beaucoup de jeunes aujourd'hui, totalement privés de repères... » « Rebelle », confesse-t-elle. Depuis l'enfance. « Un fleuve en ébullition ! » Un fleuve qui pouvait déborder. « J'étais à la recherche du bonheur, en quête d'obsolescence. Et pour cela - excusez-moi, les garçons ! - un homme, c'est petit ! Un homme ne m'aurait pas suffi. Je voulais quelque chose de plus grand, de plus exaltant. J'ai choisi Dieu, rien de moins ! »

Ses parents l'avaient appelée Madeleine, un joli nom de pécheresse pour cette petite chipie « insupportable et colérique » qui leur était née à Bruxelles, le 16 novembre 1908. Le père, Jules Cinqun, était français et avait exporté

en Belgique l'entreprise familiale de lingerie ; la mère, Berthe, était belge, la gouvernante des trois enfants, britannique. Un cocon très tendre. Madeleine n'a pas encore six ans quand Jules Cinqun se noie sur une plage du Nord. On est en 1914. Les Cinqun fuient la guerre. A leur retour à Bruxelles, Madeleine l'indomptable ne s'est pas assagie. Ses professeurs redoutent son insolence, ses camarades raffolent de ses piteuses. Pourtant, la voilà prise, sous l'effet d'un beau livre d'images, d'une aspiration romantique : devenir « missionnaire » et « martyre » en Afrique. Peut-être même « sainte », songe-t-elle, en rêvant d'un vitrail à son image... Son frère et sa sœur en font des gorges chaudes. Madeleine la chahuteuse n'a vraiment rien d'une icône. Une icône ne fumerait pas en cachette, ne se disperserait pas, ne s'enticherait ni des bibis ni des robes en taffetas. Madeleine, devenue une jeune fille, montre, il est vrai, une grande piété et va chaque matin à la messe. Mais M<sup>me</sup> Cinqun se méfie des coups de tête de sa fille et l'empêche de s'inscrire à l'université. « Telle que je te connais, tu t'intéresseras moins aux livres qu'aux maus-taches ! » Madeleine n'aura droit qu'aux cmurs du soir de l'Institut Saint-Louis (philin et théologie). En attendant un mariage bourgeois. « Je voulais de l'intense et rien ne me satisfaisait. La danse, les sorties, les toilettes qui m'attiraient tellement avaient vite un goût de dérisoire. Alors, j'ai dit oui à Dieu ! » A vingt-deux ans, Madeleine devient Sœur Emmanuelle. « Un beau nom ! En hébreu, il veut dire : Dieu avec nous. »

Pendant quarante ans, et conformément à la tradition d'éducatrices des religieuses de Notre-Dame de Sion, Sœur Emmanuelle exercera une activité d'enseignante. En Turquie, vingt-huit ans ; en Tunisie, cinq ans ; en Egypte, huit ans. Elle voulait s'occuper des

enfants, no lui en confie donc. Mais elle voulait aussi vivre parmi les pauvres, servir d'abord les plus démunis et n'y parviendra pas. Telle n'est pas la vocation de sa congrégation, dont les écoles accueillent essentiellement des élèves issus des classes les plus riches du pays. Erreur d'attribution. Par deux fois, elle tentera de quitter l'ordre pour intégrer une congrégation plus proche de la rue et des pauvres. Ce n'est qu'à soixante-deux ans, à l'heure de la retraite, qu'elle va réaliser son rêve. On lui parle des chiffonniers vivant à la périphérie du Caire et elle a le coup de foudre. On la prévient : le bidonville est un repère de voleurs, de trafiquants et d'assassins. On y vit sans eau ni électricité, dans des baraques enfouies sous les ordures, avec les rats, les cochons, les chiens sauvages. Elle exulte. « J'étais comme un oiseau qui, après quarante ans,

pour changer la situation. Il lui faut une école, un terrain de jeu, un dispensaire, un atelier de couture... Et même, imaginera-t-elle plus tard, une usine de compost capable de transformer en engrais les ordures collectées par les chiffonniers. Elle s'envole pour l'Europe collecter de l'argent. G ENÈVE se souvient encore de son premier passage. « Si je ne trouve pas 30 000 dollars, je ferai un hold-up ! » s'écrie-t-elle devant des sympathisants ahuris. Son allant, son sourire, sa voix un peu haut perchée bouleversent ses auditeurs. « Elle vous secoue, vous charme et vous convainc », explique Michèle Blimer, qui l'entend un jour à la radio et alla la rejoindre au Caire. Gouren ? Non, se récrient ses amis. « Simplement, son discours fait teinter quelque chose d'enfoui à l'intérieur de soi »,

telle tenue ? » a-t-elle récemment demandé à M<sup>me</sup> Lustiger venu, en habit noir et boutons rouges, honorer une cérémonie où Jacques Chirac la décorait. Elle critique les bourgeois étiés, assis sur leur fortune. « Qu'un homme soit riche et égoïste, c'est son affaire. Mais qu'il ose se dire chrétien et s'achète une bonne conscience en allant à la messe, cela je ne supporte pas. Et je gueule ! Qu'on relise donc saint Matthieu ! C'est révolutionnaire, saint Matthieu ! J'ai eu faim, soif, froid et tu es venu vers moi... Ce n'est pas une question de messe, mais une question d'entraide et d'amour pour les autres. » Et on l'écoute, en France, où elle commence à se former un fameux réseau d'amis ; en Europe aussi ; plus tard en Amérique. Chacune de ses prestations à la radio et à la télévision secoue l'opinion et fait affluer des milliers de chèques à son association. Quand elle retourne au Caire vivre « chiffonnière avec les chiffonniers », c'est pour construire, organiser, ouvrir des chantiers. Celui du centre médico-social Salam par exemple, qui viendra inaugurer en 1980 la femme du président Sadate et qui changera la vie de milliers de gens. Et puis d'autres installations dans d'autres bidonvilles effroyables, où elle s'installe successivement. Sœur Sara, une jeune religieuse copte, vient l'y rejoindre. Elle reprendra le flambeau. Elle se bat contre la misère, contre l'analphabétisme, contre le mépris dans lequel sont tenus les chiffonniers. Préoccupée par le sort des femmes, mariées à douze ans, battues, épuisées par les maternités, elle travaille sur les méthodes de contraception et écrit personnellement au pape pour lui expliquer l'importance de distribuer en Egypte pilule et stérilet. Le Saint Père ne lui répond pas. Elle « comprend » sa discrétion, ne revendique aucune croisade, mais confie le dossier à des médecins coptes. Elle donne régulièrement



Dessin extrait de la bande dessinée « Les Fumées bleues du Caire. La vie de Sœur Emmanuelle », de Blimer et Duverdière.

des nouvelles à ses amis européens, lesquels, chaque fois, répondent à son appel, qu'ils aient ou non un engagement religieux. Ce n'est en aucun cas le problème de Sœur Emmanuelle. « C'est une vraie acméiste », dit d'elle Danielle Mitterrand qui, « laïque forcée », s'étonne toujours de la relation amicale et complice qu'elle entretient avec la sœur. « Elle est habitée par sa foi, mais elle est pour moi avant tout le symbole de tous ceux qui oiment l'humanité et refusent l'injustice des plus démunis. » Sœur Emmanuelle ne fait pas de prosélytisme. Elle trouve de la « lumière » dans toutes les religions, porte, tatouée à son poignet, la petite croix des coptes et a toujours refusé, même à leur demande, de convertir des musulmans. « Celo n'est vraiment pas un service à rendre en terre d'islam ! Ce serait comme arracher un arbre à sa terre, les couper de leur milieu, peut-être les condamner à mort. »

EN 1985, elle s'envole pour Khartoum en apprenant le drame de centaines de milliers d'enfants, victimes de la famine et de la guerre. « Je vais avoir soixante-dix-sept ans, la dernière année pour lire l'Iman, profitez de ma jeunesse ! » écrit-elle à ses amis. Le désastre la bouleverse. Des enfants s'agrippent à elle, d'autres meurent dans ses bras. Elle repart en croisade. « Infatigable ! dit avec admiration Bernard Kouchner, qui la rencontre dans l'avion Khartoum-Le Caire. C'est un shaker qui vous malmené en permanence ! Mais penché sur les enfants, avec son petit fichu, ses vieilles baskets et ses lunettes, c'est fou ce qu'elle était belle ! »

Le Soudan, le Liban, les Philippines, le Sénégal, Haïti. Partout où des enfants sont en danger, Sœur Emmanuelle intervient et s'allie à des partenaires sur place. Elle demeure réaliste. « Je sais bien que je ne fais que colmater des brèches sans ébranler l'injustice sur laquelle est bâti le monde. Mais je compte sur les jeunes. Je leur dis : ayez des diplômes, maîtrisez plusieurs langues et infiltrer-vous dans les sociétés et organisations internationales. C'est vous qui pourrez insuffler d'autres valeurs, influencer les gouvernants. Ah ! Si j'avais été plus jeune, j'aurais moi-même rencontré les présidents de pays producteurs de coton pour les inciter à s'entendre sur son cours, scandaleusement bas ! »

On la dit révolutionnaire. Elle répond « révoltée ». On l'a située à gauche. Elle sourit : « Voyons, je suis ignare en politique ! » La droite, la gauche, elle s'y perd, fait des gaffes et regrette d'avoir désolé de nombreux amis en déclarant un jour que les gens de droite ne l'avaient jamais aidée. « Je voulais parler des gouvernements de droite », corrige-t-elle en plaidant l'indulgence. « On oublie toujours que j'ai passé plus de soixante ans hors de France. »

C'est en Egypte, tout près de ses chiffonniers, qu'elle espérait s'éteindre. Ses supérieures en ont décidé autrement, en l'appelant à la retraite dans un couvent de l'arrière-pays varié. Sœur Emmanuelle a résisté, grappillé trois ans, avant de se rendre à leurs arguments et opté pour « une vie de silence et de sérénité ». Enfin... quand les activités de son association ne l'appellent pas à Paris ou ailleurs. Dans ce cas, munie d'une autorisation, Sœur Emmanuelle recharge ses grosses baskets, saisit son baluchon et entame avec entraînement un marathon de rencontres, ininterrompable sur l'aide à cinquante mille enfants que fournit son association et assoiffée de contacts : enfants, prisonniers, prostituées...

« Le paradis, c'est les autres ! » s'exclame-t-elle toujours joyeusement. « Et comme elle a raison ! commentait il y a peu Charles Pasqua, sous le charme. On ne fait rien de bon sans la foi ni l'amour des autres. Ce sont des moteurs essentiels quand on entre en politique. Si l'on n'éprouve pas d'amour pour les autres, si l'on ne souhaite pas servir, autant aller dans les douanes ou à la Sécu ! ». Sœur Emmanuelle venait juste de citer son vers favori : « Fends le cœur de l'homme, tu y trouveras un soleil. »

Amick Cojean



## Le Monde

EDITORIAL

## Reprise en main policière

JACQUES CHIRAC l'avait à sa manière annoncé lorsque, s'exprimant le 10 septembre sur TF1, il avait déclaré à propos du manque de coopération entre les services de police dans les enquêtes sur les attentats : « Lorsque nous serons sortis de la crise, alors je les jugerai sur la compétence qui aura été la leur et sur la volonté qu'ils auront eu de réellement abattre les frontières qui pouvaient exister [entre les services] et de renforcer la cohésion et la détermination de l'ensemble. J'en tirerai toutes les conséquences à tous les niveaux ».

L'heure des « conséquences » serait-elle arrivée ? Le départ – faut-il parler de timonerie ? – de deux des patrons de la police judiciaire, Ange Mancini, numéro deux de la PJ, et Claude Canchis, chef de la PJ parisienne, pourrait, en effet, être interprété comme la suite logique des propos du chef de l'Etat. Il n'en est pourtant rien. Considéré comme de grands professionnels, sans attache politique comme, au cas de ces deux hommes, de Favis général, n'avaient démissionné, y compris pendant la période des attentats. En réalité, c'est essentiellement d'une reprise en main politique de la police judiciaire qu'il s'agit.

Dans un contexte de « guerre des polices », alimenté en grande partie par le groupe des magistrats antiterroristes et par le commissaire Roger Marino, patron de la 6<sup>e</sup> division centrale de la PJ, régnait depuis des mois, place Beauvau, un véritable climat de paranoïa. Le cabinet de Jean-Louis Debré croyait déceler derrière tel ou tel policier, l'ombre portée de Charles Pasqua ou de Pierre Joxe. Des supposées fuites durant les attentats – « Je rappelle l'impératif de discrétion qui s'impose à tous les services », avait cru bon de déclarer Jacques Chirac – et la publication dans *Le Monde* d'un article au vitriol sur la lutte antiterroriste, signé Cicéron, avaient accru ce climat de suspicion.

Pour tenter de remédier à cette situation, le gouvernement a opté pour la solution de

facilité : disposant dorénavant d'une véritable courroie de transmission avec la police judiciaire parisienne, il espère contrôler plus efficacement les affaires politico-financières sensibles, en particulier celles qui concernent de près ou de loin la mairie de Paris.

Si l'on ajoute à ces changements le départ du directeur général de la gendarmerie, Patrice Maynial, qui paie, sans doute pour d'autres, les pots cassés de l'affaire du décret sur le fichier de la gendarmerie, et son remplacement, contrairement à l'usage, par un préfet, on peut légitimement s'interroger sur les motivations réelles du gouvernement.

Sept mois après l'élection présidentielle, Jacques Chirac renoue avec des pratiques anciennes, que d'anciens attribuaient alors au bon fonctionnement de l'Etat RPR. La police nationale, déjà fortement ébranlée par les résultats des élections professionnelles qui ont été caractérisées par une poussée des listes syndicales d'extrême droite, n'avait pas besoin de pareils changements. Là où, plus que jamais, doivent s'imposer des critères d'indépendance et d'impartialité, ce sont, hélas, de bien piètres enjeux de pouvoirs qui ont prévalu.

## Les incertitudes du service public

Suite de la première page

On eût certainement gagné à examiner ce dossier à froid, avant que la passion ne s'en mêle, avec le risque de rendre pour longtemps impossible, par exemple en matière d'aménagement des régimes de retraites, ce qui pourrait pourtant être nécessaire.

4) En réalité, c'est une vaste remise à plat qui serait nécessaire. Des études ont certes été entreprises dans ce sens il y a quelques années, à l'initiative, notamment, d'EDR. Elles ont débouché sur de très intéressants débats, mais la question posée n'était pas assez brûlante pour que des participants aux agendas surchargés acceptent de s'y consacrer à fond. Il faut une crise, répétait Jean Monnet, pour convaincre les Français d'accepter le changement.

Pas assez brûlante, mais aussi peut-être trop vaste. Léon Duguit (1859-1928), à qui l'on doit le concept de service public, y voyait la justification même de l'existence de l'Etat, ce dernier ayant pour fonction essentielle de venir en aide aux besoins des citoyens et de développer leur solidarité. Jacques Chevalier (*Science administrative*, Thémis-ELU, 1986) le considère pour sa part comme une « idéologie », dans le droit-fil de ce colbertisme qui conserve aujourd'hui, pas seulement à gauche, tant d'adeptes.

## MONOPOLE ?

5) Un tel attachement au rôle de l'Etat contredit l'article 129 B du traité de Maastricht, visant à replacer les infrastructures des transports, des télécoms et de l'énergie dans le cadre d'un système de marchés « ouverts et concurrentiels ». Le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, n'a jamais caché son ambition de démanteler les monopoles des services publics, « même si les gouvernements s'y opposaient », et la Commission de Bruxelles pousse dans ce sens. Alain Juppé n'est pas au bout de ses peines s'il veut vraiment faire inscrire le service public à la française, comme il l'a dit le 10 décembre sur France 2, non seulement dans le préambule de la Constitution, mais dans le droit européen.

6) Peut-être serait-il plus facile de s'entendre si l'on voulait bien tenir compte de quelques faits essentiels.

a) Personne, pour commencer, ne parle de retirer aux Etats leurs attributions dites « régaliennes » : défense, diplomatie, justice, police, finances publiques, orientation générale de l'économie, sécurité au sens large.

b) Personne non plus ne songe à contester leur droit à s'occuper de culture, d'éducation, de santé, de transports, d'audiovisuel, de recherche scientifique, d'énergie, voire de banque ou d'industrie. S'ensuit-il qu'ils doivent jouer là tout coup d'un monopole ? Le fait est que public et privé coexistent, à des degrés divers, dans tous ces secteurs, et que rares sont désormais ceux qui trouvent à y redire. A tel point, par exemple, qu'on semble considérer comme allant de soi que le rail soit public, la route privée, les autres formes de transport mixtes.

c) Pour certains, la notion de service public est inséparable de celle de propriété publique, qu'il s'agisse de l'Etat, des sociétés nationales ou des collectivités territoriales. Le vrai critère n'est-il pas plutôt celui du service rendu au public ? De nombreux auteurs font d'ailleurs expressément réfé-

rence à la notion d'intérêt général. Une grande incertitude subsiste en tout cas à propos des frontières du service en question : faut-il ou non y faire figurer des activités comme la distribution d'eau, la restauration d'écoles ou d'entreprises, les pompes funèbres ?

d) Si l'on s'en tient à cette notion de service du public, au nom de quoi refuserait-on une discussion sur l'extension d'un service minimum qui existe déjà, notamment, pour l'audiovisuel, le logement ?

e) La faillite universelle des économies intégralement planifiées a surabondamment démontré que la concurrence est un algorithme irremplaçable. Les communistes, et leurs avatars « néo » ou « post », ont d'ailleurs conservé ou repris le pouvoir qu'en lui faisant la part belle. Mais un autre algorithme est tout aussi irremplaçable : c'est celui de la solidarité. Trop de libéraux de l'Est l'ont oublié, laissant le capitalisme sauvage plonger dans la misère une bonne partie de la population : ils l'ont payé cher aux élections.

f) Il y aurait tout avantage à ne pas limiter le débat à l'Hexagone. L'ignorance de nos partenaires européens est à cet égard confondante, mais la nôtre est à peine moindre à propos de leurs propres réalisations. Le gouvernement Belge a-t-il bien fait à nos partenaires de la CEE une ouverture sur l'Europe du service public ? C'était seulement à quelques semaines d'élections dont tout le monde savait qu'il allait les perdre. Ce n'est pas là la seule raison de son peu d'écho : un grand colloque organisé sur ce thème à Bruxelles, à la même époque, par les anciens de l'XI, avait attiré principalement des Français. Chez nombre de nos partenaires, en effet, la notion même de service public n'évoque rien de précis. Reste que l'ampleur de la secousse que vient de subir notre pays a suscité partout, à l'étranger, beaucoup de questions. On n'échappera pas à la nécessité d'y répondre. Engager un débat, national et européen, sur l'avenir du service public n'est évidemment pas la seule priorité de ce pays. Mais c'en est certainement une.

André Fontaine

## Les gens par Kerleroux



PAI FAIT  
UNE ÉCOLE  
DE GESTION,  
À TOUT  
HASARD

## REVUE DE PRESSE

## THE WALL STREET JOURNAL

La révolte des étudiants et des ouvriers en mai 1968 fait désormais partie de l'histoire révolutionnaire de la France. Alors que les grèves du secteur public prennent fin, décembre 1995 restera aussi dans l'histoire – non pas pour un compromis entre employeurs et ouvriers, comme en 1968, mais pour la défaite de la plupart des réformes gouvernementales. (...) Le premier ministre a reculé sur les retraites et sur les chemins de fer. Il a promis de protéger constitutionnellement les services publics contre la déréglementation européenne et a accepté un sommet social le 21 décembre. Ce n'était pas encore assez pour les insatiables syndicats français : ils demandaient une reddition sans conditions et la tête de M. Juppé. Céder était, à l'évidence, la pire chose à faire. C'était aggraver un peu plus l'appétit des syndicats, semer davantage de confusion dans l'opinion et surtout préparer des dommages à long terme pour l'économie française.

## THE ECONOMIST

La principale leçon du dernier mois n'est pas que les Français n'acceptent pas le changement, mais qu'ils n'acceptent pas la façon dont il leur est habituellement imposé. En dépit de son attachement à sa devise, « Liberté, égalité, fraternité », et de sa longue histoire de pensée politique éclairée, la France fonctionne plus comme une monarchie élective que comme une démocratie. (...) M. Juppé a raison de dire que la France a le choix entre le changement et le déclin. Mais le changement ne doit pas concerner seulement l'Etat-providence, le marché du travail, les industries publiques, les impôts et les retraites,

comme le reconnaissent beaucoup de Français. Il doit porter aussi sur le système de gouvernement. La France a besoin d'une dose de démocratie. Les autres réformes suivront plus facilement.

## LA TRIBUNE-DESFOSSÉS

Jacques Jullien

Le monde des affaires est saturé. Saturé de taxes. Saturé de lourdes contraintes. Saturé de voir l'expansion s'effondrer. (...) Saturé de constater que les taux d'intérêt ne baissent que faiblement. (...) Politiquement, Alain Juppé et Jacques Chirac pensent pouvoir tenir. Mais ils font une erreur tactique : le temps économique va dix fois plus vite que le temps politique.

## L'HUMANITÉ

Charles Silvestre

L'économie, ce n'est pas le grand patronat. On le sait mieux encore aujourd'hui quand le patron des patrons n'a pas un mot pour la relance de la consommation et de l'activité. (...) Mais si le sang du président du CNPF ne fait qu'un tour, c'est peut-être et surtout que le patronat devine que le moment est venu pour lui d'avoir des comptes à rendre.

## EUROPE 1

Alain Duhamel

Le gouvernement ne peut pas s'offrir le luxe d'un nouvel échec politique. La difficulté est que les mesures immédiates qu'il peut proposer ne sont guère spectaculaires et que les mesures substantielles qu'il peut imaginer ne peuvent être immédiates. Il sait bien qu'il doit faire face à une crise générale de la demande et non de l'offre. La clé consiste donc, par un système de primes, de relance sectorielle et de bonification des taux d'intérêt, à relancer la consommation par une politique volontariste.

Il y a une raison fondamentale pour qu'aucun examen en appel d'un procès politique – catégorie que ne reconnaît pas le régime chinois – n'ait jamais conduit, en Chine populaire, à un renversement de verdict. Les tribunaux sont noyés par une cellule secrète ou semi-secrète du Parti communiste, et il ferait beau voir que l'une désavouât l'autre tant que le contexte politique demeure inchangé. Les tribunaux ne sont « populaires » dans leur dénomination que par le fait qu'ils sont placés sous la « dictature du prolétariat », toujours officiellement en vigueur. Le reste ne relève que d'un simulacre de justice.

Francis Deron

## Simulacre de justice en Chine

## PÉKIN

de notre correspondant

Wei Jingsheng a fait appel de la sentence de quatorze ans de prison qui lui a été infligée le 13 décembre au motif de tentative de subversion par les héritiers de Deng Xiaoping, dont il fut le prisonnier personnel pendant près de quinze ans. Sa famille a fait connaître samedi 16 décembre cette décision d'appel à un tribunal supérieur, en l'occurrence le tribunal « populaire suprême » de la municipalité de Pékin, qui a dix-huit jours pour statuer sur l'affaire. Cet épilogue à son procès était attendu, l'intéressé ayant plaidé ou coupable. Il constitue une illustration typique d'un phénomène particulier à l'ère de Deng Xiaoping, présenté, par le régime chinois et ses thuriféraires étrangers, comme un progrès de la notion de droit en Chine.

Il est courant – ni le régime pékinois ni ses thuriféraires étrangers ne s'en privent – de présenter la notion de droit telle qu'elle est conçue en Occident comme largement étrangère, de tout temps, à l'organisation socio-politique chinoise. C'est faire abstraction d'une tradition, attestée à maintes reprises par la littérature au fil des siècles, de magistrats défiant l'autorité politique sur la base d'une

sorte de bon droit moral dont le peuple, face au trône, était le détenteur.

Un effort de codification important a été réalisé, au début du siècle, par le parti Kuomintang, une fois l'empire abattu et malgré les guerres en cours. La France, faut-il le rappeler, a fourni une assistance marquante à cet effort, en envoyant des conseillers juridiques auprès du régime nationaliste.

## ZIGZAGS POLITIQUES

Le gouvernement d'aujourd'hui peut, dans sa propagande destinée à la consommation intérieure, présenter une telle assistance comme la continuation de la diplomatie de la canonnière du XIX<sup>e</sup> siècle, au service de l'« impérialisme » occidental décidé à « humilier » la Chine. Il n'insiste pas trop, toutefois, sur cette vision des choses, ayant lui-même été contraint par l'ouverture économique à faire appel à des conseillers juridiques occidentaux, français et américains en particulier, pour reprendre une œuvre de construction ou ce domaine qui avait été réduit à néant en 1949.

Les communistes de Mao Zedong – dont Deng Xiaoping était un des plus hauts représentants – ont, dès l'avènement du régime,

fait littéralement table rase de la justice en la soumettant à l'arbitraire policier, expression de la terreur qui convenait d'imposer au nom du peuple. Pendant trois décennies, l'idée de droit serait soumise aux zigzags de la politique au point que les tribunaux seraient purement et simplement démantelés durant la révolution culturelle.

Depuis 1979, un effort considérable est à nouveau fourni par le régime pour se doter des formes – et des formes seulement – d'une justice autonome. D'une véritable indépendance il ne saurait être question pour la Chine, Deng Xiaoping l'a dit à maintes reprises. En revanche, des progrès formels ont été accomplis : c'est chose admise, aujourd'hui, qu'un Wei Jingsheng puisse être assisté dans sa défense par un avocat chinois – lequel s'est spécialisé dans la défense (perdue d'avance, l'expérience le montre) des dissidents passés en justice. Lors de son premier procès, en 1979, la profession d'avocat était à tel point sinistrée que personne ne l'aurait exercée pour contredire le gouvernement sur un dossier aussi délicat. M. Wei avait assisté lui-même sa défense complète.

C'est, bien sûr, dans le domaine du droit commercial, que la plus

grande quantité de poudre a été jetée aux yeux des partenaires économiques de la Chine pour faire accroître l'idée que le concept de justice prenait corps. Cette tactique est d'autant plus commode que les firmes étrangères engagées dans des procédures de litige répugnent à bousculer les règles procéduraires que le pouvoir chinois utilise pour défendre ses propres agissements économiques, et que les relais de la diplomatie, souvent, hésitent à engager leur poids dans les sables mouvants de la jurisprudence chinoise. C'est ainsi que l'ombre de firmes françaises se plaignent sans succès auprès de leurs pouvoirs publics de l'approche biaisée des tribunaux statuant sur leur différend avec des partenaires chinois : de manière générale, les gouvernements préfèrent se tenir à l'écart de telles affaires, complexes et porteuses de plus d'inconvénients que de gloire.

## TRIBUNAUX NOUVEAUX

Du « progrès » effectivement réalisé par la notion de droit dans la Chine de M. Deng, le nouveau jugement prononcé contre Wei Jingsheng donne une dimension plus juste que les innombrables colloques d'avocats d'affaires prêchant pour leur paroisse : M. Wei,

voici dix-sept ans, avait été principalement condamné pour s'être livré à des actes de « propagande contre-révolutionnaire ». Cette fois, ce terme – qui recouvre la catégorie pénale la plus sévèrement châtée – n'a pas été utilisé. Pour une bonne raison : il sent le souffre pour un pouvoir qui se croit menacé d'une révolution. Mais le minuscule progrès effectif se mesure à la différence entre la nouvelle sentence et l'ancienne : quatorze ans de détention plutôt que quinze.



# Restaurer la liberté du temps de travail par Pascal Salin

**D**ÉPUIS au moins vingt ans, les « politiques d'emploi » se succèdent, mais le chômage augmente inexorablement. Il est donc bien clair que ces politiques ont échoué et qu'elles ne méritent pas le nom qui leur a été attribué. Les hommes politiques et une partie de l'opinion publique sont alors prêts à accepter n'importe quelle autre solution, surtout si elle leur paraît simple et si elle va dans le sens de leurs propres intérêts. Il ne faut donc pas s'étonner si la réduction du temps de travail paraît si séduisante, au point qu'elle a fait l'objet d'un accord récent entre le CNPF et les syndicats de salariés dans le cadre d'une négociation générale sur l'annualisation.

Cette recette peut s'énoncer comme une démonstration mathématique, et elle l'est d'ailleurs rien d'autre : sachant qu'il existe - telle est l'hypothèse cruciale - un certain nombre d'heures de travail par an en France, pour supprimer le chômage, il suffit de répartir ces heures de travail entre tous ceux qui sont en âge de travailler, par exemple en faisant passer la semaine de travail de cinq à quatre jours.

En réalité, la seule question que l'on doit se poser, si l'on est capable de faire mieux qu'une simple division, est la suivante : comment se fait-il qu'il n'existe pas un plus grand nombre d'emplois, au point qu'on est conduit à répartir la pénurie ? Poser cette question, c'est déjà en grande partie y répondre. Elle implique, en effet, que le chômage provient du fait qu'un travailleur potentiel et un employeur potentiel n'arrivent pas à se mettre d'accord : ou bien les conditions offertes par les employeurs ne satisfont pas les travailleurs, ou bien les conditions qu'il faudrait offrir aux salariés ne sont pas rentables pour les employeurs. Autrement dit, le chômage ne constitue pas une sorte de fatalité inexplicable, il est le résultat de décisions humaines, prises dans un certain en-

vironnement institutionnel. Le droit du travail, les conventions collectives, le salaire minimum, qui sont autant d'obstacles à une libre négociation du salaire et des conditions de travail, constituent indéniablement des obstacles à l'emploi. Mais nous voudrions plutôt insister sur le rôle néfaste que joue le système des prélèvements obligatoires. Il est, à notre avis, la cause majeure du chômage : le niveau extraordinaire de spoliation fiscale que subissent les Français tue, en effet, les incitations productives.

S'il n'y a pas d'entrepreneur, il n'y a pas de travailleurs, ce devrait être une évidence. Or le système est construit de manière telle que l'entrepreneur subit totalement la

Le niveau de vie de beaucoup de gens dépend de moins en moins de leur salaire direct (donc de leurs efforts) et de plus en plus de ce qui est réparti par les systèmes de transferts publics. Le chômage vient en grande partie de ce que l'on se trouve dans un système de collectivisation des gains, mais d'individualisation des coûts : les satisfactions obtenues sont indépendantes de l'effort ; les cotisations et impôts payés sont proportionnels ou plus que proportionnels aux efforts.

Il est alors tout à fait clair que le partage du travail ne modifierait en rien le mauvais fonctionnement du système d'incitations : la réduction du temps de travail, n'agissant pas sur les causes du chômage, ne

**Ce n'est pas la réduction mais l'augmentation du temps de travail, ainsi que l'allongement de la vie professionnelle, qui permettraient aujourd'hui de résoudre le problème du chômage**

conséquence de ses échecs - il se retrouve sans allocation-chômage lorsqu'il fait faillite - mais que, dans le cas où il réussit, le produit de ses efforts est presque totalement confisqué. Dans ces conditions, comment s'étonner que le chômage soit important et qu'il augmente tous les jours ? Le système fiscal et social actuel, qui punit dans des proportions considérables la création de valeur due à un échange contractuel entre un employeur et un salarié, est le phénomène destructeur de l'emploi.

Le chômage s'explique aussi par les effets du système de prélèvements obligatoires sur les incitations à travailler des salariés : dans le système institutionnel actuel, le gain marginal que l'on obtient en passant d'une situation de non-travail à une situation de travail est peu incitatif dans beaucoup de cas.

peut absolument pas aider à le résoudre. Bien au contraire, elle ne peut que l'accroître en accentuant les défauts du système actuel.

Quel est, en effet, le calcul d'un entrepreneur lorsqu'il envisage d'embaucher un travailleur ? Il prend cette décision à partir d'une prévision concernant l'espérance de gain (et le coefficient de risque) qui résulte de cette embauche. Il doit supporter des coûts d'embauche : coûts de recherche, mais surtout coûts de qualification, car le travailleur a probablement une productivité faible au début, puis elle augmente jusqu'à une certaine valeur de long terme. L'embauche est risquée, car on ne connaît pas parfaitement les capacités à se qualifier du salarié, et la durée de sa présence future dans l'entreprise. Ces coûts étant fixes, si l'on diminue la durée du travail, le coût

unitaire d'une heure de travail augmente donc pour l'entrepreneur.

La proposition de partage du temps de travail néglige l'existence de ces coûts. Mais elle suppose aussi que les hommes sont interchangeables : en partageant le travail entre chômeurs et non-chômeurs, on ne changerait pas le nombre total d'heures de travail - donc le niveau véritable du chômage - mais ces heures de travail seraient effectuées par des personnes plus nombreuses. Or les hommes ne sont pas interchangeables.

L'idée d'une substituabilité presque parfaite entre travailleurs n'est pas recevable, même pour cette catégorie de gens qu'on appelle les travailleurs peu ou non qualifiés. Il existe, certes, un certain nombre de gens qui n'ont pas dépassé une certaine formation scolaire ou universitaire de départ. Mais la qualification, ce n'est pas cela. C'est l'adaptation concrète à un travail concret. Un individu peu formé au départ peut être très qualifié dans l'entreprise où il se trouve, s'il s'est adapté à son environnement humain, s'il a acquis des compétences techniques spécifiques, etc.

Compte tenu de l'accroissement du coût horaire du travail entraîné par la réduction du temps de travail, il ne serait pas possible de maintenir le nombre d'heures de travail total. Or, si les richesses créées chaque année en France devaient diminuer par suite de la réduction du temps de travail, cela signifierait qu'il y aurait moins de production pour payer une protection sociale équivalente, donc nécessairement une diminution du salaire direct par heure (et l'éclatement définitif des systèmes de protection sociale). La destruction des incitations productives, cause majeure du chômage, en serait renforcée : le gain supplémentaire obtenu en entrant sur le marché du travail serait, en effet, encore plus faible et inciterait donc moins à travailler. Ainsi, la réduction de la durée du travail ne peut qu'aug-

menter le chômage. Si la réduction obligatoire de la durée du travail est non seulement totalement inefficace du point de vue de la création d'emplois, mais même nuisible, la réduction du temps de travail n'en serait pas moins souhaitable, dans la mesure, et dans la mesure seulement, où elle serait désirée par les deux parties en cause, le salarié et l'entrepreneur. Elle devrait être, non pas imposée par voie législative, mais laissée à la liberté contractuelle, ce qui impliquerait d'abandonner toute définition légale du temps de travail (même sous forme de durée annuelle).

Il se pourrait alors fort bien que, dans certains cas, il soit souhaité par les uns et par les autres de fixer le temps de travail dans une entreprise à 36 heures, dans une autre à 28 et peut-être à 42 ou 45 dans une autre... Pourquoi ne pas laisser cette liberté ? Un des obstacles majeurs provient de ce que la rigidité de la réglementation fait que l'on ne connaît véritablement que deux situations : le travail selon le temps légal et le chômage à « temps complet ».

Il convient donc que la flexibilité du temps de travail ne soit ni encouragée ni punie, mais qu'elle soit possible. Or certains des défenseurs de la réduction du temps de travail demandent qu'il existe des incitations fiscales pour encourager cette diminution. Cela impliquerait évidemment d'en reporter la charge sur les autres, avec le risque que cette surcharge soit à nouveau créatrice de chômage. Mais si, par ailleurs, quelqu'un veut travailler 48 heures par semaine, pourquoi ne pas lui en laisser la liberté ? Il faudrait tout au moins qu'il n'en soit pas puni. C'est pourtant le cas aujourd'hui, puisqu'il paiera d'autant plus d'impôts - surtout avec la progressivité de l'impôt sur le revenu - et d'autant plus de cotisations sociales qu'il produira plus de richesses. Mais il ne recevra rien de plus en contrepartie de ces paiements et impôts accrus. Imaginons un mo-

ment un monde différent, où le système de prélèvements obligatoires ne punirait pas l'effort et où la détermination du temps de travail serait totalement libre. Certains préféreraient, par exemple, travailler beaucoup, en utilisant au mieux leurs capacités, et consacrer une partie de leur salaire à acheter des services qu'ils n'aimeraient pas produire eux-mêmes. En obligeant les gens à travailler moins, on leur supprime cette liberté de choix. La réduction du revenu qui reste disponible pour eux, une fois impôts et cotisations payés, les incite à se lancer eux-mêmes dans des activités que d'autres feraient beaucoup mieux pour eux. On incite donc les gens à vivre en quelque sorte en antichambre plutôt que de bénéficier du profit de l'échange et on détruit des emplois potentiels.

Fournant, c'est l'échange qui permet à chacun de se spécialiser dans ce qu'il est relativement le plus apte à faire, qui constitue de ce point de vue un grand facteur de progrès. En réduisant continuellement le temps de travail, on se prive de ce gain. Ce n'est pas la réduction du temps de travail, mais son augmentation, ainsi que l'allongement de la vie professionnelle, qui permettraient aujourd'hui de résoudre le problème du chômage, de financer la croissance des dépenses de protection sociale et de mieux satisfaire les besoins concrets des individus.

Ainsi, la réduction du temps de travail est une bonne idée, mais à condition qu'elle ne soit pas obligatoire, qu'elle ne soit ni subventionnée ni punie, qu'elle ne soit pas considérée comme une solution au problème du chômage et qu'elle ne rende pas impossible l'augmentation du temps de travail pour ceux qui le désirent. Par conséquent, plutôt que de réduction du temps de travail, il conviendrait surtout de restaurer la liberté du temps de travail.

*Pascal Salin est professeur à l'université Paris-Dauphine.*

**Impasse de l'**  
**de Marc Guillaume**

**D**ans un monde différent, où le système de prélèvements obligatoires ne punirait pas l'effort et où la détermination du temps de travail serait totalement libre. Certains préféreraient, par exemple, travailler beaucoup, en utilisant au mieux leurs capacités, et consacrer une partie de leur salaire à acheter des services qu'ils n'aimeraient pas produire eux-mêmes. En obligeant les gens à travailler moins, on leur supprime cette liberté de choix. La réduction du revenu qui reste disponible pour eux, une fois impôts et cotisations payés, les incite à se lancer eux-mêmes dans des activités que d'autres feraient beaucoup mieux pour eux. On incite donc les gens à vivre en quelque sorte en antichambre plutôt que de bénéficier du profit de l'échange et on détruit des emplois potentiels.

Fournant, c'est l'échange qui permet à chacun de se spécialiser dans ce qu'il est relativement le plus apte à faire, qui constitue de ce point de vue un grand facteur de progrès. En réduisant continuellement le temps de travail, on se prive de ce gain. Ce n'est pas la réduction du temps de travail, mais son augmentation, ainsi que l'allongement de la vie professionnelle, qui permettraient aujourd'hui de résoudre le problème du chômage, de financer la croissance des dépenses de protection sociale et de mieux satisfaire les besoins concrets des individus.

Ainsi, la réduction du temps de travail est une bonne idée, mais à condition qu'elle ne soit pas obligatoire, qu'elle ne soit ni subventionnée ni punie, qu'elle ne soit pas considérée comme une solution au problème du chômage et qu'elle ne rende pas impossible l'augmentation du temps de travail pour ceux qui le désirent. Par conséquent, plutôt que de réduction du temps de travail, il conviendrait surtout de restaurer la liberté du temps de travail.

*Pascal Salin est professeur à l'université Paris-Dauphine.*

**Le trafic reprend progressivement.**  
**Pour vous informer sur les trains qui circulent,**  
**la SNCF met à votre service 2 numéros verts.**

**N° VERT 05 411 411**  
pour les déplacements  
en France et en Europe.

Après de nombreux jours de difficultés pour vous déplacer, vous attendez de nous une remise en service rapide de tous les trains. Nous vous le devons.

Nous nous mobilisons donc pour que cette reprise se déroule dans les meilleures conditions. Cependant, quelques jours nous seront nécessaires pour que les 12 000 trains qui circulent quotidiennement le fassent en toute sécurité. Le réseau retrouvera alors partout son fonctionnement normal.

Pour vous permettre d'avoir tout de suite une réponse aux questions que vous vous posez concernant le trafic, nous mettons

à votre service deux numéros verts (appel gratuit) : 05 411 411 et pour les déplacements en Ile-de-France 05 15 24 24.

Pour prendre vos billets et faire vos réservations, deux autres numéros sont à votre service. Depuis la Province le 36 35 35 35 (2,23 F/mn) et depuis la Région Parisienne le 45 82 50 50. Sans oublier votre gare, votre agence de voyages et le 3615 SNCF (1,01 F/mn).

Nous vous remercions de votre compréhension.

**SNCF**

**Vous avez**  
**que**  
**nous vous**

Après ces jours de difficultés pour vous déplacer, vous attendez de nous une remise en service rapide de tous les trains. Nous vous le devons.

Nous nous mobilisons donc pour que cette reprise se déroule dans les meilleures conditions. Cependant, quelques jours nous seront nécessaires pour que les 12 000 trains qui circulent quotidiennement le fassent en toute sécurité. Le réseau retrouvera alors partout son fonctionnement normal.

Pour vous permettre d'avoir tout de suite une réponse aux questions que vous vous posez concernant le trafic, nous mettons

**SNCF**



## L'impasse de l'économie française

par Marc Guillaume

**D**EUX contraintes lourdes dessinent l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui placée l'économie française. Les événements actuels en sont, pour partie, la traduction sociale.

La première contrainte est imposée par la nature de la croissance économique qui, pour diverses raisons, concerne principalement les grandes fonctions collectives : santé, éducation, urbanisme, aménagement du territoire et environnement. Ce sont ces secteurs qui offrent les voies d'une croissance « soutenable » à long terme et qui correspondent à des besoins légitimes. C'est d'ailleurs en grande partie à cause de cette légitimité même qu'ils ont été placés sous tutelle de l'Etat. Pendant la période d'expansion d'après-guerre, la satisfaction de ces besoins était assurée sans difficulté parce qu'ils étaient encore limités et qu'une croissance forte des consommations privées permettait de conserver une pression fiscale tolérable. C'était l'équation keynésienne de la croissance et du *Welfare State*.

La seconde contrainte est justement cette pression fiscale et parafiscale qui, depuis 1945, n'a pas cessé de s'accroître pour atteindre aujourd'hui des niveaux mal supportés qui, en outre, compromettent la compétitivité globale de notre économie.

Il faut prendre conscience de cette difficulté structurelle dans toute son ampleur avant de chercher des solutions qui, faute de cet examen, risquent de n'être que des incantations ou des remèdes provisoires. Beaucoup d'observations tout à fait justes masquent l'essentiel. Il est certain, par exemple, que la productivité de la fonction éducation pourrait être améliorée, en particulier en combattant prioritairement les corporatismes des enseignants. Certain aussi qu'il existe des surconsommations médicales à la fois dangereuses pour la santé et

coûteuses pour les finances publiques, ainsi que d'autres gaspillages dans le système de santé et de Sécurité sociale.

Mais ces remarques, par leur justesse même, font perdre de vue les finalités de la croissance économique : il est souhaitable que les dépenses totales de formation et de santé se développent à long terme, car elles correspondent à des besoins plus fondamentaux et moins susceptibles de saturation que les achats d'automobiles, d'équipement domestique et autres biens plus ou moins futiles.

Que faire alors pour échapper à ces contraintes lourdes ? Les pays de tradition libérale ont encore accablé, plus ou moins brutalement, le désengagement de l'Etat pour faire face à l'accroissement de ces besoins. En France, quelques dérogations timides ont été engagées mais une libéralisation inspirée par le modèle anglo-saxon remet en cause une multitude d'avantages acquis et surtout elle heurte nos traditions républicaines du service public.

Il existe une autre voie, reposant sur la distinction entre deux familles de fonctions collectives. La première est celle des biens et services qui concernent la collectivité dans son ensemble ou des populations défavorisées et qui ne peuvent donc être financées que par l'impôt. La seconde est celle des services dont les bénéficiaires, qui peuvent être identifiés, appartiennent à toutes les catégories sociales. Dans la consommation de ces services, il est possible de distinguer une composante de dépense publique, fiscalisée, et une composante de dépense privée, correspondant elle-même à une offre privée (écoles non subventionnées, secteur médical hors convention) ou publique (droits d'inscription des étudiants, ticket modérateur ou forfait hospitalier).

C'est cette dernière contribution qu'il faut accroître pour les bénéficiaires disposant de ressources sur-

fisantes. On peut envisager, par exemple, que les assurés sociaux aient payés sans être remboursés leurs dépenses médicales tant qu'elles restent en deçà d'un certain montant annuel. Ce système de franchise, un peu comparable à celui des assurances et déjà mis en place dans plusieurs pays européens, ne remet pas en cause la solidarité nationale. Il contribue au contraire à réduire les inégalités tout en permettant un allègement des charges de la Sécurité sociale. Il réduit les risques de surconsommation médicale et tend à responsabiliser les acteurs, tant du côté de la demande que de l'offre de soins médicaux. De même, le projet de loi Devaquet n'aurait sans doute pas fait descendre les étudiants dans la rue si l'augmentation envisagée des droits d'inscription n'avait concerné que les étudiants disposant du soutien de familles aisées.

Ces propositions ne règlent pas, à elles seules, le problème des déficits publics et sociaux mais elles y contribuent. Elles peuvent d'ailleurs s'adapter et s'étendre progressivement pour tenir compte des évolutions à long terme. Elles amorcent surtout une réforme structurelle des fonctions collectives dans notre pays en introduisant une part de libéralisme, mais un libéralisme actif, intelligent et non conservateur. Elles n'impliquent pas le risque d'une santé ou d'une éducation à plusieurs vitesses puisqu'elles visent au contraire à faire disparaître la catégorie de ceux qui sont à la fois riches et assistés. Elles contribuent enfin à optimiser la dépense publique et à rationaliser l'offre de services, tout en favorisant un développement durable, soutenu par un financement mixte, des secteurs qui doivent être au cœur de la croissance des prochaines décennies.

Marc Guillaume est professeur à l'université Paris-Dauphine.

## Vers un marché unique du sport ?

par Gérald Simon

**L'**ARRÊT de la Cour de justice des Communautés européennes qui vient d'être rendu à propos de l'affaire Bosman laisse une impression mitigée. Il signe sans doute une incontestable victoire pour les sportifs, du moins pour ceux qui relèvent de la Communauté : ceux-ci sont désormais libres, à l'expiration de leur contrat, d'offrir leurs services au club de leur choix sans l'entrave constituée par l'indemnité de transfert ou les restrictions tenant à la nationalité. Il sanctionne aussi la trop grande assurance de certaines autorités du football qui estiment leur pouvoir affranchi du respect des lois.

Mais ce succès est fondé sur une construction qui est elle-même un sujet d'inquiétude. La liberté ainsi consacrée par l'arrêt repose en effet sur le constat que le sport professionnel – et n'est pas seulement ici visé l'Europe du football – est une activité économique soumise à ce titre aux principes de l'ordre communautaire, au nombre desquels figure le principe de libre circulation énoncé à l'article 48 du traité de Rome.

Les limitations résultant du régime des transferts et des clauses de nationalité constituent de ce fait des entraves contraires au principe. Le raisonnement, d'une rigueur juridique implacable, est imparfait. Il s'appuie sur une réalité que l'on peut difficilement contester : le fonctionnement du sport professionnel accredité largement l'idée d'un système soumis aux lois du marché. Les différentes affaires qui ont secoué le monde du football l'attestent amplement. Il apparaît, dès lors, que la Cour, en faisant prévaloir la logique du marché sur la logique purement sportive, se borne à tirer les conséquences d'une situation créée par le sport lui-même.

Il importe cependant d'en mesurer les conséquences. La soumission du sport à l'ordre

communautaire favorise en effet la mise en place d'une sorte de marché unique du sport, taillé aux dimensions de la Communauté, obéissant au libéralisme énoncé par les règles communautaires auxquelles veillent les institutions européennes. A ce titre, le sport professionnel est non seulement tenu au respect du principe de libre circulation, mais risque d'être soumis dans un avenir proche aux règles de la libre concurrence.

**La possibilité ouverte par l'arrêt Bosman de voir évoluer une équipe disputant un championnat national sans joueurs nationaux est un défi à l'entendement sportif**

Il est à craindre que la prédominance de cette logique de marché ne s'établisse au détriment de ce qui fonde la spécificité du sport. Toute son organisation repose sur des règles, émanant des autorités responsables de leurs disciplines, qui obéissent normalement à des objectifs non marchands et visent au contraire à préserver la singularité de l'activité sportive face aux intérêts de toute nature que suscitent les compétitions. Elles jouent à ce titre un rôle régulateur tout à fait essentiel.

Cela ne signifie pas qu'elles sont au-dessus des lois. Ainsi, bien avant l'arrêt Bosman, le Conseil d'Etat, dans un avis paru en 1991,

a considéré que les indemnités de transfert portaient une atteinte excessive au principe de libre accès aux compétitions. Il aboutissait ainsi à la même solution que la Cour mais en prenant en compte l'unicité du sport et non ses implications d'ordre économique.

Certes, la Cour ne méconnaît pas non plus le particularisme du système sportif. Elle admet dans leur principe des limitations aux règles du marché fondées sur les objectifs légitimes de formation des sportifs et de maintien de l'équilibre des compétitions. Mais elle vérifie la licéité des restrictions au regard de ce qui peut être tolérable dans une perspective de marché.

La Cour est ainsi conduite à considérer que le caractère national des compétitions, à la base des clauses de nationalité, n'est pas suffisant pour justifier de telles atteintes au principe de libre circulation. La possibilité ainsi ouverte de voir évoluer une équipe disputant un championnat national sans joueurs nationaux est un défi à l'entendement sportif.

Les autorités régulatrices du sport sont-elles fragilisées de l'épreuve. Sans doute, comme on l'a souligné, devront-elles apprendre l'humilité et faire davantage cas de l'existence de règles et de principes supérieurs au mouvement sportif. Mais leur marge d'action est de plus en plus réduite. La poursuite ayant bon sens du vide, il est à craindre que les espaces vacants ne suscitent des cooptations autrement dangereuses pour l'avenir du sport. Il appartient aux autorités sportives d'être vigilantes. La balle est dans leur camp.

Gérald Simon est professeur de droit public à l'université de Bourgogne.

## **Vous avez des billets et des réservations que vous n'avez pas pu utiliser, nous vous proposons plusieurs possibilités de remboursement.**

Après ces derniers jours où vous n'avez pu prendre le train, vous avez peut-être des billets ou des réservations qui n'ont pas été utilisés. Et vous vous posez alors la question de savoir comment vous les faire rembourser. Nous avons pensé qu'il serait pratique pour vous d'avoir plusieurs possibilités.

La première : vous avez acheté votre billet en gare ou par minitel, vous pouvez vous présenter au guichet d'une gare pour vous faire rembourser ou échanger ce billet.

Pour un simple remboursement, vous pouvez aussi l'envoyer avant le 31 janvier 1996 dans une enveloppe

non affranchie à : Boite Postale SNCF, Service remboursement clients, libre réponse n°284, 92139 Issy-les-Moulineaux CEDEX. Au dos du billet, inscrivez bien votre nom et votre adresse. Vous recevrez chez vous le remboursement de votre billet et de votre réservation.

La deuxième : vous avez acheté votre billet dans votre agence de voyages, celle-ci se chargera de vous le rembourser ou de vous l'échanger.

Naturellement, l'ensemble du personnel en gare et dans les trains se tient à votre disposition pour vous aider dans vos démarches.

Nous vous remercions de votre confiance.

Pour toute information concernant les mesures propres aux abonnés et détenteurs de cartes commerciales, la SNCF met à votre disposition deux numéros de téléphone : depuis la Province le **36 35 35 35** (2,23 F/mn) et depuis la Région Parisienne le **45 82 50 50**. Pour les titres de transport de l'Ile-de-France, des mesures spécifiques seront annoncées prochainement.

**SNCF**







## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995

**CHEMINS DE FER** Le gouvernement britannique a annoncé, mardi 19 décembre, la vente à des intérêts privés de trois compagnies issues du découpage de British Rail. Cette

cession est la première dans le transport de passagers. Les précédentes concernaient le transport de fret ou du courrier. ● LA PRIVATISATION de British Rail, voulue par John Major

et lors que M<sup>me</sup> Thatcher s'en était gérée, ne va pas sans difficultés. L'opposition travailliste y est opposée. La Cour d'appel de Londres a donné raison, la semaine passée, au groupe

d'usagers *Save Our Railways* (Sauvez nos chemins de fer) qui réclamait un service minimum. ● AUX PAYS-BAS les chemins de fer obtiendront une autonomie financière et de gestion

eu 1<sup>er</sup> janvier 1996. ● EN FRANCE, Loïk Le Floch-Prigent, ancien patron de Rhône-Poulenc, d'Elf et de GDF, a été nommé président de la SNCF mercredi 20 décembre.

# La privatisation de British Rail se poursuit malgré une forte opposition

Le premier ministre britannique a découpé la compagnie ferroviaire en une trentaine de sociétés indépendantes afin de les céder à des intérêts privés. L'opération, dénoncée par les travaillistes, soulève la grogne des usagers

LONDRES

de notre correspondant  
Le gouvernement britannique a annoncé, mardi 19 décembre, la première cession au secteur privé de trois compagnies de transport ferroviaire de passagers. Il a confié à Stagecoach, le plus gros opérateur de cars, aux dents longues mais sans expérience dans les chemins de fer, la reprise de South West Trains (Sud-Ouest). Ses dirigeants ont déjà prévu des réductions massives de personnel. D'autre part deux compagnies, Great Western et London (Nord-Ouest de Londres) et Tilbury & Southend Rail (banlieue nord-est de Londres), ont fait l'objet d'un rachat par les salariés.

British Rail, la plus vieille compagnie de chemins de fer du monde, a été découpée en morceaux - vingt-cinq pour le transport de passagers, trois pour le fret, autant pour le matériel roulant plus un certain nombre dans des domaines spécialisés - qui doivent être cédés un à un à des firmes privées. John Major a voulu aller plus loin que la « Dame de fer », qui, prudente, n'avait pas touché à British Rail (BR) ni à la Poste. Bien lui en a valu car la Royal Mail a été le premier échec d'une privatisation, plusieurs députés conservateurs

s'étant opposés à une mesure qui faisait l'unanimité de leurs électeurs contre elle. Certains Tories font aujourd'hui campagne contre la privatisation des chemins de fer, qui affectera surtout des régions de tradition conservatrice et que son impopularité a fait surnommer « la Poll Tax sur roues ».

**M. Major doit faire face à la détermination du Labour à maintenir un contrôle public sur l'entreprise**

Plusieurs des compagnies issues de BR ont déjà été privatisées. Le mois dernier, ce fut le cas du matériel roulant (Angel Train Contract, Eversholt Leasing et Portbrook) pour 1,8 milliard de livres (13,68 milliards de francs); l'un des acheteurs combinait des capitaux américains et japonais. Début décembre, le nom des deux candidats au rachat de Rail Express System - qui transporte le courrier et gère

le Train Royal - a été annoncé; le fait que l'un d'eux soit une compagnie américaine a choqué l'opposition.

Il y a quelques jours, le *Financial Times* a indiqué que la SNCF envisageait de participer au rachat de l'une des trois compagnies de fret lourd.

La semaine dernière, la cour d'appel de Londres a donné largement raison au groupe de pression *Save Our Railways* (SOR, ou Sauvez nos chemins de fer), qui réclamait l'annulation de la décision de franchiser sept compagnies de transport de passagers à des opérateurs privés. La privatisation de quatre d'entre elles - InterCity East Coast, Network SouthCentral, Midland Main Line et Gatwick Express - a été annulée, pour non-respect d'un service minimum calqué sur les horaires actuels de BR. L'appel concernant les trois autres n'avait été rejeté que pour vice de forme.

Ciant victoire, l'opposition travailliste en a profité pour demander à M. Major d'abandonner son projet. Mais le premier ministre demeure déterminé à vendre BR, quitte à en réduire au maximum le prix de vente. Rien ne permet de dire qu'il réussira. Car il doit faire face à la détermination du Labour à maintenir un contrôle public sur



l'entreprise - même si, pour des raisons électorales, il ne souhaite pas expliquer comment - qui pèse comme une épée de Damoclès sur les investisseurs potentiels. D'autant que ceux-ci voient leurs ambitions limitées par la brevété d'une franchise (sept ans) qui rend difficile tout investissement à long terme

pour un réseau vétuste, mal entretenu et dont les billets sont vendus beaucoup plus cher qu'en France. Il n'est pas non plus certain que le gouvernement ait choisi la meilleure méthode: confier cette privatisation à des banques d'affaires, des sociétés d'audit ou des cabinets d'avocats, qui en seront les principaux bénéficiaires, s'avère fort

coûteux: on parle déjà de frais atteignant 800 millions de livres.

L'atomisation en multiples sociétés, parfois concurrentes, d'un réseau cohérent pose d'énormes problèmes de gestion. Entre autres, une billetterie unique n'a pas été sérieusement prévue à l'origine, suscitant la colère des usagers devant le risque de remise en cause de la continuité des trajets. Devront-ils faire jusqu'à une heure de voiture pour acheter un billet unique dans un nombre réduit de gares?

Si l'exemple britannique demeure en vogue à l'étranger, si certaines dénationalisations, comme celles de British Airways ou de British Telecom (BT), ont été des succès indéniables, les problèmes d'image s'accroissent dans nombre d'autres secteurs. Le régulateur de Camelot, qui gère la Loterie nationale, a accepté des faveurs d'une des compagnies qu'il a lui-même choisies; nombre de dirigeants de sociétés privatisées se sont offerts salaires, plans de retraite et bonus faramineux tout en licenciant leur personnel par dizaines de milliers; certaines compagnies des eaux sont accusées d'être responsables de la pénurie qui sévit dans certaines régions par leur imprévoyance comme par leur incapacité à résorber des fuites massives alors que leurs profits sont en hausse...

Seize ans après le début de la révolution thatcherienne, les limites d'un modèle politiquement usé apparaissent. En particulier dans le domaine social, où les succès les plus récents cohabitent avec une aggravation de la misère qui voit, par exemple, un tiers des nouveaux-nés naissent dans des familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage sensiblement plus faible qu'en France est compensé par de très bas salaires - il n'y a pas de salaire minimum - et par une couverture sociale en peau de chagrin. Dans ce contexte, la privatisation forcée des chemins de fer ne risque-t-elle pas d'être une privatisation de trop?

Alain Franco

Patrice de Beer

## La compagnie ferroviaire néerlandaise sera autonome dès le 1<sup>er</sup> janvier 1996

AMSTERDAM

de notre correspondant  
Aux Pays-Bas, les députés viennent de lever leurs dernières oppositions à la signature, par le gouvernement, d'un contrat de plan avec les chemins de fer, Nederlandse Spoorwegen (NS), leur accordant leur autonomie dès le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Le projet remonte au mois de février 1993 quand le gouvernement décide d'accorder son autonomie financière et de gestion à la compagnie dont l'Etat est le seul actionnaire. La société est divisée en quatre grandes branches, dont NS Cargo et NS voyageurs. Les subventions publiques seront progressivement réduites, de 350 millions de florins (environ un milliard de francs) à zéro en l'an 2000. L'Etat continuera à assurer l'infrastructure (dont le TGV) pour un coût moyen d'environ un

milliard de florins par an. Au siècle prochain, les NS payeront une somme forfaitaire à l'Etat pour l'utilisation de ces équipements.

L'autorisation accordée, dès 1994, aux NS de déterminer eux-mêmes la hausse de leurs tarifs, après autorisation du ministre de tutelle, et la possibilité de passer des accords ponctuels avec l'Etat pour assurer le maintien de certaines lignes non rentables ou leur remplacement par un service d'autobus, ont été les deux points d'achoppement dans les discussions entre le ministre des Transports, la chambre des députés et la direction des NS.

Ainsi que les jeux semblaient être faits, les parlementaires, de l'opposition et de la majorité, ont pris conscience que le contrat donnait quasiment carte blanche aux NS vis à vis des lignes déficitaires qui représentent

environ 10 % du réseau. Les députés ont exigé une renégociation. Ils sont revenus sur la possibilité pour la compagnie de définir librement ses augmentations de tarifs.

Le projet de contrat de plan allait-il capoter à quelques jours de l'échéance? C'était oublier la capacité des Néerlandais à trouver ces compromis qui constituent le pain quotidien de la classe politique aux Pays-Bas. Annemarie Jorritsma, ministre des transports, a obtenu des députés un accord de principe pour un vote positif à condition de geler la situation des lignes non rentables jusqu'en 1998.

HAUSSES DE TARIFS LIMITÉES

En échange, le ministre s'est engagé à ouvrir de nouvelles négociations sur ce dossier avec les députés dès la mi-1996. Les NS ne sont pas opposés à cette solution « tant

que le gouvernement est prêt à payer... » dit-on au siège. Les hausses de tarifs, quant à elles, devront être limitées jusqu'en l'an 2000 à 2 % maximum, hors inflation.

Le 1<sup>er</sup> janvier, c'est donc une ère nouvelle qui s'ouvrira pour la compagnie. L'autonomie n'aura aucune conséquence directe sur le statut des salariés qui ne sont pas des fonctionnaires et bénéficieront de leur propre convention collective. Est-ce le premier pas vers une privatisation comme le précédent gouvernement en avait évoqué l'hypothèse? Il faudrait au moins que les NS aient plusieurs années de rentabilité derrière elles. En 1994, le bénéfice se limitait à 76 millions de florins pour un chiffre d'affaires de 4,2 milliards, après deux années de pertes consécutives.

## Loïk Le Floch-Prigent est nommé président de la SNCF

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la SNCF s'est réuni, mercredi 20 décembre, pour proposer la nomination de Loïk Le Floch-Prigent à la tête de l'entreprise, après sa désignation comme administrateur, parue au *Journal officiel* du matin même. Le conseil des ministres devait ensuite le nommer officiellement.

Loïk Le Floch doit savourer sa revanche. Pour la première fois de sa carrière, ce patron socialiste proche de François Mitterrand n'aura pas été sanctionné par un gouvernement de droite. Débarqué de Rhône-Poulenc en 1986, éjecté d'Elf Aquitaine sept ans plus tard, et menacé chez Gaz de France, le voilà aujourd'hui promu à la présidence de la SNCF. Mais sa nomination s'apparente plus à une arrivée « par défaut », faute de volontaires.

De volonté et d'ambition, ce breton né en 1943 à Brest, n'en manque toutefois pas. « La République a besoin de serviteurs motivés », déclarait, en 1982, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, en introduisant Loïk Le Floch-Prigent à la présidence de Rhône-Poulenc en remplacement de Jean Gandois. A trente-neuf ans, ce militant socialiste, cordial, barbu et décontracté, au cursus universitaire peu coté dans le sésail (Institut polytechnique de Grenoble et une « petite université » américaine) quittait son poste de directeur de cabinet de Pierre Dreyfus, au ministère de l'industrie, pour aborder une carrière industrielle.

Se plongeant très vite dans les dossiers du groupe chimique en

difficulté, « Pink Floch » (« Floch la rose »), surnom donné par ses détracteurs, fait le vide autour de lui. Les cadres s'éloignent pour « incompatibilité d'humeur » et critiquent son autoritarisme et cette façon de « magnifier le mot ». Avec la cohabitation de 1986, le patron de Rhône-Poulenc est démissionné « sans élégance », devant quitter instantanément son bureau. Ressenti comme une injustice, ce coup l'avait meurtri.

En 1989, un an après la réélection de François Mitterrand à l'Élysée, le voilà parachuté à la tête d'Elf Aquitaine, la première société française. Trouvant dans cette entreprise assoupie des capacités financières considérables, il se mène en « conquérant ». Cet activisme débordé pénalise aujourd'hui l'entreprise. La Cour des comptes estime qu'Elf a perdu 2,5 milliards de francs à la suite d'investissements hasardeux hors de ses métiers entre 1988 et 1993. La justice, de son côté, se penche sur le financement de l'entreprise textile Bidermann par la firme pétrolière.

« PATRON DE GAUCHE »

Pour éviter l'accusation de chasse aux sorcières, le gouvernement recase en 1993, Loïk Le Floch à la présidence de Gaz de France. Fidèle à sa stratégie, il tente de déposséder l'entreprise en préparant l'ouverture de son capital. « La planète sera notre cliente » affirme-t-il à l'ensemble du personnel, l'an dernier. Apprécié dans l'entreprise, et proche des syndicats, le conflit social de ces derniers jours a un peu écorné son image - entrete-

nue - de patron ouvert au dialogue. Le 13 décembre, alors que les manifestants envahissent bruyamment la salle du conseil d'administration de Gaz de France au neuvième étage, Loïk Le Floch-Prigent, dont le bureau se trouve à côté, se serait écrié par son balcon...

A la SNCF, il devra renouer les fils du dialogue social après l'un des plus durs conflits de l'histoire du rail en France. Le choix d'un « patron de gauche » démontre que la priorité du gouvernement est de maintenir à tout prix la paix sociale et d'éviter une nouvelle paralysie du pays. Il devra redynamiser, voire reconstruire, une hiérarchie présentée comme « traumatisée » par le désaveu gouvernemental que constitue le gel du contrat de plan et la reprise en main par l'Etat des négociations avec les syndicats pour sortir de la crise.

M. Le Floch devra mettre ses ambitions « dévorantes » au service du ferroviaire. Les cheminots ont la ferme intention d'imposer une autre vision du développement de leur entreprise, fondée sur un rééquilibrage entre le rail et la route. L'Etat actionnaire devrait rester déterminé à défendre les grandes lignes du premier projet de contrat de plan: maîtrise des coûts d'exploitation, ralentissement de la politique d'investissement et cession d'actifs. Au milieu de ces visions contradictoires de l'entreprise, Loïk Le Floch devra s'affirmer comme le véritable patron.

Dominique Gallois et Christophe Jakubyszyn

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

Restitution et Services aux collectivités  
Chimie et hauteurs - Chèques de services - Laiterie

## Partena choisit Sodexho pour développer ses activités dans les pays nordiques

Le Groupe SODEXHO et les actionnaires de PARTENA, premier groupe suédois de services aux collectivités, viennent de signer un accord permettant à SODEXHO s.a. et à FINANCIERE SODEXHO d'acquiescer 93,5 % du capital de Partena.

Réalisant en Suède et en Norvège un chiffre d'affaires d'environ 3,5 milliards SEK, soit 2,6 milliards de FF, PARTENA emploie 14 000 personnes et est organisé autour de quatre branches d'activités: la restauration collective avec Partena Catering (36 %), la sécurité avec Partena Security (25 %), le nettoyage avec Partena Clean (21 %) et les prestations de services aux institutions sociales (personnes âgées, personnes handicapées) avec Partena Care (18 %).

Le prix d'acquisition s'élève à 1,5 milliard SEK, soit 1,15 milliard de FF. Pour financer cette opération, une société holding suédoise est créée avec un capital de 530 millions SEK, soit 400 millions de FF, et souscrit un emprunt d'environ 975 millions SEK, soit 735 millions de FF. Le capital de ce holding est réparti entre SODEXHO s.a. (45,5 %), FINANCIERE SODEXHO (48 %) et le management de PARTENA (6,5 %). SODEXHO détient une option lui permettant, entre 3 et 5 ans, de racheter les 48 % détenus par FINANCIERE SODEXHO.

Après avoir envisagé différentes solutions, les actionnaires et le management de PARTENA ont choisi SODEXHO comme étant la meilleure voie de développement possible pour les cinq raisons suivantes:

- une très grande complémentarité géographique;
- des activités similaires de services aux collectivités;
- la volonté d'offrir aux clients et aux convives la meilleure qualité de service;
- la même priorité donnée à la formation et la motivation de leurs collaborateurs;
- la stabilité de l'actionnariat d'un groupe partageant les mêmes valeurs.

L'équipe de Direction animée par Christer Karlsson qui gère en toute autonomie PARTENA, a fait la preuve de ses qualités et continuera à diriger l'ensemble. Le Conseil d'Administration sera composé d'une majorité d'administrateurs suédois et présidé par l'actuel Président Goran Linden.

SODEXHO Finlande et PARTENA mettront en œuvre des synergies pour développer leurs activités de services aux collectivités dans les pays nordiques et utiliseront les meilleurs savoir-faire développés au sein des deux groupes pour continuer d'apporter le meilleur service à leurs clients.

Sodexho

Société au statut de différences

BP 110 - 7800 SAINT-QUENTIN-YVY LINES (EDEX - 77) (33) 01 69 11 11



Information financière sur annual: 0615 et 0616 CLIFFE (120 F la min.)



## Michel Bon veut sortir la France de son « sous-développement téléphonique »

Pour remobiliser France Télécom, à la veille de la libéralisation de 1998, son président lui donne un nouveau mot d'ordre : développer l'usage du téléphone. Il explique au « Monde » la réorganisation des structures dans cette optique

Trois mois après sa nomination à la présidence de France Télécom et alors qu'il vient d'être confirmé dans ses fonctions par son conseil d'administration, lundi 18 décembre, Michel Bon s'engage dans la réforme de l'exploitant téléphonique public. Pas celle du statut, qui, assure-t-il, relève de l'ordonnance et sur laquelle il se refuse à évoquer tout calendrier, mais celle de la stratégie et des structures.

Ces décisions, qu'il devait présenter en interne mercredi 20 décembre et dont certaines sont l'aboutissement d'un travail amorcé sous Marcel Roulet, ont été prises après trois mois d'« approche du terrain », dont Michel Bon est ressorti avec un sentiment de « contraste entre une puissance qui saute aux yeux », technique, financière et humaine, et l'« inquiétude et la morosité » du personnel, « y compris d'une partie de l'encadrement ».

Pour autant, il estime que « ce que beaucoup souhaitent, c'est retrouver une ambition pour affronter l'avenir avec plus de confiance ». Si l'opérateur « ne manque pas de projets », notamment à l'international avec son alliance avec l'allemand Deutsche Telekom et l'américain Sprint « pour tenter de devenir l'un des rares » acteurs mondiaux du téléphone de demain, « tout cela est loin du personnel », convient son président. Dès lors, comment réinsuffler l'« esprit de reconquête » ? En développant l'usage du téléphone, répond Michel Bon. « La France est sous-développée. Les particuliers ne téléphonent en moyenne que huit minutes par jour, contre plus de vingt minutes pour les Américains. Dans bien des pays le trafic téléphonique, mesuré en minutes de communication, croît plus vite que chez nous : plus de 7 % par an pour les campagnes régionales américaines, plus de 10 % pour AT&T. Nous sommes à 3 ou 3,5 % ».

Pour le président de France Télécom, « il y a là de quoi s'occuper. Moderniser l'usage du téléphone, des services de communication au sens large, téléphonie mobile, services en ligne, etc., contribuer à un usage plus facile, plus moderne, nous pouvons trouver là quelque chose qui corres-

pond aux besoins des consommateurs. A nos besoins aussi, car, si nous arrivons à ces chiffres, nous pourrions baisser les tarifs, et qui dit baisse des prix dit hausse de la consommation ».

« Il faudrait aller plus vite que la pente actuelle de la baisse des tarifs »

A propos des tarifs, tout en constatant le « manque de liberté » pour France Télécom, Michel Bon estime qu'il y a « des segments pour lesquels ils sont trop élevés » et qu'il y a « priorité » à réduire « un écart entre communications locales et communications longue distance nationales plus élevé que ce que voudraient les coûts de revient ». Faut-il

le faire avant 1998 ? « Il faudrait aller plus vite que la pente actuelle de la baisse des tarifs, qui ne nous mènera à un niveau de compétitivité qu'en l'an 2000. Mais pas trop brutalement pour ne pas être déstabilisé ».

S'il n'« envisage rien » en ce qui concerne une hausse des prix des communications locales, le président de France Télécom manifeste sa préférence pour une simplification de la tarification. « Le système en marches d'escalier n'est pas bon : trop cher pour un appel de 30 secondes, bon marché pour un appel de 2 minutes 55 secondes, trop cher juste au-dessus de 3 minutes. En Grande-Bretagne, la tarification est à la seconde. S'il doit y avoir évolution, nous irons peut-être vers ce système ».

Pour l'abonnement, rejettant l'objectif d'un triplement du prix évoqué par certains syndicats - « c'est absurde », Michel Bon juge qu'il faut « plutôt offrir un meilleur choix de tarifs. Le problème de l'abonnement, c'est son universalité, c'est-à-dire un même tarif quelle que soit la consommation. Comme à EDF, on peut imaginer des couples abonne-

ment-tarif différents suivant les usages, choisis librement. Par exemple, un couple « abonné plus cher-communication moins chère » intéresserait ceux qui téléphonent beaucoup. A l'inverse, un couple « abonné moins cher-communication plus chère » intéresserait ceux qui téléphonent très peu et pour qui le téléphone est souvent une sécurité familiale ».

Dans l'immédiat, l'objectif étant de se donner les moyens d'affronter une concurrence qui sera totale début 1998, Michel Bon va surtout s'attacher à transformer le management de France Télécom. « Sa culture doit être tournée vers le client, plus responsabilisante, plus décentralisée », souligne-t-il. « Il faut que, sur le terrain, celle ou celui qui fait face au client ait le pouvoir de satisfaire sa demande ». A compter de début 1996, les équipes sur le terrain seront ainsi réparties en « trois entités spécialisées par clientèle - particuliers, professionnels, entreprises - responsables de la vente et de l'après-vente et s'appuyant sur des entités réseaux ».

La direction générale sera, elle aussi, restructurée. « Nous allons mettre en place un système plus ramassé », explique Michel Bon, qui va supprimer le poste de directeur général, occupé par Charles Rozmaryn, pour s'entourer de cinq « patrons de branches » : grand public (particuliers, professionnels), entreprises, réseaux, développement (R&D, international, planification stratégique) et ressources (finance, juridique, immobilier). Ils formeront le comité exécutif, auquel sera rattaché le directeur des ressources humaines.

A cette occasion, le président de France Télécom introduira « des ferments de changement de culture », grâce à deux recrutements externes : « Quelqu'un de la grande consommation pour la branche grand public et quelqu'un amenant une culture de gestion d'entreprise pour les ressources humaines ». Les autres directions de branches seront pourvues en interne : Jacques Champeaux pour les entreprises, Jean-Yves Gouffès pour les réseaux, Jean-Jacques Damblan pour le développement, Bernard Jais conservant les ressources humaines.

Dans la perspective de la libéralisation des services téléphoniques, début 1998, Michel Bon se déclare par ailleurs partisan, pour ce qui touche au marché français, d'une organisation de la concurrence, qui « mette la pression sur l'entreprise, ce

qui contribuera à la muscler », mais sans « la mettre à terre » en lui imposant de trop grandes contraintes, car « il est essentiel que la France continue de disposer d'un acteur figurant parmi les leaders mondiaux ». Il avoue, toutefois, ne pas avoir le sentiment que ce schéma, qui a prévalu en Grande-Bretagne il y a dix ans, soit celui retenu aujourd'hui au niveau européen.

Eric Le Boucher et Philippe Le Cœur

### COMMENTAIRE

#### UN DÉFI DE TAILLE

Qu'il faille redonner à France Télécom et à ses personnels, inquiets, voire démotivés, une « ambition », un « esprit de reconquête », pour paraphraser Michel Bon, tout le monde ou presque, chez l'exploitant et parmi ses proches observateurs, s'accorde à le dire. C'est le cas de ce syndicaliste qui estime que, si France Télécom a la capacité de rebondir, « encore faut-il donner à ses agents l'opportunité de le faire ». Même écho chez ce consultant qui assure qu'« il faut un substitut à la nostalgie des années 70 et du plan de remise à niveau du téléphone français. Il faut un autre sujet de fierté à développer ».

On peut cependant sérieusement s'interroger sur l'effet mobilisateur du nouveau mot d'ordre édicté par Michel Bon : développer l'usage du téléphone. A première vue, on est bien loin de la « gracieuse aventure » du téléphone français d'il y a vingt ans et, surtout, bien loin de la culture des personnels qui reste encore largement une culture de métiers, technique, même s'il y a eu des évolutions ces dernières années.

C'est donc un défi de taille que lance Michel Bon. Pour le relever, il lui faudra ne pas négliger la transformation interne de France Télécom. Là encore, les avis, au sein de l'entreprise et en externe, convergent pour dire qu'il faut « donner le sentiment au personnel que l'on s'occupe de lui, qu'on lui donne les moyens de prendre des risques ». La déclinatoire de la réforme du management, avec la volonté affichée d'une grande décentralisation, s'annonce, à ce titre, cruciale. Notamment dans la gestion de son volet social.

Si elle doit intervenir début 1996, comme l'a récemment indiqué François Fillon, le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, l'annonce par le gouvernement du calendrier du changement de statut et de la privatisation partielle risque cependant de venir sérieusement perturber tout cet ensemble.

Ph. L. C.

# JOYEUX NORAUTO!



**Chez Norauto, les téléphones mobiles vont plus loin avec Itineris.**

**OFFRE D'ABONNEMENT AVEC ITINERIS**

**159 FTTC<sup>(1)</sup>**

par mois

**Ericsson GH337**

Se taille réduite et sa mini batterie vous donne une nouvelle force. Autonomie en veille : 18h, en communication : 100 mn.

**1449 FTTC<sup>(2)</sup>**

(3) Subordonné à la souscription auprès de Norauto d'un abonnement CMC Itineris de 1 an avec prélèvement automatique, et à la perception d'avance d'une somme de 1000,98F. Pour l'achat d'un GSM sans abonnement, rajouter 2050F au prix du produit.

**+ 300 FTTC<sup>(2)</sup>**

de communications gratuites.

**36 15 NORAUTO**

Adresses et horaires des magasins, heures d'ouverture, conseils, ventes, brev, informations pratiques... 0,12F l'unité ou 2,23F/mn

**Norauto**

**LA QUALITÉ DE VIE EN AUTO**

**Itineris**

On va beaucoup plus loin avec

**MONTAGE DANS TOUS NOS CENTRES**

Jusqu'au 30 décembre 95

**GAO XINGJIAN**

**LA MONTAGNE DE L'ÂME**

195 F / 670 pages

**l'aube**

l'éditeur qui aime ses livres

**EMERGENCE POSTE**

Sicav diversifiée

Dividende exercice 1994-1995

Le conseil d'administration de la Sicav EMERGENCE POSTE a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 septembre 1995 et a proposé de fixer à 1,41 franc le dividende net versé par action. Ce dividende est entièrement composé de revenus d'actions françaises. Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 24 janvier et mis en paiement le 26 janvier 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 26 avril 1996).

Gestion : SOBEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

## La Réserve

### Le coup de po

Institut d'

**BOU**

Les deux actions

La valeur

3615 LE



## La Réserve fédérale américaine donne un coup de pouce à la croissance économique

L'institut d'émission a baissé son taux interbancaire de 0,25 %

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli, mardi 19 décembre, sa politique monétaire, en baissant le taux interbancaire de 0,25 %, le ra-

menant ainsi à 5,50 %. Cette décision, qui a pour but de relancer la croissance économique, intervient au moment où la Maison Blanche et le

Congrès à majorité républicaine sont engagés dans d'âpres discussions sur les moyens de parvenir à l'équilibre budgétaire en sept ans.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
La décision, mardi 19 décembre, de la Réserve fédérale (Fed) de baisser son taux interbancaire au jour le jour d'un quart de point revient à adresser un double message: la Fed ne veut pas que la conduite de la politique monétaire soit dépendante des négociations budgétaires entre les républicains et la Maison Blanche, et elle dresse un état des lieux de l'économie américaine moins satisfaisant que ne le font certains experts.

Le taux de l'argent est désormais fixé à 5,50 %, une décision qui a immédiatement provoqué une réaction favorable à Wall Street, où l'indice Dow Jones des principales valeurs a gagné près de 35 points (0,68 %) mardi. La Bourse manifestait ainsi son soulagement de voir que la banque centrale des États-Unis n'a pas attendu, comme on lui en prêtait l'intention, la conclusion d'un accord budgétaire avant de donner un coup de pouce à la croissance économique. Elle souligne une fois de plus son indépendance vis-à-vis de l'administration fédérale. La veille, les marchés financiers avaient manifesté avec éclat leur inquiétude face à un éventuel blocage politique entre Bill Clinton et les chefs du Grand Old Party, lequel signifierait le report sine die de l'objectif visant à atteindre l'équilibre budgétaire en 2002: la Bourse de New York avait enregistré un recul de près de 2 %, l'indice Dow Jones perdant 101 points.

**Le taux d'endettement atteint 18,9 % du revenu net des ménages, ce qui représente un record**

Les marchés financiers ont anticipé depuis plusieurs mois le vote par le Congrès d'une loi sur l'équilibre des finances publiques, qui constitue la pierre angulaire du programme de la majorité républicaine. C'est cette certitude, ainsi que l'absence de dérapage inflationniste malgré une croissance soutenue, qui expliquent notamment la succession de records enregistrés par Wall Street ces derniers mois. A l'inverse, la persistance de la discordance budgétaire entre l'exécutif et le législatif, qui se traduit, depuis quatre jours, par une nouvelle fermeture provisoire de l'administration fédérale, est à l'origine du vent de panique - vite calmé - qui a soufflé lundi sur la Bourse de New York.

Bill Clinton a tenu à rassurer les marchés financiers mardi matin: il a souligné sa volonté de parvenir à un plan « crédible » pour équilibrer les comptes fédéraux, tout en affirmant qu'un désaccord avec les républicains ne détournerait pas l'administration de ses efforts pour réduire le déficit. Le chef de la Maison Blanche répondait ainsi aux craintes exprimées, sur une pleine page de publicité publiée par plusieurs journaux, dont le *New York Times* et le *Wall Street Journal*, par quelque quatre-vingt-dix chefs d'entreprise: « Sans un budget équilibré, la partie est terminée, quel que soit votre parti », insistent ces représentants des plus importantes sociétés américaines.

La tonalité du « sommet » qui a réuni mardi, à la Maison Blanche,

le président américain et les chefs de la majorité républicaine au Sénat et à la Chambre des représentants, Robert Dole et Newt Gingrich, a été plutôt encourageante. Les deux parties ont souligné le caractère « constructif » de leurs discussions, tout en prévoyant de se retrouver mercredi. Cette reprise du dialogue est de bon augure, le vice-président Al Gore envisageant même la perspective d'une « déclaration commune soulignant les termes d'un accord » sur



les moyens de parvenir à l'équilibre budgétaire.

Le comité monétaire de la Fed - qui s'est réuni avant la rencontre de la Maison Blanche - était donc placé devant un choix difficile, à tel point que la plupart des économistes tablaient sur une absence de décision de sa part. Selon ce raisonnement, la Réserve fédérale attendrait qu'un accord budgétaire soit conclu, avant de « récompenser » les hommes politiques par un allègement des taux d'intérêt. Une telle approche pouvait se justifier, dans la mesure où l'objectif de l'équilibre des comptes fédéraux passe par une réduction drastique des dépenses de l'État, celle-ci constituant de facto un frein à la croissance.

Au contraire, en baissant le taux de l'argent, la banque centrale donne un coup de fouet à l'activité économique: le taux interbancaire est en effet rapidement répercuté sur les taux de base que les banques commerciales appliquent aux prêts accordés aux particuliers et aux entreprises. La Fed a agi de même en juillet, en baissant pour la première fois (également d'un quart de point) le taux interbancaire, mettant ainsi fin aux hausses successives des taux d'intérêt intervenues en 1994 et au début de 1995, lesquelles étaient destinées à se

prémunir contre une « surchauffe » de l'économie. Ceci expliquant cela, le risque d'une croissance trop forte s'est inversé l'été dernier, l'économie américaine montrant des signes d'un ralentissement jugé trop prononcé par la Réserve fédérale.

Reprenant presque mot pour mot son explication du 6 juillet, Alan Greenspan, le président de la Fed, a préféré mettre l'accent sur les aspects dynamiques de la conjoncture économique: « Le rythme de l'inflation, a-t-il souligné, n'est plus favorable que prévu, justifiant un modeste assouplissement des conditions monétaires. » La hausse des prix progresse en effet de manière modérée: stable en novembre, elle ne devrait pas dépasser 2,6 % en moyenne annuelle. Rassurée sur ce point, la banque centrale a voulu composer d'autres indicateurs que certains économistes jugent plus préoccupants, comme l'évolution de l'emploi, celle des stocks des entreprises, l'endettement des ménages et un certain tassement de la consommation. Le taux de chômage reste faible (5,6 % en no-

vembre), mais le nombre des créations d'emplois a chuté, une tendance qui s'explique notamment par la difficulté croissante des entreprises à écouler leurs stocks. Le ralentissement de la consommation est particulièrement sensible s'agissant des logements neufs et des automobiles. Il est exact, d'autre part, que les Américains, qui font un usage modéré des cartes de crédit, sont fortement endettés: selon le magazine *Business Week*, le taux d'endettement atteint 18,9 % du revenu net des ménages, ce qui représente un record, y compris depuis la « folle du crédit » des années 80.

En cette fin d'année, la Fed a donc fait une sorte de cadeau de Noël aux particuliers et aux entreprises. Reste à savoir si, à terme, celui-ci était mérité: certains économistes craignent que la Réserve fédérale ait accordé trop d'importance aux signes d'un ralentissement de l'économie, au risque de favoriser, ultérieurement, une nouvelle « surchauffe ».

Laurent Zecchini

## Alcatel-Alsthom reprend les activités électriques d'AEG

AEG, filiale de Daimler-Benz, a annoncé mardi 19 décembre la signature d'un protocole d'accord avec Alcatel-Alsthom concernant la cession de ses activités énergie et ingénierie électrique. Gec-Alsthom va reprendre le secteur transmission et distribution d'énergie d'AEG (7 milliards de francs de chiffre d'affaires). De son côté, Cegelec, autre filiale d'Alcatel-Alsthom, prend 51 % d'une société commune créée avec Daimler-Benz (49 %), qui portera l'activité ingénierie (5 milliards de francs de chiffre d'affaires). Selon les syndicats, cette branche devrait enregistrer une perte de 34 millions de deutschemarks (117 millions de francs) en 1995.

L'accord définitif entre les deux groupes devrait être signé au printemps. Un premier plan de restructuration conçu par AEG et repris par Alcatel-Alsthom prévoit la suppression de 1 700 emplois, dont 1 200 dans l'ingénierie. Mais les syndicats allemands craignent entre 3 et 4 000 suppressions d'emplois réparties entre les deux activités. (Corresp.)

■ **NATWEST**: la banque britannique vient de céder sa filiale américaine au groupe financier américain Fleet Financial, pour 3,26 milliards de dollars (16,3 milliards de francs). L'opération se fera en deux temps: Fleet va payer 2,7 milliards de dollars, le reste sera réglé sous forme de versements différés pendant huit ans.

■ **CROWN CORK**: les actionnaires du groupe américain d'emballage ont approuvé à 96 %, mardi 19 décembre, le projet d'acquisition de CarnaudMetalbox, qui devrait conduire à la création du premier groupe mondial d'emballage.

■ **WARNER-LAMBERT**: le groupe pharmaceutique américain a annoncé le 19 décembre la signature d'une lettre d'intention pour acquérir la part de Glaxo Wellcome dans Warner Wellcome, un joint-venture commun de médicaments sans ordonnance. Ce rachat est estimé à 1,05 milliard de dollars (5 milliards de francs).

■ **JAPON**: les grandes banques japonaises devraient annoncer dans les jours à venir une révision en très forte baisse de leurs prévisions de résultats pour l'exercice en cours, à la suite de l'accord intervenu mardi soir sur la liquidation des huit établissements de crédit immobiliers, les *Jusens*. Celui-ci prévoit l'utilisation de 34 milliards de francs de fonds publics.

■ **SOOEXHO**: le groupe français de restauration collective a annoncé mercredi 20 décembre le rachat de Partena, premier groupe suédois de services aux collectivités, pour 1,5 milliard de couronnes suédoises (environ 1 milliard de francs). (Bloomberg.)

# Trioblig

Capital  
garanti  
à tout moment

Votre épargne  
disponible à tout  
moment

Jusqu'au  
30 janvier  
1996

Revenus  
trimestriels  
garantis

Taux  
garanti  
6,30 % \*

Imaginez une nouvelle  
opportunité qui privilégie  
la sécurité

Avec Trioblig, le Crédit Agricole vous propose une nouvelle opportunité d'épargne, simple et sûre.

Vous retrouvez l'intégralité de votre capital au terme de 8 ans\*. Vous recevez tous les 3 mois des revenus dont vous connaissez le montant exact dès votre souscription. De plus, en cas de besoin, vous pouvez disposer de votre argent sans frais. Trioblig, c'est l'imagination dans le bon sens.

Interrogez, dès aujourd'hui, votre conseiller Crédit Agricole.

\*Capital et taux actuariel hors droits d'entrée garantis pour une souscription avant le 30 janvier 1996 (12 heures) ou plus tôt, dans la limite du montant défini par la société de gestion Segespar Fonds. La notice d'information du FCP visée par la COB est disponible dans votre agence du Crédit Agricole.



L'Imagination dans le Bon Sens.

GAO XINGJIAN

LA MONTAGNE  
DE L'ÂME

195 F / 670 pages

l'aube

l'éditeur qui aime ses livres

**BOURSE**

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés  
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)  
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

**3615 LEMONDE**

2.23 Pm



■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 387,25-387,55 dollars, contre 388,10-388,50 dollars à la clôture mardi.

CAC 40 ↓ Culture	CAC 40 ↓ 1 mois	CAC 40 ↓ 1 an	MIDCAC ↓ 1 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

une forte baisse des taux d'intérêt pour rétablir la confiance qui fait défaut en France depuis des mois et encore plus depuis la crise sociale.

tionnelle. La direction chiffre à 150 millions de francs en 1996 l'impact positif de ces mesures sur son résultat net.

**Roussel-Uclaf sur 14 mois**

Date	Cours (F)
20 nov.	250
27 nov.	450
4 déc.	550
11 déc.	850
18 déc.	750
25 déc.	850
1 jan.	950
8 jan.	1050
15 jan.	1150
22 jan.	1050
29 jan.	1150

baïsser les taux interbancaires de 0,25 %. Cet assouplissement, que les investisseurs attendaient plus tard en raison de la poursuite du conflit sur le budget entre Bill Clinton et le Congrès, a provoqué une flambée sur le marché obligataire. Le taux de l'emprunt de référence à trente ans s'est spectaculairement détendu de 6,20 % lundi à 6,09 %.

	Cours au 1913	Cours au 1812	Var. en %
Paris CAC 40	1810,31	1826,47	-0,87
New York DJ index	5069,43	5027,21	+0,81
Tokyo Nikkei	19140,50	19131,10	+0,05
London FT100	3576,90	2936,10	+24,94
Frankfurt Dax 30	2255,62	2264,19	-1,37
Frankfurt Commer.	805,35	912,19	-12,85
Buxelles Bel 20	1782,05	1992,40	-11,18
Bruxelles General	1536	1594,92	-5,86
Milano WIRB 30	962	967	-0,52
Madrid IBEX 35	700	715,70	-2,11
Madrid IBEX 35	311,66	314,57	-0,93
Stockholm Affarsl.	1272,93	1381,49	-8,24
Stockholm Affarsl.	2955,40	2809,20	+5,23
Hong Kong Hang S.	9705,86	9606,58	+1,04
Singapore/Strait S.	2187,34	2200,54	-0,60

	1992	1993
Alcoa	56,30	53,87
American Express	47,97	41
Amgen	46,37	47,62
AT&T	66	65,87
Bethlehem	14,12	14,25
Boeing Co.	75,37	72,87
Caterpillar Inc.	60,87	77,75
Chem. Corp.	66,87	66,82
Coors-Coca Cola	77,12	77,75
Citibank Corp.	59,62	59,37
Qip Pont Nemours&Co	66,87	68,50
Eastman Kodak Co	65,75	66,82
Exxon	65	65,87
Gen. Motors Corp.H	90	92,75
Gen. Electric Co.	72	72,50
IBM	94,50	94,25
Boyd-T & Rutledge	41,75	41,75
Intl Paper	49,12	48,12
J.P. Morgan Co.	80,12	79,37
Mc Don Douglas	88,75	89
Merck & Co.Inc.	63,62	64,87
Minnesota M&M	66	67,75
Phillips	59,87	61,75
Procter & Gamble Co	56,12	55,87
Sears Roebuck & Co.	59,75	58,87
Teacore	77,37	76,37
Union Carb.	71,25	71,62
Wm. S. Watson	91	91,25
Westingh. Electric	16,25	15,75
Woolworth	13,75	13,75

	1912	1912 <sup>1</sup>
Allied Lyons	5,15	5,20
Barrington	2,51	2,54
B.T.A. Banks	2,51	2,54
British Aerospace	2,55	2,55
British Airways	4,65	4,68
British Gas	2,39	2,29
British Petroleum	5,19	5,27
British Telecom	3,37	3,41
B.T.E.	3,16	3,17
Cadbury Schweppes	5,30	5,45
Eurotunnel	0,67	0,88
Glaxo	4,78	4,89
Grand Metropolitan	4,88	4,98
Guinness	4,56	4,59
Hanson Plc	1,85	1,85
Great Irish	6,68	6,74
H.S.B.C.	9,58	9,54
Imperial Chemical	7,83	7,83
Loxley Bank	8,50	8,40
Marks and Spencer	4,31	4,39
National Westminster	6,49	6,49
Peninsular Oriental	6,41	6,45
Reivers	5,68	5,76
Satchell and Satchell	0,90	0,90
Shell Transport	8,34	8,43
Smithkline Beecham	6,64	6,60
Tate and Lyle	6,60	6,51
Unilever Ltd	13,11	13,17
Wellcome	10,28	10,30
Zeneca	12,18	12,39

	1992	1993
Allianz Holding N	2.792	2.855
Basif AG	363,00	375,00
Bayer AG	363,00	376,70
Bay Hypo/Wechselbank	36,30	36,68
Bayer Versicherungs	42,80	42,80
BMW	741	790,50
Commerzbank	334,50	339
Continental AG	45,80	46,20
Daimler-Benz AG	716,50	724
Ouessag	467	473,80
Deutsche Bank AG	138	139,80
Deutsche Borsic AG	67,97	68,95
Deutsche LK AG FR	20,00	20,00
Hemmel Zeig	534,50	541
Hoechst AG	371,50	376,30
Karstadt AG	576	590
Kanuford Holding	240,00	242,50
Kongress AG	240,00	247
D. Lufthansa AG	199,50	201,30
Man AG	324	339
Mannesmann AG	456,50	462,70
Metalgesellschaft	31,80	31,78
Reussing AG	400	408
Rwe	515	519,50
Schering AG	95,95	96,70
Siemens AG	769	775,50
Thyssen	259,80	261,80
Valeo AG	380	402,5
Wielag	576,75	583,50
Ving	748	748

PARIS ↗ jour le jour	PARIS ↗ OAT 10 ans	NEW YORK ↘ jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↘ jour le jour	FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

**LE CONTRAT NOTIONNEL** du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en très forte hausse, mercredi 20 décembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 70 centièmes à 120,24 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 2,67 %, soit un écart de 0,61 % par rapport à celui des titres d'Etat allemands de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en nette progression, dopé par la réduction du taux des fonds fédéraux. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans était descendu de 6,20 % à 6,09 %. Mercredi matin, prenant acte de la hausse du franc face à la monnaie allemande, la Banque de France ramenait le taux de l'argent au jour de 4,93 % à 4,87 %.

	Achut 1972	1976 1972	Achut 1972	1976 1972
<b>tout le jour</b>	—	—	5,0625	—
1 jour le jour	5,20	5,40	5,40	5,30
3 mois	5,25	5,44	5,12	5,37
6 mois	5,19	5,35	5,09	5,35
1 an	5,13	5,32	5,07	5,32
<b>PIBOR FRANCS</b>				
Pibor Francs 1 mois	5,3916	—	5,2806	—
Pibor Francs 3 mois	5,3750	—	5,3064	—
Pibor Francs 6 mois	5,3750	—	5,2944	—
Pibor Francs 9 mois	5,3750	—	5,2944	—
Pibor Francs 12 mois	5,3713	—	5,2168	—
<b>PIBOR ECU</b>				
Pibor Ecu 3 mois	5,2352	—	5,2500	—
Pibor Ecu 6 mois	5,2135	—	5,1875	—

Échéancier 19/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 2 %</b>					
Mars 96	132009	119.74	115.62	115.16	119.54
juin 96	389	120.04	120.29	119.28	119.96
sept. 96	2	119.33	119.33	119.20	119.10
Déc. 96	—	—	—	—	—
<b>PILOR 3 MOIS</b>					
Mars 96	23444	94.75	94.76	94.65	94.71
juin 96	3325	94.75	94.98	94.80	94.92
sept. 96	3649	94.54	95.02	94.93	94.95
Oct. 96	1351	94.59	94.75	94.58	94.58
<b>ECU LONG TERME</b>					
1 an 1/2	4430	93.79	93.64	93.61	93.64

Echéances 12/12	volumé	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Déc. 95	26958	1816	1828	1804	1817
janvier 96	5203	1821,50	1835	1813	1824,50
février 96	18	1822	1829	1824	1832
mars 96	7777	1827	1840,50	1820	1840

**LE BILLET VERT** était orienté à la baisse, mercredi matin 20 décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4415 mark, 102 yens et 4,9550 francs. Le dollar a, paradoxalement, bien réagi à l'annonce de la baisse du taux des fonds fédéraux de la Fed. La logique aurait voulu qu'il soit affaibli par cette décision qui l'ampute d'une partie de sa rémunération.

DEVICES	cm/s	RD/1972	1/1912	Adst	Went
Allegiance (100 dm)	344,800.0	+4.1	383	357	
Ecu	5,370.0	+0.0			
Bates-Unes (1 f)	4,940.0	+0.0	4,700	3,900	
Unes (1 f)	16,730.0	+0.0	16,300	17,800	
Poly-Bas (100 f)	307,860.0	+0.0			
Tide (1000 l/s)	3,090.0	+0.0	2,620	3,320	
Unes (100 f)	85,950.0	+0.0	84	84	
Transfer (1 dm)	7,910.0	+0.35	7,500	7,500	
Unes (1 f)	7,630.0	+0.1	7,500	8,100	
Grub (100 drach)	2,083.5	+0.0	1,750	2,500	
Suice (100 l/s)	76,770.0	+0.20	70	80	
Suice (100 f)	429,300.0	+0.15	410	294	
Unes (1 f)	16,730.0	+0.0	75	75	
Unes (100 sch)	48,050.0	+0.12	40,000	50,000	
Spainage (100 pes.)	4,050.0	+0.85	3,600	4,200	
Portugal (100 esc)	3,250.0	+0.75	2,850	3,550	
Canada 1 dollar ca	3,374.0	+0.57	3,320	3,500	
Japan (100 yen)	4,650.0	+0.05	4,600	5,000	
Unes (1 f)	11,850.0	+0.0			

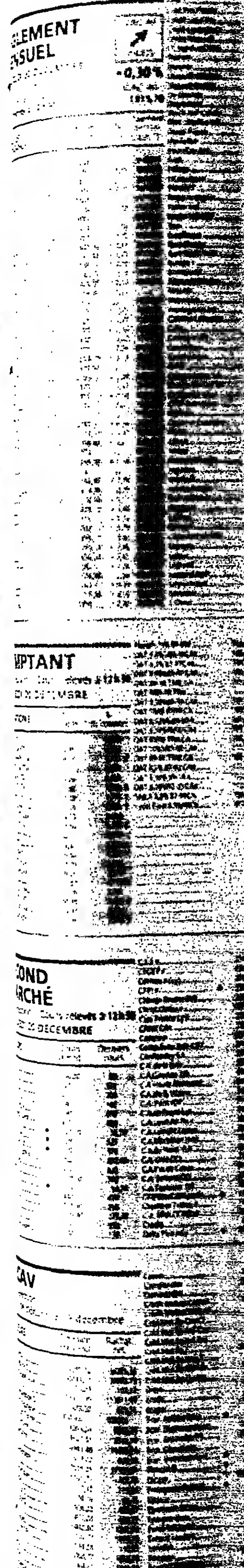
	cours 1912	cours 1912
Or fin (le barre)	61400	61500
Or fin (en lingot)	61900	61900
Once d'Or Londres	387,20	388,10
Pièce française (20F)	354	353
Pièce suisse (20F)	358	355
Pièce Union lat (20)	358	353
Pièce 20 dollars us	2480	2405
Pièce 10 dollars us	1450	1400
Pièce 50 pesos mex.	2280	2280

En dollars	cours 19/12	cours 18/12
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)		
Crude Oil (New York)	14,16	14,16

Soutenu par la reprise du billet vert, le franc s'inscrivait en hausse, mercredi matin à 3,4350 francs pour 1 deutschemark. Le grand sommet social consacré à l'emploi ne semble pas inquiéter outre mesure les investisseurs.

Achat	Vente	FRANCFRONT : USD/DM	1,4575	1,4575	15,5	15,5
333	357	TOKYO : USD/Yens	100,8000	100,8200	0,02	0,02
1,7000	1,5000	<b>MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES</b>				
16,5000	17,5000	DEVICES compant: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois	
		Dollar (Bats)-Unls	4,9510	4,9530	4,9530	4,9530
2,2000	3,3000	Ven (100)	4,8557	4,8505	4,8745	4,8745
84	84	Deutschemark	3,4432	3,4440	3,4393	3,4393
		Franc Suisse	4,2994	4,2794	4,2799	4,2799
72500	72500	Lire (100)	3,0628	3,0628	3,0612	3,0612
1,7500	2,2500	Unls sterling	7,6006	7,5544	7,5167	7,5167
70	80	Peseta (100)	4,0493	4,0359	3,9445	3,9445
410	394	Franc belge	16,761	16,750	16,759	16,760
28	28	<b>Taux d'intérêt des EURODEVISES</b>				
67,0000	68,0000	DEVICES	1 mois	3 mois	6 mois	
3,6000	4,2000	Europarc	5,18	5,18	5,18	
2,8500	3,5500	Eurodollar	5,81	5,81	5,81	
3,3000	3,0000	Eurofranc	6,43	6,43	6,43	
4,6000	4,0000					
111	112					

INDICES		METALS (New York)			
	1912	1912		\$/once	
Dow-jones comptant	232,02	229,26	Argent à terme	5,23	51,76
Dow-jones à terme	323,38	323,66	Argent à terme	404	410,50
CRI			Or à terme	135,25	719,1
			GRAINES, DENRÉES (Chicago)		\$/bushels
			Ble (Chicago)	5,11	5,15
			Ble (Chicago)	5,52	5,52
			Grain. soja (Chicago)	5,52	5,52
			Grain. soja (Chicago)	231,50	232,26
			GRAINES, DENRÉES (Londres)		\$/bushels
			P. de terre (Londres)	107,50	107,50
			Orge (Londres)	112,25	112,25
			SOFTS		\$/bushels
			Cacao (New-York)	1329	1330,0
			Café (Londres)	25,45	25,50
			Sucre blanc (Paris)	1725,66	1725,66
			US COTTON, ACQUINES		cents/lb
			Coton (New York)	0,73	0,73
			US COTTON, ACQUINES		cents/lb
			Coton (New York)	0,73	0,73





24/12/95

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995 / 23

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 20 DÉCEMBRE  
Liquidation : 21 décembre  
Taux de report : 5,25  
Cours relevés à 12 h 30

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 19 décembre

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

REMERCIEMENTS

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and %.



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**EXPOSITION** Après « Emballages », qui a marqué l'année, la nouvelle exposition temporaire de la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, qui ouvre jeudi 21 décembre,

est consacrée à la mesure. Sur plus de 2 000 mètres carrés et trois niveaux, ce vaste sujet a été mis en scène par l'architecte Jean Nouvel.

● **HAUTEMENT INTERACTIVE**, cette exposition permet aux milliers de gens qui vont arpenter les salles de la Cité de manipuler et d'expérimenter des instruments. L'exposition passe en revue les divers types de

grandeurs qui peuvent être appréhendées par l'intelligence humaine. ● **LE PARCOURS** offre ensuite au visiteur un panorama des différentes façons de mesurer l'homme et de

rendre compte de ses performances. ● **LES LIMITES TECHNIQUES** de la métrologie lorsqu'elle s'attaque aux dimensions extrêmes sont traitées au troisième niveau.

## La folie des grandeurs s'empare de la Cité des sciences et de l'industrie

« Mesures et démesure », la nouvelle exposition temporaire installée à La Villette, à Paris, ouvre ses portes jeudi 21 décembre. Elle propose un parcours où alternent les références à la vie quotidienne et à la recherche

IL ÉTAIT estimé, toisé, jaugé, soodé, évalué, compté, apprécié - en un mot mesuré - et il ne le savait pas vraiment. Mais au sortir de l'exposition « Mesures et démesure » installée à la Cité des sciences et de l'industrie jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996, le visiteur se pourra ignorer qu'il vit dans une société où la métrologie, la science de la mesure, règne en maîtresse discrète et omniprésente.

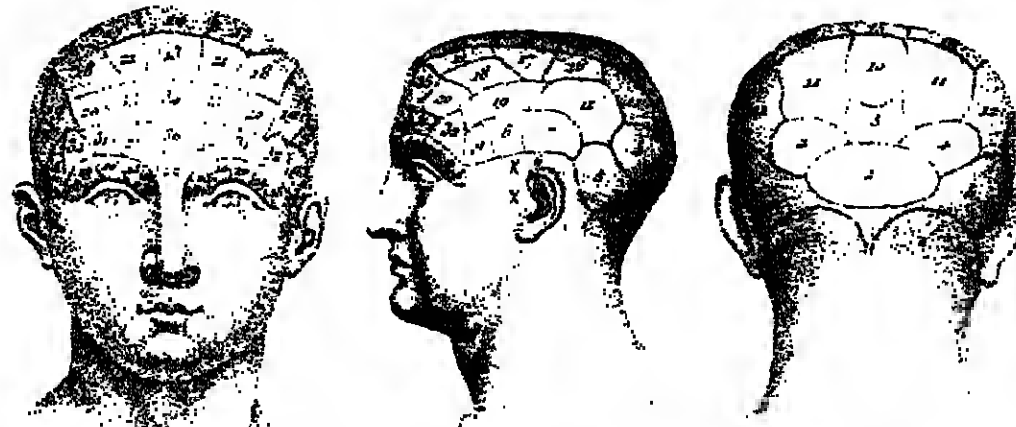
« La mesure ne se résume pas aux grandeurs mécaniques - taille, masse, temps... - et aux sciences physiques, comme on le croit bien souvent », explique Bernard Hagège, commissaire de l'exposition. Elle concerne également l'économie, les sciences humaines, l'industrie... En fait, l'essentiel des activités nécessitant une rationalité scientifique. C'est dire le risque qu'il y avait à s'attaquer à un sujet aussi vaste que profane.

L'obstacle a cependant été contourné par les organisateurs,

qui ont veillé à éviter trois écueils : ne mesurer que l'homme, auquel cas la seule biologie aurait été sollicitée ; décrire des grandeurs, ce qui aurait été par trop scolaire ; organiser une visite en passant du monde microscopique à l'univers macroscopique, au risque d'ignorer de nombreuses disciplines. La parade a consisté à organiser l'exposition sur trois niveaux, que l'architecte Jean Nouvel a « scénographiés », les qualifiant, dans l'ordre ascendant, d'« obédoire », d'« itinéraire » et enfin de « belvédère ».

Le premier, intitulé « pratiques de la mesure », illustre la variété des grandeurs que l'homme est capable d'appréhender. Mesurer, ce n'est pas seulement rapporter à un étalon. Ce peut aussi être classer, ordonner, déterminer une qualité et plus seulement une quantité. Au reste, on découvre que l'étalon est souvent relatif, et qu'il a évolué au fil des âges.

Il a fallu attendre la Révolution pour que le système métrique dis-



La phrénologie, ou « craniologie », définie par Franz Joseph Gall (1757-1728) comme « l'art de reconnaître les instincts, les penchants, les talents et les dispositions morales et intellectuelles par la configuration du cerveau et de la tête », n'était pas fondée scientifiquement.

qualifie pouces, coudées et toises, qui renvoyaient à l'anatomie humaine, et non à « la longueur du trajet parcouru dans le vide par la lumière en 1/299 792 458 seconde », conformément à la définition du mètre adoptée internationalement en 1983 (Le Monde daté 9-10 avril).

La mesure peut tout aussi bien tolérer des échelles sans étalon : celles des vents et des séismes se sont bien longtemps appréciées à l'aune des ravages causés par les ouragans et tremblements de terre. Dans l'industrie, soumise à une normalisation internationale, la mesure devient un instrument de calibrage, d'optimisation des procédures, un moyen de contrôle incontournable. Duchamp aurait-il renié ces batteries de broches à dent s'écrétant en cadence sur des

dentiers rutilants, ou encore ce robot - baptisé « bras de la ménagère » - chargé d'user sans faiblir le revêtement d'une casserole ? La mesure peut cependant adoucir les mœurs, quand elle se fait rythme ou tempo. Le Poème symphonique pour 100 métronomes, composé par György Ligeti, en apportera la démonstration sonore.

## NORMALITÉ

Bref, l'homme a su développer toute une théorie d'instruments pour mesurer son univers - depuis l'ombre d'un obélisque utilisé par Ératosthène, en 230 avant notre ère, pour déterminer avec une étonnante précision la circonférence de la Terre, jusqu'au plus puissant des télescopes. Mais il en a aussi profité pour se mesurer lui-

même, et se comparer aux autres. C'est l'objet du second niveau, organisé non plus en petits ateliers cubiques, mais en cinq corridors présentant autant de thèmes (santé, sport, intelligence, sens et enfin opinions et comportement).

« Nous voulions montrer la puissance de description d'un objet particulier, l'homme, c'est-à-dire le visiteur, explique Bernard Hagège. Et lui poser une question : qu'est-ce que la normalité ? » Le voilà donc engagé à se peser, se toiser, tester ses réflexes, comparer ses opinions et ses comportements à ceux de la population. Mais, alors que toutes ces performances sont rapportées à celles d'autrui, en temps réel, il ne pourra mettre son intelligence en équation. Question de méthodologie, et preuve de sagesse, face aux

dérives qui ont souvent accompagné psycho et sociométrie. « L'intelligence n'est pas unidimensionnelle, les tests ne peuvent être utilisés isolément », rappelle le commissaire de l'exposition, qui a bien veillé à ce que les épreuves utilisées pour caractériser la démesure aient amené le visiteur à s'alarmer inopportunistement.

En abordant le troisième et ultime niveau de l'exposition, celui-ci sera confronté aux limites extrêmes de la mesure. Pour Jean Nouvel, qui a choisi de mettre en scène un vaste espace plongé dans l'obscurité, on touche à la versant « métaphysique » de la tentative de l'homme de rapporter l'univers à sa propre dimension. Une série de petites fioles illustrées, écrites par le scénariste et écrivain Jean-Claude Carrière et réécrites par Michel Piccoli, sont autant de métaphores de cette folle ambition.

Le principe d'incertitude, qui interdit de prédire la position d'un électron, ne s'applique-t-il pas à la chasse au sursaut ? On ne peut à la fois voir l'oiseau nocturne, effarouché par la lumière, et entendre son chant. Tout au plus invite-t-il le profane à saisir l'instant fugace où la science devient poésie.

Hervé Morin

★ « Mesures et démesure », jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996 à la Cité des sciences et de l'industrie, porte de la Villette, Paris. Tous les jours sauf le lundi, de 10 à 18 heures (19 heures le dimanche). Entrée : 45 francs (25 francs tarif réduit).

## SPORTS

## Les grands prix de vitesse motocyclistes suscitent des convoitises

LE MANS ne pourra accueillir le prochain Grand Prix de France, le 9 juin 1996. La Sarthe, qui avait reçu les deux dernières éditions, doit se consacrer aux 24 Heures automobiles des 15 et 16 juin. Deux circuits se sont donc déclarés candidats pour l'organiser à sa place : pour Magny-Cours, ce serait une solution au risque de départ de la formule 1 ; le circuit du Castellet y voit, lui, un moyen de mettre en route les travaux de modernisation indispensables pour prétendre accueillir la F1 dès 1997.

Le choix du circuit devait être annoncé, mercredi 20 décembre, par la Fédération française de motocyclisme (FFM). Ce geste est tout symbolique, car les autorités sportives sont quasi absentes de l'organisation des grands prix depuis cinq ans. Jos Vassen, président hollandais de la Fédération internationale de motocyclisme (FIM), en avait confié la responsabilité à la société espagnole Dorna en 1991. Il s'agit ainsi de répondre à l'impatience des grands regroupés depuis 1986 au sein de l'Association internationale des écuries (IRTA).

L'IRTA venait de se lancer dans une véritable sécession en négociant directement avec Bernie Ecclestone. Le tout-puissant patron de l'association des constructeurs de formule 1 (FOCA) mettait alors sa société Two Wheels Promotion (TWP) au service des velléités d'indépendance des écuries. Lasses de règlements et d'infrastructures inadéquates, celles-ci étaient alors prêtes à mettre sur pied leur propre circuit mondial.

## SÉRIE AU SEIN DE LA FIM

Après le contrat signé entre l'IRTA et TWP pour la période 1992-1996, la FIM n'a eu d'autre issue que de suivre le mouvement en laissant Dorna s'associer à la nouvelle organisation. Celle-ci donne depuis cinq ans satisfaction aux écuries, qui ont vu les grands prix se professionnaliser selon leurs souhaits. La FIM se contente de donner sa caution sportive à des épreuves dont les règlements et le calendrier lui échappent presque totalement. Elle a poussé Dorna à racheter très cher, par l'intermédiaire de la banque espagnole Banesto, les

parts de Bernie Ecclestone dans TWP. Pour prix de sa coopération, la FIM reçoit la coquette somme de 6 millions de dollars par an. Ce qui lui a permis de s'offrir un nouveau siège dans les environs de Genève.

Les fédérations nationales sont moins bies loties dans cet arrangement. Elles ont perdu toute autorité sur l'épreuve majeure de leur calendrier, et ce qu'elles reçoivent pour leur part que 125 000 dollars à chaque grand prix. Ces pratiques ont provoqué un séisme au sein de la FIM. Jos Vassen a été remplacé au cours du dernier congrès, en octobre, par Francesco Zerbi, le président de la fédération italienne, appuyé par Jean-Pierre Mougin, le président de la FFM. Celui-ci souhaite que soit rapidement remis à plat le contrat qui lie la FIM à Dorna : « La méthode Ecclestone n'a pas eu les résultats escomptés », affirme Jean-Pierre Mougin. Les coûts ont considérablement augmenté, et les droits à verser par les organisateurs à l'IRTA ont conduit à une augmentation considérable des billets d'entrée. Dans certains pays comme l'Allemagne, le nombre de spectateurs est

ainsi passé de 75 000 à 22 000 en trois ans.

Pour reprendre le contrôle des grands prix, la nouvelle direction de la FIM ne voit que deux issues. La première consiste à accroître le poids des fédérations européennes en créant une organisation autonome. Celle-ci devrait tenir sa première assemblée générale en mars 1996. La seconde serait tout simplement de renégocier les contrats liant la FIM à Dorna. Depuis le krach de la Banesto, Dorna appartient au groupe de la banque de Santander, qui souhaite se débarrasser de ses activités extrabancaires. Afin de présenter un bilan positif à ses nouveaux actionnaires, le président de Dorna fait savoir qu'il a signé avec l'ancienne direction de la FIM des contrats lui accordant la gestion des grands prix jusqu'en 2006. Les fédérations sportives devront lancer leur OPA sur les grands prix sans faire fuir une nouvelle fois des écuries qui affirment avoir tout investi au maintien du système actuel.

Christophe de Chenay

## Bruxelles réclame des mesures à l'UEFA après l'arrêt Bosman

LA COMMISSION EUROPÉENNE et l'Union européenne de football (UEFA) ont entamé un bras de fer depuis le début de la semaine. L'organisation sportive continentale tente de minimiser la portée de l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes, rendu à Luxembourg vendredi 15 décembre dans l'affaire Bosman (Le Monde du 16 décembre). Les quinze veulent au contraire l'amener à amender en profondeur son règlement interne pour respecter la décision de justice. Selon l'arrêt, le versement d'indemnités de transfert à la fin du contrat d'un joueur et la limitation du nombre d'étrangers dans les équipes seraient contraires au traité de Rome.

Après Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, Paddy Flynn, son homologue responsable des affaires sociales, est intervenu, mardi 12 décembre. « Il est tout à fait clair à mes yeux qu'à partir de maintenant des restrictions en matière de nationalité sont illégales dans les compétitions de clubs ou niveau européen », explique-t-il dans un communiqué. « J'attends des parties concernées qu'elles prennent les mesures nécessaires pour modifier leurs règles et les rendre conformes à l'arrêt de la Cour. En tout état de cause, toutes les parties concernées doivent être conscientes que cet arrêt a un effet immédiat et direct. » L'indemnité rétroactive ainsi un argument avancé la veille par l'UEFA, selon lequel la décision de justice n'interdirait pas les quotas de joueurs étrangers lors des coupes d'Europe.

■ **FOOTBALL** : le Portugais Artur Jorge entraînera l'équipe de Suisse de football jusqu'à la fin de la Coupe du monde 1998, à la place du Britannique Roy Hodgson. L'ancien entraîneur du PSG et de Benfica entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier pour préparer la sélection suisse à la phase finale de l'Euro 96, où elle affrontera l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Ecosse. - (AFP)

■ **GYMNASTIQUE** : la Française Elodie Lussac a annoncé, mardi 19 décembre, qu'elle renonçait aux Jeux olympiques d'Atlanta, « mais pas à la gymnastique de haut niveau ». L'ancienne championne d'Europe junior, âgée de seize ans, s'était blessée aux vertèbres lombaires en novembre 1994 (Le Monde du 10 janvier). Elle est depuis en conflit avec sa fédération à cause de son refus de s'entraîner sous la direction du couple chinois Xuan Lin et Mao Shi à Marseille.

## RÉSULTATS

**BASKET-BALL**  
COUPE D'EUROPE DES CLUBS  
Tour des demi-finales  
Lyonnais (Fra.) - Oostende (Bel.) 84-54  
Jalisco Kaunas (Lit.) - Hertzenka (Isr.) 76-85  
Partizan Belgrade (You.) - Virtus (Esp.) 76-80  
Classement : 1. Jalisco Kaunas, 10 pts ; 2. U-megs et Virtus, 9 ; 4. Oostende, 7 ; 5. Partizan Belgrade et Hertzenka, 6.

**SKI ALPIN**  
COUPE DU MONDE MESSIEURS  
Slalom de Madonna di Campiglio  
1. A. Tomba (Ita.) ; 2. V. Dornier (Fra.) ; 3. K. Laster (Aut.)  
Classement de la Coupe du monde de slalom : 1. S. Amiez, 180 pts ; 2. A. Tomba, 160 ; 3. F. De Cristof (Ita.), 111 ; 4. M. Tröschner (Aut.) et A. Mikveš (Slo.), 100.

## Le rugbyman Philippe Sella prend sa retraite internationale

DRÔLE D'ENDROIT pour un adieu. On l'aurait imaginé pourfendant les défenses d'un vieux ennemi, anglais par exemple, dans une ultime attaque battue pour l'histoire. On l'aurait encore bien vu saluant d'un geste triste et serin à la fois le public d'un Parc des Princes dont il a tant et tant fréquenté la pelouse. Mais, pour annoncer sa retraite internationale, Philippe Sella n'a pas choisi un stade. Il a désigné le lieu de ses habitudes triomphales, et s'est inventé une sortie bien loin du rugby. L'homme aux cent onze sélections en équipe de France, insolent recordman de la planète ovale, s'est installé au Procope. Et c'est là, à Paris, dans ce café si plein d'une tout autre histoire, sur l'une de ces vieilles tables où Voltaire allumait les feux philosophiques du siècle des Lumières, qu'il a éteint d'un souffle treize années de carrière.

A peine quelques phrases écrites à l'avance, lues avec application, et c'était fini. Le quinze tricolore avait perdu son numéro 13, le rugby international un trois-quarts centre de référence. Dans ses mots pesés depuis un bon mois,

tout juste la trace d'une émotion. « Quand j'ai dit que j'allais tirer ma retraite, j'ai senti que, cette fois, j'étais vraiment parti », avoue Philippe Sella après-coup. Car il a bien fallu s'expliquer. Dire le doute qui s'était insinué en lui, poison fertile qui a fait son chemin. Confesser la peur de jouer le match de trop, de s'égarer dans l'un de ces départs catastrophes où l'âge et la pitié des autres finissent par vous pousser sur la ligne de touche. A bientôt trente-quatre ans, Sella n'a pas voulu s'offrir cet inutile calvaire.

« Je pars, dit-il, convaincu de faire le bon choix. » Il s'élève de la fournaise des matches de haut niveau, nanti d'une participation aux trois premières Coupes du monde, d'un grand chelem dans le tournoi des Cinq nations et de trente-deux essais marqués pour la France. Il s'en va, gorgé de souvenirs des quatre coins de la planète, en scintillant voyageur du rugby. Et pourtant, ce n'est pas cette heure médiatique des adieux, c'est sa mémoire intime qu'il met en avant. Il évoque le gamlo de Bourran, approuvé de l'équipe, sur les prés entre Lot et Garonne. Il rap-

pelle son premier trophée, le concours du jeune joueur, et l'émerveillement d'un voyage initiatique vers Paris.

Aujourd'hui, Philippe Sella s'en retourne aux pays. Son avenir est déjà tout tracé. Agen pour quelques mois encore, histoire d'en finir à la fin de cette saison avec le club de sa vie, et puis Villeneuve-sur-Lot et sa société de communication. Le rugby est désormais mis entre parenthèses. André Herrero, le patron des sélectionneurs du XV de France, a pensé à lui comme représentant des joueurs auprès des instances fédérales. Le joueur s'est déclaré « intéressé » par cette possibilité. L'évocation d'une future carrière en Angleterre est pour l'instant sans objet. Durant l'été, il avait publiquement refusé de s'engager dans la voie du professionnalisme. Il quitte le terrain en dernier représentant d'une autre ère. Le 19 décembre, un symbole s'est effacé, et Philippe Sella a annoncé l'avènement d'un autre homme.

Pascal Ceaux

hefort  
memoire  
grand large

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978

de 1978  
de 1978  
de 1978



## Rochefort en mémoire de grand large

Quatre « lieux » de la cité se font un devoir d'honorer le souvenir de ses illustres marins

**ROCHEFORT**  
de notre envoyé spécial  
Froid sec, lumière coupante. Au creux de l'étonnante alternance de douceur et de sauvagerie des bords de Charente, Rochefort vit et frémit de l'absence de l'océan. On le sent, on le sait tout proche, mais il demeure dérobé au regard. C'est là le nerf secret de la cité inspirée par Colbert, port de guerre dont Vanban fut chargé d'imaginer les fortifications, troisième arsenal de France, débouté au cours du XIX<sup>e</sup> siècle par l'essor des navires de gros tonnage et des bateaux à vapeur.

Aujourd'hui, plus aucun marin en bordée dans les rues de la ville. Les beaux gosses aux vareuses immaculées qui couraient en chansons les Demoiselles de Jacques Demy ont filé vers d'autres horizons. Mais avec ou sans eux, Rochefort, édifiée par miracle sur des basses moutantes, est viscéralement liée aux « ailleurs ».

Comme puissance d'évocation, elle en appelle aux illustres ancêtres qui ont fait sa fortune. Le Musée de la marine installé en l'Hôtel de Cheures, hanté par les grands chefs d'escadre - Tourville, d'Estrées, Forbin et La Galissonnière - arbore des collections exceptionnelles d'objets, de sculptures et de maquettes du grand siècle. L'Orient s'idéalise dans la maison natale de Julien Viaud, alias Pierre Loti, avec ses décors de mosquée, de salon turc et de chambre arabe.

Loti se revoit à quelques encablures de là, au Musée d'art et d'histoire, où de remarquables pièces originales retraient (qu'en mars) les itinéraires de quel-

ques « voyageurs des mers lointaines ».

Pharmacien, chirurgien, ethnographe, naturaliste, archéologue, tons issus de la prestigieuse Ecole de médecine navale: la Nouvelle-Calédonie, Hawaii, les Îles Marquises d'Adolphe et René Lesson; le Tonkin et la Cochinchine de Jules Sylvestre; l'Afrique d'Elysée Tivier; le Maroc de René Caillié; les mers polaires de Joseph Bellot; la Chine de Paul Nestor Hazard; le Japon, le Sénégal et la Turquie de Pierre Loti.

### TROIS JARDINS EN UN

Événement rare, la nostalgie a réalisé à Rochefort une belle alliance avec les nécessités économiques. Sur le site de l'ancien arsenal, dans la forme double du bassin de radoub, véritable chef-d'œuvre architectural restauré pour l'occasion, s'est engagé depuis peu un vaste chantier naval: la reconstruction de l'Hermione, frégate à bord de laquelle un cer-

tain La Fayette s'est embarqué le 21 mars 1780 pour jouer, sous les ovations, son rôle d'ange annonciateur de la victoire après de Washington.

De la bouée du fleuve jusqu'aux abords de la ville, pour célébrer la splendeur des espèces rapportées dans les cales des grandes expéditions des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, l'équipe du paysagiste Bernard Lassus a conçu un jardin des rochers, théâtre de féerie botanique distribué en trois plateaux - jardin des Amériques, jardin de La Galissonnière, jardin de la Marine.

Enfin, en bordure d'eau, les bâtiments de la Corderie royale, ruinés sous les bombardements de 1944, ont totalement ressuscité dans leur superbe splendeur, devenus maison forte du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, de la Ligue française pour la protection des oiseaux et, depuis tout juste dix ans, du Centre international de la mer (CIM), où l'on peut retrouver les techniques et l'his-

toire du lieu dans une exposition permanente intitulée « Corderies et cordages; l'arsenal de Rochefort ».

Librairie maritime, service éducatif, centre de documentation unique sur la mer, le CIM propose par ailleurs trois expositions permanentes par an. Trois regards sur la grande aventure de l'homme et de l'océan: doct, naturellement, celui d'un écrivain. Après Stevenson (hiver 94-95), Theodor Jozef Konrad Korzeniowski, alias Joseph Conrad (1857-1924), avait pris, jusqu'au début du mois, ses quartiers d'automne dans une mise en scène aussi sobre qu'originale.

Valérie Cadet

\* Maison de Pierre Loti. 141, rue Pierre-Loti. Tél.: (06) 46-99-16-88.  
\* Musée de la marine, place de La Galissonnière. Tél.: (06) 46-99-86-57.  
\* Musée d'art et d'histoire, 63, avenue Charles-de-Gaulle. Tél.: (06) 46-99-83-99.  
\* CIM, la Corderie royale. Tél.: (06) 46-87-01-90.

### Conrad le fascinant

Présentée en avant-première à Rochefort, l'exposition consacrée à Conrad fera escale à Dunkerque avant de s'installer au Musée de la marine, à Paris, à partir d'octobre 1996. Brève ouverture pédagogique avec un film de l'excellente série « Aventuriers et écrivains », évoquant les grandes lignes biographiques par va-et-vient entre le spécialiste, Sylvère Monod - traducteur et éditeur des œuvres complètes de Conrad dans la « Pléiade » - et l'amateur: Jean-François Deniau. Puis le visiteur débute dans une semi-pénombre au long de la coque d'un cargo vapeur, dont les courbes découlent les principales étapes de la vie, tout d'abord du marin, puis de l'écrivain. Un travail de repérage impeccable (réalisé par Claudine Lesage), complété à tribord par une série de panneaux, vitrines d'objets et de livres, parcourant les grands thèmes de l'œuvre.

### PARTIR

■ **SURVOL DE DUNES.** Une montgolfière dans le ciel marocain: de Marrakech, l'itinéraire traverse le Haut-Atlas qu'il observe par la suite à deux reprises en montgolfière, descend la vallée du Drâa, parcourt régions désertiques, plateaux, villages irrigués de canaux, pose son sac entre lac salé et dunes, contemple d'un oeil égal pitons et gorges et, à quelques kilomètres d'Ouarzazate, s'enchantent des ruelles couvertes et des tours crénelées de Telouet.

\* Tamara (26, rue du Bœuf, 69009 Lyon, tél.: 78-37-88-88 et 81, rue de l'Assomption, 75016 Paris, tél.: (1) 45-24-59-31). Huit jours, 8 900 francs tout compris, 5 départs d'ici le 20 avril 1996. Parcours semblables de quinze jours en Libye.

■ **SOLEIL D'HIVER A CUBA.** A 150 km de La Havane, Varadero est, avec son immense plage de sable baignée d'une mer accueillante, la station balnéaire la plus réputée de Cuba. Le voyageur Marsans international y propose un séjour d'une semaine dans un hôtel 5 étoiles, le « Super Club Varadero », un club de vacances située dans un parc de 12 hectares en bordure de la plage. Au programme: farniente, activités balnéaires, piscine, équitation, golf et excursions à La Havane, Trinidad et Cienfuegos. Formule tout compris à partir de 7 590 F.

\* Renseignements au (1) 43-59-09-06 et dans les agences de voyages.

■ **SOLDES A LONDRES.** Début janvier, une foule en quête de bonnes affaires covait rituellement les temples du shopping londonien. Un rendez-vous pour lequel la chaîne des Résidences Orion propose, en janvier, dans son établissement situé près de Barbican Center (à quelques stations de métro de Covent Garden et Knightsbridge), deux forfaits spéciaux: l'un pour le week-end (3 nuits, 1 255 F en studio de 1 à 2 personnes, du vendredi soir au lundi matin), l'autre pour la semaine (5 nuits, 3 145 F en studio de 1 à 2 personnes).

\* Renseignements et réservations sur place, au (19) 44-71-336-72, ou à la centrale de location, au (1) 40-78-54-80.

■ **L'EUROPE EN CAPITALES.** Jusqu'au 31 mars, la chaîne Sofitel propose de découvrir, le temps d'un week-end, quelques-unes des plus belles cités européennes, à des tarifs souvent inférieurs au prix du billet d'avion. Il en coûte, tout compris (avion, nuit, petit-déjeuner, assurance et guide) et par exemple, 1 435 F par personne en chambre double, à Amsterdam, Luxembourg, Nice et Paris (départ de Nice) et 2 345 F à Florence, Genève, Madrid, Lisbonne, Rome et Venise (supplément de 500 F pour ces deux dernières villes, du 20 au 31 décembre).

\* Renseignements auprès d'Episodes au (1) 44-26-46-46 et de Sofitel. Réservations au (1) 60-77-87-65.

### Nuits à prix discount

■ Prudence, a-t-on envie de dire à ceux qui seraient tentés par ces cartes nominatives, venues des États-Unis, offrant 50 % de réduction, tout au long de l'année, sur le prix des chambres d'hôtel à travers le monde. Deux exemples: la carte Or Hotel Express (700 F par an), diffusée par Hotel Express International (tél.: (1) 47-88-00-00), « l'agence française d'une société américaine comptant 3,5 millions de membres », précise Didier Blanchon, le responsable à Paris. La brochure précise que « 3 500 hôtels, dans 42 pays, accordent systématiquement aux détenteurs de la carte 50 % de réduction sur les prix réguliers de leurs chambres, en tout temps, sous réserve de disponibilité ». Suit une liste d'adresses par pays, sans grande cohérence: on y trouve aussi bien des hôtels de chaîne (3 à 5 étoiles) que des établissements indépendants de



diverses catégories. Idem pour la carte Leading Pass (aucun lien avec l'Association The Leading Hotels of the World), vendue 540 F avec un mini-répertoire dépliant, en couleurs, quelque 200 établissements - au lieu des 2 000 annoncés par téléphone (tél.: (1) 49-06-09-44).  
Bien que la mise de fonds soit modeste, au regard des sommes prétendument économisées, rien ne garantit la pérennité de ces cartes.

■ Les cartes décrites ci-dessus « sont assez répandues, pour le plus grand profit de ceux qui les lancent. Elles disparaissent après quelques semaines, quelques mois, au mieux un an ou deux », déclare Roger Darmon, spécialiste depuis peu de la réservation de chambres d'hôtel à tarifs réduits. L'ancien patron de Jet Tours a imaginé un système très différent: l'Hôtel-Discount offre au voyageur la possibilité de bénéficier, sans abonnement, de tarifs préférentiels (réduction de 15 à 40 % en moyenne selon les villes), dans 50 pays à travers le monde, dont les États-Unis. Point de carte nominative, mais une centrale de voyage à la disposition des agences de voyage qui reçoivent les demandes et confirment dans les 24 heures la disponibilité. On ne choisit pas son établissement, mais seulement le nombre d'étoiles (de 2 à 5) et la situation (centre-ville, balnéaire, aéroport). En cas d'annulation, le

remboursement des sommes versées est intégral, jusqu'à midi, le jour du départ. Information sur Minitel: 3615 Soshotel.  
■ Enfin, les grandes chaînes d'hôtel proposent des cartes de fidélité. Par exemple, l'Executive Card des Sofitel (350 F par an, tél.: (1) 44-26-30-30) offre de réels avantages: 50 % de réduction durant le week-end (du vendredi au dimanche soir inclus), tout au long de l'année, sur les prix des chambres dans les deux tiers des établissements (70 Sofitel environ). Les hôtels « loisirs » de la chaîne sont hors jeu. Une super-carte, l'Executive Business Card (950 F par an), donne droit, en sus, à 15 % de réduction sur ce réseau durant la semaine, comme sur plus de 1 000 hôtels du groupe Accor. Soit 15 % de réduction chez Novotel et Mercure, et 10 % chez Ibis, à quelques exceptions près.

Florence Evin

**DEGRIFTOUR**  
PRA-LOUP  
6 Nuits en Hôtel 3\*, Pension Complète + 5 jours de remontées mécaniques 3.040 F 4.490 F  
MERIBEL  
Studio 4 Personnes  
7 Nuits 2.530 F 4.580 F  
AUX LES BAINS  
Remise en Forme  
6 Nuits en Hôtel 3\*  
+ petit déj. 2.315 F 4.480 F  
0315 01 41 22 (Paris)

**HAUTES-ALPES**  
SAINT-VERAN (Pays d'origine)  
2040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Elevé, plus haute commune d'Europe  
2 hôtels - Logis de France.  
Piscine, tennis, billard, salle repos.  
Maison, chambres studio, chambres.  
12 pers., pers. complète, s.d. libre.  
HÔTEL LE VILLARD \*\*\*  
Tél.: 92 45 82 08 - Fax: 92 45 89 22  
et HÔTEL LE BEAUREGARD \*\*\*  
Tél.: 92 45 82 62 - Fax: 92 45 89 10

**Direct**  
REPUBLIQUE DOMINICAINE  
9 jours / 7 nuits  
HOTEL MARINA BEACH CLUB  
Tous les services  
5245 F  
3615 VADIR

**Bleu Ciel Tunisie**  
Départ Paris 31/12/95 - Retour 07/01/96  
1990 F / adulte  
Vol A/R PAR/MONASTIR/PAR  
Hôtel 3\* avec piscine intérieure  
Piscine couverte, restaurant, tennis, et autres loisirs  
Renseignements au 43.87.50.55

**3615 QUALICIMES**  
un serveur d'accès à l'information pratique pour la réservation dans les Refuges, Gîtes, chambres d'hôte et l'hôtellerie en haute et moyenne montagne. (2,29 F/min.)

**Amplitude Internationale**  
Les Français ne découvrent le monde que trop peu.  
Ile de DIERBA  
SPECIAL REVEILLON  
Du 25 décembre 95 au 02 janvier 96  
Bout ABSOLU NAWAS DIERBA 4\* 3.630 F  
Piscine couverte - Tennis - Discothèque  
(Vol A/R + 1/2 Pension + Révéillon)  
Bout ABSOLU NAWAS GOLF 4\* 4.250 F  
Piscine couverte - Tennis - Discothèque  
(Vol A/R + 1/2 Pension + Révéillon)  
\* Hors Allocations  
INFORMATIONS - RESERVATIONS  
Tél.: (1) 42.06.50.00 - Fax: (1) 42.06.29.98  
Lil.: 075 85 0315

**HÔTEL BOILEAU**  
Calm et sérénité en plein cœur du 16<sup>e</sup>.  
350 à 395 F - Jardin + bar, bain, wc, tv. - Salle de séminaire  
81, rue Boileau - 75016 PARIS  
Tél.: 42 88 83 74 - Fax: 45 27 62 98

**ITALIE**  
NOUVEL AN EN SICILE  
du 29/12/95 au 02/01/96  
Hôtel 3\* SARACEN 2.270 F  
(Prix par pers. - Vol charter A/R, transit, A/R, 4\* 1 nuit chambre double pension complète)  
VOL CHARTER NOUVEL AN au départ de PARIS  
ROME 29/12/95 - 01/01/96 1.300 F  
PALERME 29/12/95 - 02/01/96 950 F  
VENISE 29/12/95 - 02/01/96 1.300 F  
NAPLES 30/12/95 - 02/01/96 800 F  
\* Taxes aériennes en sus 70 F  
Tél.: 44 51 39 27  
Minitel 3615: CRI Evénement  
Lil.: 075 95 9167

**LE COMPTEUR BLEU**  
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris  
New York 1790 F  
Bangkok 3990 F  
Antilles 2390 F  
SEJOURS & WEEK-ENDS  
Marrakech 2590 F  
Vol A/R + Hôtel 3\* 60 F + dîner par pers. 1990 F  
Hawaï 6950 F  
Vol A/R + Hôtel 3\* 100 F + dîner par pers. 5800 F  
Saint-Domingue 5790 F  
Vol A/R + Hôtel 3\* 100 F + dîner par pers. 5790 F  
Tous les vols sont en 1<sup>re</sup> classe  
Tél.: (1) 40.44.72.73  
AGENCE DE VOYAGES

**AVENTURE...**  
de l'Irlande à la Mongolie  
100 voyages de rêve, à pied et 4x4 dans les îles, les montagnes et les déserts du monde...

**NOMADE**  
Brochure gratuite  
Tél.: (1) 46 33 71 71  
Minitel: 3615 NOMADAV

CHAQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE  
"ÉVASION" - RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ  
Tél.: 44.43.77.36 - FAX: 44.43.77.30







**CINÉMA** Loin des mièvreries qui accompagnent la période des fêtes, le deuxième conte africain de Patrick Grandperret séduit par son souffle, sa justesse et sa rigueur.

● LE NOUVEAU James Bond – le dix-huitième – ne déroge pas aux lois d'une série devenue à elle seule un genre cinématographique.  
● LE JEUNE cinéma français tient



bon jusqu'à la fin de l'année, avec cette semaine la sortie des « Apprentis » et de « Faut pas rire du bonheur », avant « En avoir (ou pas) » la semaine prochaine.

## Patrick Grandperret cornaque les songes d'un continent

Le Maître des éléphants. Un film pour enfants à la mesure des légendes et de l'Afrique, qui passe de la chronique romanesque au récit mythique, où les humains – grands et petits – ont toute leur place

Film français de Patrick Grandperret avec Erwan Baynaud, Jacques Dutronc, Victor Tigre Zra, Haïllon Bonba, Sotigui Kouyaté. (1 h 35).

À son début, un garçon d'une dizaine d'années vient de perdre sa mère. La famille l'envoie rejoindre son père, parti depuis longtemps s'occuper des animaux d'Afrique plutôt que de son foyer. Martin débarque dans un continent inconnu, à la découverte d'un père tout aussi étranger. Début classique d'un roman familial comme la littérature et le cinéma en ont raconté des quantités. Pourtant il y a quelque chose

d'inhabituel dans la manière de filmer de Patrick Grandperret : une façon simple et sans pathos de montrer un drame, la trahison d'un gamin, sa volonté, sa curiosité. Une absence de complaisance, aux confins de la brusquerie, qu'on pourrait appeler une honnêteté du regard.

Lorsque Martin atterrit à Yaoundé, s'agit-il de la foule à l'aéroport, s'étonne de la confusion bruyante de la ville traversée à toute vitesse, se rencontre face à la maladresse du père qui passerait pour de l'hostilité, puis découvre les us et coutumes de la réserve, on reste en terrain connu. Celui d'un roman d'initiation, découverte du monde et de lui-même par un en-

fant, épreuves et anecdotes étranges. Le garçon se fait des amis, se débrouille comme il peut avec la vie privée et le travail de papa. Avec le renfort de Dutronc en hémiplegique de la paternité, distant et habité à la fois, dont la composition serait antipathique sans ce zeste d'humour qui ne le quitte jamais, Grandperret joue le jeu sans tricher. Il aligne les scènes de genre, un tiers d'émotion, un tiers de frayeur, un tiers de comédie. Et réussit les portraits des copains africains de Martin, en croquis incisifs, volant au passage d'un plan splendide de l'enfant blanc dont le visage se détache sur les visages de mille enfants noirs. L'important n'est pas là.

L'important ne se voit pas tout d'abord. L'important c'est l'Afrique. Résumons avec deux clichés : la présence spectaculaire de la nature ; un univers de légendes, de croyances, de pratiques quotidiennes imprégnées de magie. Montrer l'un et l'autre relèverait effectivement du cliché, même si la caméra de ce cinéaste est trop à hauteur des hommes et des choses pour se laisser parasiter par les simplismes de convention. Mais peu à peu le film laisse apparaître comment la nature et la légende, c'est la même chose. Et alors l'écran semble s'agrandir immensément, se creuser en abîmes délicieusement mystérieux. On glisse de la chronique romanesque au grand récit mythique. Dans cet espace s'engouffrent les maléfices et les maléfaisants, les hé-



ros enfants et leurs aventures, les grands fauves et les rêves.

Il y a deux ans, en Afrique déjà, Patrick Grandperret inventait avec *L'Enfant lion* un conte fantastique, coup de patte félin contre la mièvrerie et les simplismes auxquels sont si souvent associés les films « pour enfants ». *Le Maître des éléphants*, à la fois plus linéaire et plus complexe, ne ressemble pas à *L'Enfant lion*. Mais il est lui aussi un film « pour enfants ». Un film intel-

ligent, un film respectueux – de ceux qu'il montre comme de ceux auxquels il s'adresse –, un film qui joue le jeu du cinéma d'aventure, en observe les codes et pourtant semble parfois tout inventer au détour d'un plan.

Si les trois jeunes acteurs (avec comme acolyte de passage l'immense Sotigui Kouyaté, bien connu des spectateurs de Peter Brook) tiennent à merveille leur aventureuse partie, il est aussi réjouissant

de voir les « adultes », Grandperret et Dutronc, défendre leur morceau, la part plus intimiste du récit. Le roman familial n'est pas traité ex-pré-texte, les différents niveaux d'histoire aussi ont droit de cité dans ce territoire mi-réel mi-inventé. Et le film avance ainsi sur plusieurs plans à la fois, avec cette modestie ironique propre aux meilleurs d'entre les éléphants.

J.-M. E.

### « Je ne cherche pas le réalisme à tout prix »

À « quarante piges et plus », comme il dit, il a suivi un parcours étrange. Cet assistant de Pléat, de Goretta, de Tintin, puis tard producteur de Claude Baraldo puis d'Armand Desplechin, cameraman virtuose, marginal amoureux des grosses cylindrées, avait été remarqué en 1981 pour un premier long métrage documentaire et fiction, dans le monde des grands prix de moto, *Courts Circuits*. Puis *Mona et Moi* (1989), libre filmage d'une poignée de desperados entre came et show-biz, complétait une silhouette de déclassé du cinéma, que parut contredire *L'Enfant lion*. *Le Maître des éléphants* confirme, non un changement de direction mais l'élargissement de la palette d'un réalisateur en train de devenir, suivant ses propres chemins de traverse, un grand cinéaste.

« Après *L'Enfant lion*, vous savez que vous retourneriez en Afrique ? »

« Comme cinéaste, non. Je ne suis pas un spécialiste de ce continent, que j'ai découvert à l'occasion de *L'Enfant lion*. Je voulais y revenir à titre privé. *Le Maître des éléphants* est né de la demande de Jean-François Fompté, le patron de Ciby 2000, qui m'a proposé de faire un autre film dans le même esprit. Cette proposition m'a plu pour de nombreuses raisons. D'abord, *L'Enfant lion* m'avait laissé le regret de n'avoir pas montré l'Afrique contemporaine. J'avais aussi adoré faire, un film pour enfants, moi qui ne savais jamais où emmener les miens au cinéma. Et avec Ciby, je bénéficiais d'un confort de production qui m'avait manqué sur le précédent film, que je produisais moi-même – avec comme résultat paradoxal que, à 32 millions de francs, le deuxième film coûte moins cher que le premier. »

« Mais il n'était pas prévu d'enchaîner ces deux réalisations : je devais entre-temps tourner une adaptation des *Victimes de Boileau-Narcejac*, que j'ai été obligé de repousser. Je viens d'en achever le tournage, en retrouvant avec bonheur Jacques Dutronc face à Vincent Lindon, et deux jeunes actrices, Karine Viard et Laurence Thomassin, dans un autre type de film de genre, le polar. »

« Après avoir réalisé *Le Maître des éléphants* pour Ciby 2000 puis l'adaptation des *Victimes* pour Gaumont, avez-vous renoncé à être aussi producteur ? »

« Je serai à nouveau producteur pour une série d'Arte, « Terres étrangères » : six films d'une heure et demie, où à chaque fois un personnage débarqué dans un univers étranger finit par se trouver lui-même. Je réaliserai un épisode au Chiapas, avec quelqu'un qui rencontre les zapatistes. J'aime produire pour donner à d'autres ce qu'on a pas pu avoir. Quand je produis, j'essaie de me faire engager comme cadreur, pour être près du film. »

« Tourner en Afrique, avec des animaux et des enfants, n'est-ce pas accumuler les difficultés ? »

« Oui ! Mais c'est amusant aussi. Pour les animaux, le problème n'est pas tant avec les éléphants qu'avec le dresseur. Je voulais un troupeau traversant la rivière, le dresseur m'amène seulement douze éléphants, qui se mettent à se taper dessus. Il en enlève trois qu'il accuse de perturber les autres, puis comme ça ne s'arrange pas il en retire encore deux, à la fin il n'en reste plus que trois, enchaînés. Il faut donner l'impression d'une horde, en liberté avec trois bêtes attachées. C'est le jeu du cinéma, d'autant que je ne cherche pas le réalisme à tout prix. *Le Maître des éléphants* n'est pas un documentaire animalier. »

« Tourner en Afrique pose d'incessants problèmes de logistique, heureusement que je travaille en équipe réduite, avec surtout des techniciens africains. On est obligé de négocier sans cesse avec les autorités locales. Par exemple, nous voulions que la maison où habite Jacques Dutronc devienne un dispensaire mais l'armée voulait la récupérer, il faut payer, etc. J'ai appris avec le premier tournage que, en Afrique, il ne sert à rien d'essayer de forcer les choses. Et au moment où on croit que tout est fichu, il y a le « miracle africain » et on y arrive quand même. »

« Faire un film avec des enfants n'est pas un problème, il suffit de ne pas trop intellectualiser, de faire plutôt appel à la sensibilité. Mais c'est la même chose avec les adultes. »

« Sur ce sujet et avec de telles contraintes, n'avez-vous pas eu du mal à retrouver la liberté de mise en scène de vos premiers films ? »

« Il y a une curieuse combinaison entre les séquences avec les animaux, qu'on est obligé de préparer très précisément, et celles avec les comédiens, où je me décide souvent au dernier moment. Jacques Dutronc est un partenaire très précieux pour ces figures libres. Je modifie la construction du récit pendant le tournage, le script est toujours en évolution, finalement on se retrouve loin du scénario de départ, lui-même une transposition très libre d'un livre de René Guillot. Comme je tiens moi-même la caméra, je sais ce qu'il y aura à l'image et je peux m'adapter. »

« Dans un film pour enfant, la mise en scène doit être invisible, ce qui ne signifie pas qu'elle est absente, au contraire. Avec le polar, j'ai pris davantage de libertés. Et je compte retrouver la caméra super 16 portée à l'épaulé de mes premiers films. Être passé par des formes contraignantes m'aide pour être plus inventif sur des scénarios plus contemporains, plus immédiatement proches de moi. »

Propos recueillis par Jean-Michel Prodon

### Quarante cinéastes et la caméra des frères Lumière

Lumière et compagnie. De prestigieux réalisateurs pour un périlleux exercice de style

Film français (1 h 30)

Proposer à quarante cinéastes prestigieux de filmer un plan de cinquante-deux secondes au moyen de la caméra des frères Lumière, sans éclairage artificiel ni son direct. Le principe imaginé par Philippe Poulet, plasticien de l'image du Musée du cinéma de Lyon, était intéressant par son radicalisme et par la possibilité qu'il offrait à des réalisateurs de se confronter à une réalité brute, celle qu'ils choisissent d'enregistrer et celle des contraintes du tournage. Les uns ont choisi de filmer cinquante-deux secondes de réel, à l'image de Patrice Leconte, qui a rendu hommage aux pionniers en filmant l'arrivée du TGV en gare de La Ciotat. D'autres se sont appliqués à raconter une histoire. Ainsi Abbas Kiarostami, qui décrit une rupture en filmant en gros plan la cuisson d'un œuf tandis qu'une voix (celle d'Isabelle Huppert) enregistre un message sur un répondeur téléphonique. Jerry Schatz-

berg a, lui, combiné les deux, en filmant une scène de ramassage des ordures dans les rues de New York.

D'autres encore ont joué avec la caméra, dont le mouvement et les découvertes successives qu'il permet « fabriquer » du sens. Ainsi Andréi Konchalovski, qui fait se terminer un panoramique sur les gorges du Verdon par l'image de la dépouille d'un chien en putréfaction. Pour certains, le cinéma lui-même est au cœur de l'image : Claude Lelouch a filmé des filmateurs, John Boorman a planté la caméra sur le tournage du prochain film de Neil Jordan, David Lynch s'est amusé à recréer sans effets optiques les artifices de son propre cinéma. Alain Corneau a, quant à lui, filmé une danseuse indienne, dont il a ensuite fait colorier la robe à la main, sur la pellicule, rappelant par là même que le cinéma ne s'arrête pas sitôt que la caméra cesse de tourner.

Ces quarante fois cinquante-deux secondes composent un ensemble par nature morcelé,

difficile à apprécier dans sa globalité et dont l'inévitable répétitivité peut sembler lassante. Pour que *Lumière et compagnie* devienne un film commercialisable, présenté au cinéma puis sur Canal Plus (jeudi 28 décembre), un « habillage » a été réalisé : Sarah Moon a filmé les images du tournage de chacun des films. Cela procure quelques rares beaux moments (Rivette, hilarant, constatant que, pour la première fois, on risque de lui reprocher de n'avoir pas fait assez long ; le visage radieux de Liv Ullmann filmant le chef opérateur Sven Nykvist), cela donne, surtout, une impression de remplissage confirmée par le questionnement systématique auquel sont soumis les cinéastes (« Le cinéma est-il mortel ? », « Pourquoi filmez-vous ? », etc.) et dont on pouvait prévoir qu'il ne livrerait rien de très intéressant. Réplique de Rivette à la deuxième question : « La réponse ne peut être qu'un grand silence interrogatif de moi part. » En effet.

P. M.

« Venez vous mesurer à la cité » des sciences.

Mesures & démesure.

EXPOSITION TEMPORAIRE

Sondages d'opinion, canons de beauté, vitesse des galaxies, performances sportives, tests d'embauche, âge d'un météore, O.I., examens de santé, indicateurs de prix... la mesure est au cœur des activités humaines. Soyez acteur et spectateur, mesureur et mesuré, étonné et confronté aux grandeurs extrêmes dans cette grande exposition mise en scène par l'architecte Jean Nouvel.

Actuellement à la cité des sciences et de l'industrie. Paris - la Villette. Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h. Fermé le lundi. Tél. 36 68 29 30\* ou 36 15 Villette\*\*



la cité



## Les James Bond sont éternels

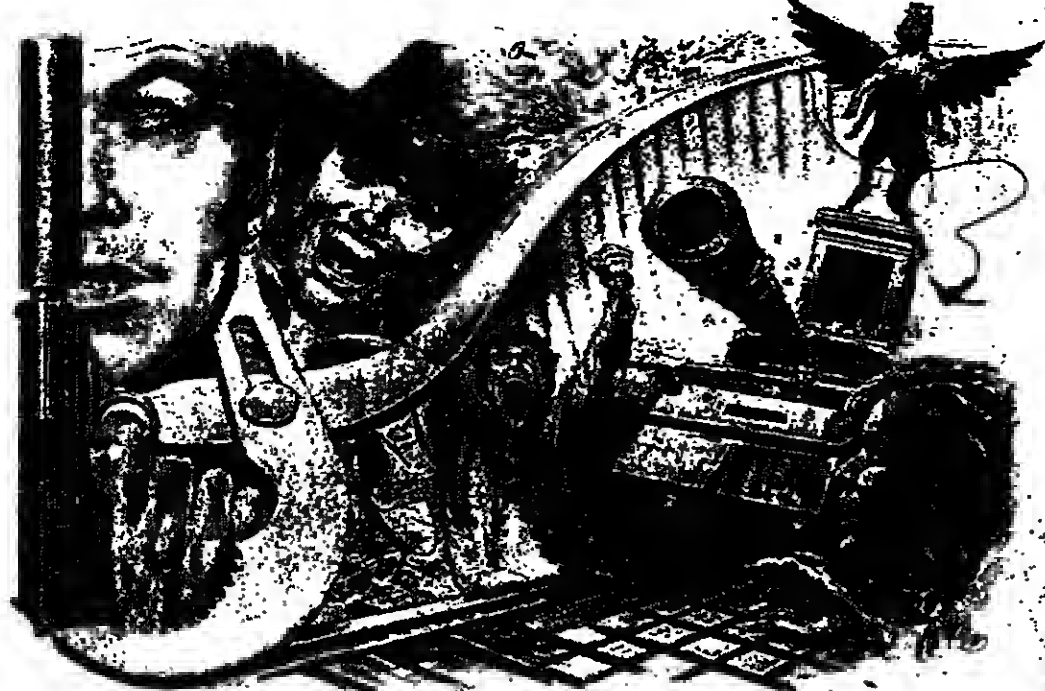
Goldeneye. Avec le renfort de son nouvel interprète, la dix-huitième aventure de l'indestructible agent secret respecte les canons de la série

Film américain de Martin Campbell avec Pierce Brosnan, Sean Bean, Izabella Scorupco, Famke Janssen, Joe Don Baker, Tcheky Karyo. (2 h 10).

Le « film de James Bond » est un genre codifié qui, par sa longévité et son succès (un milliard et demi de spectateurs, sans les Russes ni les Chinois), n'a aucun équivalent dans le cinéma occidental d'après-guerre. Personne n'est obligé d'aimer ça. Mais ceux qui aiment attendent le strict respect des règles canoniques en vigueur depuis l'antécession du Dr No en 1962. C'est donc à l'aune de cette orthodoxie qu'il convient de juger la dix-huitième aventure (sans compter l'hérétique *Casino Royale* de John Huston) de l'homme au Walter PPK.

● 007 n° 5. Cinquième interprète de l'agent de la Gracieuse Majesté, l'acteur irlandais Pierce Brosnan n'égale jamais Sean Connery dans le cœur des aficionados. Mais il succède avantageusement à Roger Moore, sans parler des déjà oubliés George Lazenby et Timothy Dalton : port de smoking avec holster irréprochable, prestations convaincantes dans le coup de savate comme dans le baise-main, et un humour disparu depuis que le plus séduisant des golfeurs écossais a renoncé au *Martini dry « mélangé à la cuiller, pas au shaker »*. Il est d'usage que l'espion soit servi par des réalisateurs « transparents ». L'Américain Martin Campbell ne faillit pas à la règle, maîtrisant les scènes d'actions et les mises en place de comédie sans laisser transparaître la moindre personnalité.

● Rien ne vaut un méchant Russe. Deux coups durs ont successivement frappé les producteurs et les scénaristes de la série. D'abord l'épuisement des textes fondateurs de feu Ian Fleming. Ensuite la chute des régimes communistes, quand la guerre froide fourna la dramaturgie des exploits du cher James. Les tentatives d'aller chercher ailleurs des adversaires à sa mesure ayant échoué, on revient aux valeurs sûres : anticomunisme primaire, super-techniques



de destruction ourdies dans les tréfonds de la Sibérie par des shires mégalomanes du KGB. Mais le nouvel ordre international n'est pas oublié : outre Tcheky Karyo campant un ministre de la défense états-unien (une bonne blague, donc), le chef des méchants vient en réalité de l'Ouest, et son pire acolyte, tout russe qu'il soit, est calqué sur les hackers californiens.

● Hors-d'œuvre et dessert. Le prégnant rempli ses obligations : trois gags bien appliqués, huit cent trente deux mille sept cents coups de feu, deux séquences vertigineuses. La variante 95 du célèbre générique est, elle, d'un renouveau remarquable, avec ballet de filles nues vautreées sur des fau-cilles, des marteaux et les vocalises de mammy Tina Turner. Son symétrique, le finale, accomplit ses deux fonctions : 1) la touche d'exotisme, avec Cuba dernier refuge du totalitarisme reconstitué à Porto Rico, ses plages de rêve, ses palmiers, ses infiltrés de la CIA. 2) Grand ménage de fin de tournage : tant qu'à faire de détruire l'immense décor (l'an-

tenne parabolique géante qui devait déclencher l'habituel missile d'apocalypse), autant tout faire sauter à l'écran. Pour sauter, ça saute.

● Comparées et gadgets. Le vilain, ingrédient essentiel, est ambigu et charmant : bien vu. Les deux James Bond Girls sont, elles, assez mal loties : la gentille semble davantage vouée à la confection du borscht du guerrier qu'à l'accompagnement dans ses exploits, la méchante, dotée de peu recommandables pulsions érotiques, reste trop en retrait. L'idée de faire du nouveau M, patron du service, une dame de fer, est à peine utilisée. Si Q, le responsable des objets truqués, a droit à son hilarante apparition, ses productions ne sont employées qu'au deuxième degré - faute de goût. Et l'armée française se fait piquer son super-hélicoptère : il paraît que cela fait de la publicité à nos chères industries de l'armement (*Le Monde* du 2 décembre), en tout cas pas à la sécurité militaire nationale.

● Le don du tank. Le commandant Bond se doit de faire usage du

plus grand nombre possible de véhicules. Si, *horresco referens*, il abandonne sa totémique Aston Martin pour faire la promo d'une berline germanique, on a droit à un train blindé piqué au docteur Jivago, et, surtout, à une poursuite en char d'assaut dans les rues de Saint-Petersbourg, d'un incontestable effet. Et qui souligne un des progrès accomplis par l'humanité en cette fin de siècle : la possibilité de tourner les séquences russes des James Bond dans leur décor véritable.

Soit un bilan « globalement positif » : tout ce qui a été inventé voilà plus de trente ans par le producteur Albert Broccoli, véritable père de la série, a été copié et surcopié par le cinéma à grand spectacle. Observant scrupuleusement les proportions d'un cocktail aux ingrédients intangibles, *Goldeneye* prouve qu'une formule supporte mieux le respect de ses équilibres internes que la surenchère à laquelle se livrent ses concurrents.

J.-M. F.

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### L'AMÉRIQUE DES AUTRES

Film franco-germano-anglo-grec de Goran Paskaljevic. Avec Tom Conti, Miki Manojlovic, Maria Casarès, Zorka Monojovic, Sergej Trifunovic. (1 h 35.)  
Cette coproduction franco-germano-anglo-grecque réalisée par un cinéaste de l'ex-Yougoslavie a réuni, entre les acteurs et les techniciens, plus de dix-sept nationalités différentes. Logique, donc, qu'il parle d'essai, sous la forme d'une fable babélienne. L'épicentre en est évidemment de Brooklyn où espagnole, miteusement enclose dans une rue reconstruite de Brooklyn où se côtoient les laissés-pour-compte du rêve américain. Alonso (Tom Conti), le propriétaire, sa vieille mère aveugle (Maria Casarès), ainsi que Bayo le Monténégrin (Miki Manojlovic), en sont les figures tutélaires, entourées de silhouettes syriennes, chinoises ou juives. Tous s'emploient à survivre en entretenant la nostalgie de leur terre d'origine, par la seule arme qu'il leur reste, celle de l'espérance. Mais ce désespoir teinté d'humour prend la couleur de l'amertume et du conflit, quand Luka, l'entrepreneur fils aîné de Bayo, rejette clandestinement son père avec le reste de la famille. Tourné en même temps qu'*Underground*, d'Enzo Kusturica, ce film au réalisme intimiste se situe aux antipodes esthétiques et géographiques de ce dernier. Il n'en évoque pas moins, sous-titré, la même tragédie, ne serait-ce que par la noyade absurde d'un enfant dans le Rio Grande, fleuve-frontière d'un nouveau monde non encore advenu.

J. M.

### LES VENDANGES DE FEU

Film américain d'Alfonso Arau. Avec Keanu Reeves, Altana Sanchez-Giron, Anthony Quinn, Giancarlo Giannini. (1 h 42.)  
Un commis voyageur rencontre dans un train une jeune fille enceinte. Elle n'est pas mariée et craint la colère de son père, traditionaliste à la tête d'un clan qui cultive la vigne depuis plusieurs générations. L'homme accepte de se faire passer pour son mari, pour quelques jours, mais se voit adopté par la famille de la jeune fille, dont il finit par tomber réellement amoureux. Le destin (et le scénariste) feront en sorte qu'aucun obstacle ne les empêche de tomber dans les bras l'un de l'autre. *Les Vendanges de feu* est un remake de *Quatre pas dans les nuages*, d'Antonio Blasetti, dont l'argument a été passé à la moulinette du néo-romanesque hollywoodien. L'emphase et la « joliesse » de chaque plan ont l'apparence d'une publicité pour le vin rouge américain. Mais le plus grave est sans doute que le film d'Arau ne peut s'empêcher d'exprimer, très rapidement, un accablant attachement pour un vieil ordre patriarcal représenté par la famille de l'héroïne, montrée comme l'exemple même du paradis sur terre.

Jean-François Ruyter

### L'INDIEN DU PLACARD

Film américain de Frank Oz. Avec Hal Scardino, Litesfoot, Lindsay Crouse. (1 h 36.)  
Un jeune garçon se voit offrir pour son anniversaire un petit placard en bois qui a la faculté d'animer les figurines en plastique qu'on y range. Il donne ainsi la vie à un Indien miniature qui devient son ami et lui livre quelques enseignements sur la vie, avant de rejoindre le néant des jouets. Le film de Frank Oz semble vouloir fonctionner sur le thème fantastique de la miniaturisation, auquel notamment *L'Homme qui rit*, de Jack Arnold, avait donné ses lettres de noblesse et que les progrès des effets spéciaux rendent désormais convaincant. Mais il ne tire guère parti de ce postulat et se limite à une fable politiquement correcte sur le respect des minorités.

J.-E. R.

### L'ENFANT DES NEIGES

Film français de Nicolas Vanier. Avec Diane, Montaigne et Nicolas Vanier. (1 h 20.)  
Nicolas Vanier est un mordu des grandes étendues nordiques. Les chiens de traîneaux les froidures boréales, la débrouille en milieu arctique n'ont plus de secrets pour ce Robinson des neiges. Il y a tiré un jour pour une aventure qui mène des Montagnes rocheuses à l'Alaska, sa femme Diane et sa fille Montaigne, âgée d'un an et demi. Nul ne saurait lui faire grief de cet exercice de survie familial ni des images banales qu'il en a rapportées. Mais tout se complique quand, avec l'appui de AB Productions, il entend les divulguer au public sous les doubles auspices de Jack London et du cinéma du réel. C'est beaucoup pour un film qui conjugue à une litane de clichés polaires le degré zéro de la narration, un glapissement de musique new-age et de gazouillis enfantins envahissant le tout. La vacuité du propos semble redoubler ici la granité de l'acte. Et ce n'est pas le fait d'entraîner une charmante fillette dans ce périple froid qui lui confère une once de sens, particulièrement quand l'expérience n'est exploitée qu'à titre d'argument promotionnel.

J. M.

### LE CERCLE DES AMIES

Film britannique de Pat O'Connor. Avec Chris O'Donnell, Minnie Driver, Geraldine O'Rourke, Saffron Burrows. (1 h 42.)  
L'éducation sentimentale des adolescents n'est pas une mince affaire dans l'Irlande de la fin des années 50. Le conformisme de la société et la morale catholique pesent, en effet, d'un poids écrasant sur la vie sexuelle des jeunes filles. *Le Cercle des amies* raconte l'histoire de trois d'entre elles, amies depuis leur enfance, et qui affrontent leur première année d'université à Dublin. L'une d'elles, parce qu'elle est tombée enceinte d'un fils de famille indigne, « piquera » le fiancé de sa meilleure amie. Elle couchera avec lui pour l'obliger au mariage après lui avoir fait croire qu'il est le père de l'enfant. La découverte de la machination et l'aveu tardif qui suit empêcheront le désastre de vies gâchées à jamais. Le film de Pat O'Connor fonctionne selon un principe que *Le Cercle des poètes disparus* avait porté à son point de perfection. Il s'agit de faire mine de délivrer un message andacieu en utilisant comme repoussoir une société humaine particulièrement répressive (ici une Irlande d'il y a quarante ans où règnent les curés, la coercition sexuelle et le refus de l'avortement). Mais les simulacres de révolte des personnages se résolvent dans l'accomplissement d'un destin aussi conventionnel que possible, même si les contraintes morales sont en fait évacuées.

J.-E. R.

### UN CADEAU DU CIEL

Film franco-américain de Jack Lucarelli. Avec Sharon Farrell, David Steen, Gigi Rice, Sarah Tides. (1 h 42.)  
Dans une ferme isolée de l'Amérique rurale des années 70, une femme vit en quasi-autarcie avec ses deux enfants d'une trentaine d'années. Il y a Charlie, le fils simple d'esprit avec qui elle entretient une relation incestueuse, et Missy, la fille mal élevée. L'arrivée d'une cousine de la ville va remettre en cause les rapports noués entre les membres de cette cellule familiale très particulière, dévoiler d'anciens traumatismes et détruire l'ordre établi. *Un cadeau du ciel* fait figure d'objet étrange. Produit par un jeune producteur français, le film fut, semble-t-il, apprécié dans certains festivals aux États-Unis, où il récolta quelques prix. Il voudrait sans doute se situer dans la lignée de Faulkner, mais relève seulement d'une antique tradition de naturalisme rural. Le récit débouche ainsi sur la révélation de névroses diverses se traduisant par l'inceste, la nymphomanie ou le viol, et laisse le champ libre à l'hystérie théâtrale des comédiens. *Un cadeau du ciel* semble n'avoir pas d'âge. C'est ce qui fait sa singularité, mais ce n'est pas vraiment une qualité.

J.-E. R.

## Sur des chemins de galère

Les Apprentis. Un film qui manque de peu son but

Film français de Pierre Salvadori. Avec François Cluzet, Guillaume Depardieu, Judith Henry, Claire Laroche, Marie Trintignant. (1 h 35.)

Il s'en faut de peu pour que le deuxième film de Pierre Salvadori (après *Cible émue*) franchisse le fossé qui sépare une comédie sympathique d'un film vraiment réussi. Les intentions sont là, ainsi que l'ambition d'offrir le portrait de jeunes englués dans les travers et les insuffisances de la société de la fin de ce siècle. Le scénario en vaut assurément d'autres, qui décrit l'histoire d'une amitié, celle d'Antoine (François Cluzet), qu'une rupture amoureuse a laissé inconsolable, et Fred (Guillaume Depardieu), qui ne se décide pas à faire quelque chose de sa vie. « Cultures » de tous ordres, tentatives maladroites en direction d'une malhonnêteté qui ne leur convient à l'évidence pas, et pour Antoine, lente descente vers l'enfer de la dépression. Les répliques cherchent

trop systématiquement à faire mouche, comme si Pierre Salvadori avait voulu que ses dialogues figurent en totalité dans un florilège de l'humour, mais elles touchent souvent juste. Les acteurs se montrent à leur avantage et le tandem Cluzet-Depardieu Junior est complémentaire, avec juste ce qu'il faut de nécessaire ambiguïté. Ainsi le film frôle constamment la réussite, mais échoue pratiquement dans chaque scène, par la faute de l'incapacité du réalisateur à proposer autre chose qu'une banale mise en images des personnages et des situations. *Les Apprentis* est un film certes correctement réalisé, mais que ne porte jamais la moindre idée de mise en scène : quelques aménagements mineurs suffiraient à en faire, au choix, une pièce de théâtre ou un roman.

Tout est là, en effet, l'humour, la sensibilité, une certaine acuité de regard, une vraie intelligence des rapports entre les personnages. Il ne manque qu'un peu de cinéma.

Pascal Mérieau

## Tout n'est pas rose les soirs de réveillon

Faut pas rire du bonheur. Sur la bêtise humaine

Film français de Guillaume Nicloux. Avec Bernard-Pierre Donnadieu, Laura Morante, Philippe Nahon, Roland Amstutz, Jean-Claude Bouillon. (1 h 25.)

Deux hommes, au comptoir d'un troquet parisien, engagent une conversation aussi sinistre que le réveillon qui s'annonce, sur une musique d'orellement dissuante. Les traits lourds, le débit las, c'est d'ailleurs de musique qu'ils parlent. Michel (Bernard-Pierre Donnadieu), parce qu'il vient de perdre sa femme dans un accident de voiture, ne supporte plus Beethoven. André, qui s'ennuie en attendant la sienne, ne connaît pas ce chanteur et préfère la musique classique. Comprenez qui pourra. En attendant, André, avant d'aller glisser sa femme sur le trottoir d'en face, invite Michel au repas familial, ce dernier emportant une écharpe jaune qui ne lui appartient pas.

A cette ouverture en plans serrés,

succède une scène où la propriétaire de l'écharpe (Laura Morante) rejoint Michel dans la rue pour la lui réclamer. Celui-ci refuse au cours d'un dérivant dialogue nocturne où la caméra de Raoul Coutard orne magiquement leur visage d'un halo de guirlandes colorées. Le ton et le contenu du film sont donnés. La première séquence annonce l'excrance féroce qui suivra, débuisant la bêtise et la défection humaines au cours d'une nuit de Noël triviale jusqu'à la nausée. La seconde promet que ces deux-là se retrouveront au petit jour au nom d'une logique surréelle sans laquelle tout porterait en effet à croire, selon le mot de Cioran, que « la Création fut le premier acte de sabotage ». C'est la dialectique entre ces deux pôles, dans la tradition revisitée du réalisme poétique, qui confère à *Faut pas rire du bonheur* son caractère finalement très roboratif.

Jacques Mandelbaum

# Gaumont Parnasse

l'espace cinéma

## 12 CINÉMAS

GRANDS ÉCRANS, SON SONY CINÉMA STÉRÉO

OUVERTURE LE 20 DÉCEMBRE

Tarif spécial ouverture : 25 Francs  
tous les jours à la séance de 19h00

1, rue d'Uzès - 14, bd du Montparnasse Paris 14<sup>e</sup> - M Montparnasse  
Informations au 06 81 75 14

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
200 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE



Ch. P. 150

## « Le » dictionnaire du cinéma à portée de main

**SPÉCIALISTES** et amateurs, étudiants et simples curieux le savent depuis sa première édition, il y a dix ans : « le Passeur » est ce qui se fait de mieux en matière de dictionnaire de cinéma (en français). Soit la meilleure résolution à ce jour de cette quadrature du cercle que représente la tentative d'offrir, sous forme synthétique et maniable, un ouvrage de référence sur tous les aspects du cinéma : réalisateurs, acteurs, techniciens, mais aussi cinématographies nationales, procédés techniques, dossiers économiques, genres, écoles esthétiques, récompenses... Le résultat était jusqu'à présent un grand et gros volume cartonné et illustré, c'est désormais, dans une version remise à jour, un coffret de deux livres au format 14 x 21 à dos souples, d'un maniement plus aisé, et dépourvu de photographies qui n'apportaient pas grand-chose aux précédentes éditions. Ces changements de forme permettent aussi de diminuer considérablement le prix de

vente. On y retrouve les qualités de précédentes versions, notamment la très grande attention portée aux « petites » cinématographies, ce qui n'a rien de surprenant dans un ouvrage dirigé donc par Jean-Loup Passek, le créateur et directeur du Festival de La Rochelle, aussi responsable du cinéma au Centre Pompidou, célèbre pour les révélations dues à ses vastes rétrospectives.

### HOSTILITÉ À L'AUDACE

La mise à jour ne comportant pas la révision des précédents textes, on retrouve également certains défauts de l'ouvrage, en particulier une hostilité non déguisée, et hors de propos dans un dictionnaire, envers certains styles cinématographiques, surtout les plus audacieux. Et l'approche industrielle du cinéma demeure légèrement en retrait : le dictionnaire connaît Disney, Walt, mais ne dit pratiquement rien de l'énorme trust qu'est devenue la société Disney. Et il ignore les nouveaux

poils lourds du monde des images - sociétés européennes telles que Canal Plus ou Polygram par exemple, ou personnalités majeures du business hollywoodien comme Michael Ovitz.

La nouvelle édition comporte de nombreuses entrées inédites, qui rendent compte, entre autres, de l'essor des films dans de nouveaux pays tels que l'Iran ou Taiwan. Mais certaines absences laissent perplexes : les jeunes réalisateurs français, à commencer par Arnaud Desplechin, sont plutôt « ostracisés », comparés à leurs collègues américains. Mais chacun sait que le dictionnaire parfait n'existe pas. A défaut, « le Passeur » dans sa nouvelle mouture demeure la source la plus sûre et à ce jour la plus complète.

J.-M. F.

★ Dictionnaire du cinéma, sous la direction de Jean-Loup Passek, Larousse, 2 392 pp., coffret de deux volumes, 240 F.

### Lettre d'Amérique

■ Jane Austen, une romancière de plus de deux cents ans, connaît une gloire posthume et cinématographique sans égale. Quatre de ses œuvres sont à l'affiche en cette fin d'année : *Persuasion*, de Roger Michell, et *Sense and Sensibility*, de Ang Lee, adapté par Emma Thompson, sont déjà sur les écrans, la série tirée de *Orgueil et Préjugés* bat tous les records à la BBC. Jusqu'à *Collégiennes* de Beverly Hills qui se réclame d'un roman peu connu, *Emma*...

■ A peine sorti de la version cinéma de *Mission impossible*, réalisée par Brian de Palma, Tom Cruise et sa femme Nicole Kidman (ici photographiée dans *Prête à tout*, de Gus Van Sant) seront les vedettes du nouveau film, attendu depuis *Full Metal*.



*Jacket* (1987), de Stanley Kubrick. *Eyes Wide Shut* (« Les Yeux grand fermés ») traitera de jalousie et d'obsession sexuelle. Kubrick tournera ensuite le film de science-fiction consacré à l'intelligence artificielle, *AI*, pour lequel il attendait que « la technologie soit au point » - elle l'est, selon lui, depuis *Jurassic Park* de Steven Spielberg.

■ Les effets spéciaux dominent le box-office américain. *Jumanji*, avec Robin Williams et un régiment d'animaux sauvages, se lance à la poursuite de *Toy Story*, produit par Disney et Pixar, et réalisé par John Lasseter. Entièrement conçu sur ordinateur, ce dernier devrait bientôt franchir la barrière des 100 millions de dollars de recettes. Avec un nombre inférieur d'écrans et de séances (il dure deux heures et quarante et une minutes), *Heat*, de Michael Mann, avec Al Pacino et Robert De Niro, réussit le très joli score de 8 millions de dollars (environ 40 millions de francs) pour son premier week-end.

Henri Béhar

### LES ENTRÉES À PARIS

Une comédie suit l'autre : après *Le Bonheur est dans le pré*, la semaine dernière, *Les Trois frères*, de Didier Bourdon et Bernard Campan (du trio Les Inconnus) prend la tête du box-office avec 140 000 spectateurs dans son immense circuit de 46 salles. Avec deux écrans de plus, le film d'Etienne Chatiliez se maintient bien à 121 000, soit un total de plus de 290 000 en quinze jours.

Après les succès d'*Un indien dans la ville*, *Gazon maudit* et *Les Anges gardiens*, la comédie reste bien la valeur sûre du commerce cinématographique. Parmi les autres nouveautés, le plus beau succès est pour *Smoke*, à 48 000 dans une modeste combinaison de 19 écrans. *Le Président et Miss Wade* a plus de mal à trouver sa place, avec seulement 37 000 votants dans 37 salles. Les trois autres sorties (*Dernière frontière*, *Des anges et des insectes*, *Pico et Colombus*) font à peine de la figuration. Les résultats globaux restent en recul par rapport à la semaine correspondante de 1994. Bien peu de films tirent leur épingle d'un jeu plutôt mou : *Prête à tout* et *Super-noël* enregistrent une chute sévère dès leur deuxième semaine, *Poca-hontas*, à 75 000 en sixième semaine atteint certes l'apogée total de 583 000, mais est loin de faire aussi bien que *Le Roi lion* en 1994. Et la saison a vu un nombre inhabituel de graves échecs. Chez les Américains, ni *Jade*, ni *Clockers*, ni *Kids*, ni *Neuf mois aussi*, ni *The Doom Generation* n'ont tenu leurs promesses. Et *Le Garçu*, *Madame Butterfly*, *Underground*, *Douce France* ont été, eux aussi, des déceptions.

J.-M. E.

★ Sources des chiffres : *Le Film français*

### DÉPÊCHES

■ La réouverture du Gaumont Parnasse, entièrement rénové, aura lieu le 20 décembre avec un ensemble de douze salles flanquées d'espaces réservés à la confiserie, d'un café, des jeux vidéo et des branchements multimédia. Après UGC (Ciné Cité aux Halles), Gaumont tente l'aventure d'un multiplexe au centre de Paris.

■ Pour fêter le passage du premier au second siècle du cinéma, la Cinémathèque française propose un « cinémarathon », du 27 décembre à 18 heures au 28 décembre même heure (entrée libre), au Palais de Chaillot. Janine Bazin et André S. Labarthe présenteront l'intégralité de la série « Cinéma de notre temps » devenu le rendez-vous mensuel d'Arte. En présence de personnalités du grand écran, une vingtaine de portraits de grands cinéastes par d'autres cinéastes, de Renoir à Scorsese, de Kiarostami à Imamura.

# Le chagrin des belges.

Un adolescent dans la tourmente de la guerre.

Une grande fiction en 3 parties sur ARTE, Les jeudi 21, vendredi 22 et samedi 23 décembre à 20 h 40.

« Le chagrin des belges » signé Claude Goretta avec Marianne Basler et Marisa Berenson.

L'histoire émouvante d'un jeune garçon brutalement projeté dans le monde des adultes au début de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale.

# arte

décembre

ciôt de la musique 44 84 44 84

musique & cinéma

ensemble INTERCONTEMPORAIN.

le 26 et le 27 à 20 h

**La chute de la maison Usher**

film de Jean Epstein  
musique de Ivan Fedele création

Ledy-Jane Reger, soprano  
Ensemble Intercontemporain  
direction Olivier Dejours

ensemble INTERCONTEMPORAIN IRCAM Centre Georges Pompidou

le 29 à 18 h / le 30 à 16 h 30

**Doktor Mabuse, der Spieler**

Ein Bild der Zeit  
(1<sup>re</sup> partie 1907)  
*Inferno, Menschen der Zeit*  
(2<sup>de</sup> partie 1907)

film de Fritz Lang  
musique de Michael Obst

Vincent Boser, Michel Ceram,  
Daniel Campion, percussions  
Florent Buffard, Dorian Vassilakis, percus  
Technique IRCAM  
Ensemble Intercontemporain  
direction Anne Manson

en reproduction avec le ciôt de la musique, cinéastes et l'IRCAM

ECOUTEZ V

**GIBIERS DU TEMPS**  
Reprise exceptionnelle  
13-14-15-16 janvier  
(intégrale le 13)

Théâtre de Gennevilliers  
41 32 26 26

ECOUTEZ V

Commandez vos livres par Minitel  
36 15 LEMONDE  
2 23 F la minute

VIDÉOS - L

LE MONDE



## GUIDE CULTUREL : CINÉMA

**LA FOLLE SEULE** (français, 1 h 30), de Benoît Lecourt, avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Dominique Valadié, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginie Emane.

**LE GARÇU** (français, 1 h 45), de Maurice Platel, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Platel, Dominique Rocheveteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.

**LAND AND FREEDOM** (britannique, 1 h 40), de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosamund Pike, Icaro Bolajin, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frédéric Pierrot.

**LISBONNE STORY** (allemand-portugais, 1 h 40), de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Castro Castro, Viriato José da Silva, José Canino.

**LE REGARD D'ULYSSE** (grec, 2 h 56), de Theodor Angelopoulos, avec Harvey Keitel, Maia Morgenstern, Erland Josephson, Thea Nassif Vengos, Yorgos Mihalczakopoulos, Dora Volanaki.

**SMOKE** (américain, 1 h 50), de Wayne Wang avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr, Ashley Judd, Forest Whitaker.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

deux ont compris très tôt que le cinéma n'était pas apparu miraculeusement en 1895. L'écriture du mouvement, la projection lumineuse et l'industrie des « photographes mouvementés » n'ont pu éclore, dans les années 1890, que grâce à des usages et à des techniques établis depuis des siècles. Les collections de la Cinémathèque française, accueillies à l'Espace Electra grâce à la fondation Electrelec de France, permettent un fabuleux voyage à travers les merveilles de « l'art trompeur » qui ont jalonné trois siècles de cinéma.

Espace Electra, 6, rue Racine, Paris-7. • M° Sèvres-Babylone. De 11 h 30 à 18 h 30, ferme les lundis et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. Tél. : 42-84-23-60. 20 F (compensation le jour de l'exposition et une entrée gratuite à une séance de la Cinémathèque française, Palais de Chaillot).

**LE CINÉMARATHON DE « CINÉMA DE NOTRE TEMPS »**  
24 heures de projection en continu de l'intégralité de la série « Cinéma de notre temps » dirigée par Janine Bazin et André S. Labarthe. Renais, Kiarostami, Rohmer, Rivette, Lang, Godard, Chabrol, Moretti, Oliveira, Pasolini, Sternberg... une vingtaine de portraits de grands cinéastes par d'autres cinéastes.

Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16. • M° Trocadéro (entrée côté jardin). Du 27 décembre à 18 heures, au 13 décembre à 18 heures. Entrée libre.

by, 15\* (36-65-70-3B ; réservation : 40-30-20-10).

**VF :** Gaumont Parnasse, dolyb, 14°  
36-68-75-55; réservation : 40-30-20  
**L'ENFANT DES NEIGES**  
Film français de Nicolas Vanier, Monte-  
tina (1 h 20).  
UGC Cine-city les Halles, dolyb, 1°  
(36-68-68-58) ; Espace Saint-Michel,  
S (44-07-40-49) ; George V, dolyb, 8°  
(36-68-63-47) ; Paramount Opéra,  
Montenap, S (36-68-29-21).  
réservation : 40-30-20 ; UGC Go-  
belins, 13° (36-68-22-27) ; Mistral, 14°  
(36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-  
10 ; Sept Paroisses, 14° (43-30-32-  
20) ; réservation : 40-30-20 ; UGC  
Montenap, S (36-68-29-21).  
**FAUT PAS RIRE DU BONHEUR**  
Film français de Guillaume Nicloux,  
avec Bernard Pierre Donnadieu, Lau-  
ra Morante (1 h 25).  
Studio des Ursulines, S (43-26-19-  
10).  
**GOL DENEVE**  
Film britannique de Martin Cam-  
bell, avec Pierce Brosnan, Sean Bean,  
Isabella Scodro, Famke Janssen,  
Joe Don Baker, Robbie Coltrane  
(2 h 10).  
VO : UGC Cine-city les Halles, dolyb,  
1° (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra  
Impérial, dolyb, 2° (36-68-55-73 ; ré-  
servation : 40-30-20-10 ; Coltrane,  
dolyb, 3° (36-68-63-47).  
14-Juillet Odéon, dolyb, 6° (43-25-59-  
83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, dolyb,  
6° (36-65-70-37) ; réservation : 40-30-20-  
10 ; Biarritz-Majestic, dolyb, 8° (36-  
68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ;  
Gaumont Marignan, dolyb, 8° (36-68-  
75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ;  
UGC Normandie, dolyb, 8° (36-68-49-  
50 ; 14-Juliet Bastille, dolyb, 11° (43-  
57-50-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont  
Grand Ecran Ile de France, dolyb, 13° (36-68-  
14-Juliet Beaugrenelle, dolyb, 15° (45-  
75-75-73 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillo-  
t, 17° (36-68-31-34).

**Claudia Pectoraro**, Licia Maglietta  
Gianni Calaja, Anna Calato.  
**Italien** (1 h 44).  
VO : 14-Juillet Parmasse, 69' (43-26-58-00); 36-68-59-02; UGC.

**AU CŒUR DE L'HIVER**  
de Kenneth Branagh,  
avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions.  
**Britannique**, noir et blanc (1 h 39).  
VO : UGC Montparnasse, 69' (43-26-58-00); 36-68-59-02; UGC Normandie, dolby, 17' (43-68-49-56); UGC Océane, dolby, 9' (36-68-21-24); Majestic Bastille, dolby, 11' (36-68-48-56) ; réservation : 40-30-20-10; UGC Gobelins, 13' (43-68-22-27); Mistral, 14' (36-65-70-41); réservation : 40-30-20-10.

**LE BALLON BLANC**  
de Farid Panahi,  
avec Aida Mohammadhani, Mohsen Kafil, Fereshah Sati Orfani, Anwar Bourkowski, Mohammad Shahini, Mohammad Bakhtiar.  
**Iranien** (1 h 25).  
VO : 14-Juillet Seaubourg, 35' (36-68-69-23); Europa Pantheon (ex-Refrain Pantheon), 55' (43-54-15-04).

**LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ**  
de Eriq La Salle,  
avec Michel Sault, Eddy Mitchell, Sabine Azéma, Carmen Maura, Eric Cantona, Joël Cantona.  
**Français** (1 h 46).  
UGC Ciné-city les Halles, dolby, 1' (36-68-68-58); Rex, dolby, 1' (36-68-68-58); 14-Juillet Seaubourg, dolby, 3' (36-68-69-23); 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6' (46-33-79-38); 36-68-68-12; 14-Juillet Odéon, dolby, 6' (45-25-59-83); 40-30-20-10; UGC Montparnasse, 6' GG-65-70-14; 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, dolby, 8' (43-45-19-08); 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8' (43-87-35-34); 36-65-71-88; réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8' (36-68-49-56); Paramount City, dolby, 8' (47-43-56-31); 36-68-81-09; réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11' (36-68-48-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12' (43-43-04-67); 36-65-71-33; réservation : 40-30-20-10; UGC Lucy, 13' (36-68-62-33); Gaumont Gobelins, dolby, 14' (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Aléxis, dolby, 14' (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Miramar, dolby, 14' (36-65-70-14); 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Seaubourg, 15' (45-75-79-79); 36-68-69-24; Gaumont Convection, dolby, 15' (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16' (36-68-48-56); 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10; UGC Mailhot, dolby, 17'

**P**

**le cinéma**

Jusqu'à 25 février 1996

Anche de 10 à 19h

**SERIE ARABE**

(36-68-58-20); Pathé Wepler, dolby, 19' (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Le Gambetta, dolby, 20' (46-36-10-96); 36-65-71-44; réservation : 40-30-20-10.

**LA CHANTEUSE DE PANOSORI**  
du Im Kwon-Taek,  
avec Kim Myung-Gun, Oh Jung-Hae, Kim Kyen (1 h 53).  
VO : Images d'Ailleurs, 5' (45-87-18-09); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6' (46-33-79-38); 36-68-68-12.

**LACIERS (\*)**  
de Spike Lee,  
avec Harvey Keitel, John Turturro, Dario Lindo, McKel Phifer.  
**Américain** (2 h 09).  
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1' (43-68-58-00); 36-68-59-02; 40-30-20-10; Sépt Parissiens, 14' (43-30-23-20); réservation : 40-30-20-10.

**CONTE DES TROIS DIAMANTS**  
de Michel Khleifi,  
avec Mohammed Nahhal, Hana'Ne Meir, Samia Abu Libda, Mekrem Khouri, Bushra Qaramar, Mohamed Sakri.  
**Belgo-anglo-palestinien** (1 h 46).  
VO : Espace Saint-Michel, 5' (44-07-20-49).

**LA CAUSADE YVAIN BURIDAN**  
de Judith Cahen,  
avec Judith Cahen, Joël Lucet, Serge Bozon, Fabrice Barbaro, Alberto Sorbelli, Camille de Casabianca.  
**Français** (1 h 25).  
Epée de Bois, 5' (43-37-57-47).

**CROSSING ROAD**  
de Sean Penn,  
avec Kevin Costner, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford.  
**Américain** (1 h 55).  
VO : 14-Juillet Parmasse, 69' (43-26-58-00); 36-68-59-02; Gaumont Mari-gnan, dolby, 8' (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Saint-Lambert, dolby, 15' (45-32-91-68).

**LA DERNIERE FRONTIERE**  
de Peter Jackson,  
avec Mark Naggy, Marj Torocsik, Jozsef Szarvas, Valentin Teodosiu, Misou Dimvale, Andrei Pintin.

**SANS DOUTE LES ANNÉES Q**  
**PASSÉNT**  
de Dominique Déhan,  
avec Jeanne Sétty, Jean-Claude  
Frisson, Henri de Lorme, Sylvie De-  
merque, Christian Delage.  
Français (45).  
Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-4)  
**SMOKE**  
de Wayne Wang,  
avec William Hurt, Harvey Keitel,  
Stockard Channing, Herold Perrine,  
Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.  
Américain (1 h 50).  
VO : Gaumont Les Halles, 1° (36-6-  
58-55) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
Juillet Beaugourd, dolby, 3° (36-6-  
69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés Sa-  
llée G. de Beauregard, 6° (42-22-21) ;  
32° ; Saint-André-des-Arts 1°, dolby  
3° (42-36-80-23) ; La Pagode, 7° (42-  
68-55) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
Gaumont Champ-Elysees, dolby, 1°  
(43-59-04-67) ; réimpression : 40-30-20-  
10 ; Max Under Panorama, THX, doly,  
dolby, 9° (48-24-88-88) ; réimpression : 4-  
30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11° (46-  
68-55) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
doly, 13° (36-68-75-55) ; réimpression :  
40-30-20-10 ; Gaumont Parnassus  
dolby, 14° (36-68-75-55) ; réimpression :  
40-30-20-10 ; 14-Juillet Beau-  
nelle, dolby, 15° (45-75-79-79) ; 36-6-  
69-24 ; Majestic Passy, dolby, 16° (46-  
68-55) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
Pathé Wepier, dolby, 18° (36-68-75-  
22) ; réimpression : 40-30-20-10.

**SUPER NOËL**  
de John Pasquin,  
avec Tim Allen, Judy Reinhold,  
Wendy Crewson, Eric Lloyd, David  
Krumholtz, Peter Boyle.  
Américain (1 h 37).  
VO : UGC Ciné Cité les Halles, dolby  
1° (36-68-58-58) ; Publicis Champ-  
Elysees, dolby, 4° (47-20-76-23) ;  
36-68-55 ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
Le Commerce, 5° (36-68-47-74).  
VF : UGC Ciné Cité les Halles, dolby,  
1° (36-68-58-58) ; Rex, dolby, 2° (36-  
68-70-23) ; UGC Montparnasse,  
(36-65-74-14) ; 36-68-70-14 ; Publicis  
Champ-Elysees, dolby, 8° (47-20-74-23)  
23 ; 36-68-75-55 ; réimpression : 40-30-  
20-10 ; UGC Triomphe, 8° (47-20-74-  
23) ; 36-68-75-55 ; réimpression : 40-30-  
20-10 ; Gaumont Convention, dolby,  
15° (36-68-75-55) ; réimpression : 40-30-  
20-10 ; Pathé Wepier, dolby, 18° (36-  
68-70-22) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
La Gambetta, dolby, 20° (46-68-55-  
36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réimpression :  
40-30-20-10.

**LES TROIS PERSES**  
de Didier Boudon, Bernard Campan,  
avec Pascal Legitimius, Bernard Cam-  
pan, Didier Boudon, Antoine Co-  
Merle, Anne Jacquemin, Marline Lo-  
vet.  
Français (1 h 40).  
VO : UGC Ciné Cité les Halles, 1° (36-68-  
58-58) ; réimpression : 40-30-20-10 ;  
UGC Odeon, 6° (36-68-37-62) ; UGC  
Montparnasse, 6° (36-65-70-14) ; 36-  
68-70-14 ; Gaumont Marignan, dolby,  
14° (36-68-75-55) ; réimpression : 40-30-  
20-10 ; Rex, George-W. THX, dolby,  
(36-68-43-47) ; Saint-Lazare-Pasquid,  
dolby, 8° (43-87-35-43) ; 36-65-71-44 ;  
réimpression : 40-30-20-10 ; Gaumont  
Opéra Français, dolby, 3° (36-68-75-  
55) ; réimpression : 40-30-20-10 ; La  
Nation, 3° (36-68-75-55) ; réimpression :  
40-30-20-10 ; Gaumont Convention,  
dolby, 13° (36-68-62-33) ; UGC  
Gobelins, 13° (36-68-22-27) ; Mistral, do-  
lby, 14° (36-65-70-14) ; réimpression :  
40-30-20-10 ; Gaumont Convention,  
dolby, 15° (45-75-79-79) ; 36-68-62-  
33) ; UGC Convention, dolby, 15° (36-  
68-29-31) ; UGC Malliot, 17° (36-68-  
29-31) ; Pathé Wepier, 18° (36-68-22-  
22) ; réimpression : 40-30-20-10 ; La  
Gambetta, 20° (46-68-10-96) ; 36-68-  
71-44 ; réimpression : 40-30-20-10).

**REPRISES**

**AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE**  
de Stanley Donen,  
avec Gary Grant, Deborah Kerr, Ber-  
bert Mitchell, Jan Simmons.  
Américain, 1960 (1 h 45).  
VO : Espace Saint-Michel Jacques-Tra-  
viat, 5° (43-54-51-60).

**LES AVENTURES DU CAPITAINE**  
**WYATT**  
de Raoul Walsh,  
avec Gary Cooper, Mari Aldon, Al-  
thur Hunicutt, Ray Tate, Richard  
Long.  
Américain, 1951 (1 h 41).  
VO : Action Ecoles, 5° (43-25-72-07)  
36-65-70-64.

**CHANTONS SOUS LA PLUIE**  
de Gene Kelly, Stanley Donen.  
avec Gene Kelly, Joan Hagen, Debbie  
Reynolds, Cluys Charisse, D. O'Connor.  
Américain, 1952 (1 h 38).  
VO : Espace Saint-Michel, 5° (44-07-  
20-49).

**HAUTE PÈGRE**  
de Ernst Lubitsch,  
avec Kay Francis, Miriam Hopkins,  
Richard Marshall, Charles Ruggles.  
Américain, 1932, noir et blanc  
(1 h 25).  
VO : Le Quartier Latin, 5° (43-25-68-  
55).

**KNOCK**  
de Guy Léron, avec Louis Jouvet, Jean Brocard,  
Pierre Renay, Yves Deniaud, Marie-  
France Pierry, Jane Marken.  
Français, 1950, noir et blanc (1 h 35).  
REFIL Média, 1° (36-68-48-24).  
QUOI DE NEU PASSEYCAT ?  
de Clive Donner,  
avec Peter Sellers, Peter O'Toole, Ro-  
my Schneider, Capucine, Paula Prentiss,  
Wally Allen.  
Américain, 1965 (1 h 48).  
VO : Le Quartier Latin, 5° (43-25-58-  
83) ; 36-68-70-22.)

**\*\* Films interdits aux moins de 16 ans.**

[illegible]



Chap 1150

# RADIO-TELEVISION

LE MONDE / JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995 / 31

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.50 Magazine :</b> Complément à l'émission ? Présenté par Jean-Pierre Pernaut et Valérie Bapst.	<b>20.55 Téléfilm :</b> Un soir pour l'hiver. De Laurent Carrelles, avec Patachou, Philippe Carot.	<b>20.50 La Marche du siècle.</b> Présenté par Jean-Marie Cavada. Maman et moi sans toit. <b>22.40 Météo, Journal.</b>	<b>20.45 Téléfilm :</b> Cœur Caribbes. [3/4] Je et elle. De Paolo Barzman, avec Carissa Demouy, Patrick Forster-Delmas.	<b>21.00 Allô maman, c'est Noël.</b> Film américain de Tom Ropelewski (1993). Avec John Travolta.	<b>21.40 Documentaire :</b> Les Mercredis de l'Histoire. Présenté par Alexandre Adler. Le Fanisme de la radio, mémoires de la radio en Belgique dans les années trente, de Wilbur Leguebe et Thierry Génicot.
<b>22.55 Téléfilm :</b> Le Cavalier masqué. De John Hough.	<b>22.35 Magazine :</b> Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. J'ai réalisé mon rêve.	<b>23.10 Un siècle d'écrivains.</b> Présenté par Bernard Rapp. Patricia Highsmith, de Philippe Kohly. Beau portrait d'une Américaine secrète et solitaire qui rêvait de crimes bien faits. Une écriture simple, une intrigue serrée pour décrire un monde brutal et angoissé.	<b>22.30 Téléfilm :</b> La Vengeance faite femme. De Thomas J. Wright, avec Barbara Edwards, Loretta Swift.	<b>22.38 Court métrage :</b> Clara et Jérémy. De F. Hernandez.	<b>21.45 Musica :</b> Le Chemin de la gloire. Les Petits Genes de la musique, de Synchos J. Dreher.
<b>0.35 Magazine :</b> Jules. Présenté par Nicolas Hulot. Arizona. Figures loires : Une trace au Soleil-Levant ; Un peintre dans l'Ouest ; Paroles de Navajos.	<b>23.45 Les Films Lumière.</b> <b>23.50 Journal, Météo.</b> <b>0.05 Le Cercle de minuit.</b> Présenté par Laure Adler. Qu'est-ce que ça crêpe ?	<b>0.00 Les Dossiers de l'Histoire.</b> Loin d'Hollywood, l'art européen du cinéma muet. [4] Domaine français, la musique de la lumière.	<b>0.10 Fantômes.</b> <b>0.40 Boulevard des clips</b> (et 5.15).	<b>22.40 Cinéma :</b> Malice. Film américain de Harold Becker (1993), v.o. Avec Nicole Kidman.	<b>22.45 Riccardo Muti dirige Dvorak.</b> Avec l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise.
<b>1.35 Les Fables de La Fontaine</b> (et 1.50). La Fable aux œufs d'or, de Bassek Ba Kobio ; Le Chêne et le Roseau, de Gad Marik.	<b>1.20 Programmes de nuit.</b>	<b>1.00 Feuilletton :</b> Dynamite.	<b>3.00 Rediffusions.</b>	<b>0.25 Surprises.</b> <b>0.30 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen.</b> Film allemand de Josef von Baky (1942-1943, v.o.).	<b>0.15 Documentaire : A propos des Joueurs de cartes.</b> De Robert Bober et Pierre Dumayet.
<b>1.40 Journal, Météo.</b> <b>1.55 Programmes de nuit.</b>		<b>1.45 Musique Graffiti</b> (15 min).		<b>2.20 Cinéma :</b> Les Soldats de l'espérance. Film américain de Roger Spottiswoode (1994, v.o., 135 min).	<b>0.30 Documentaire : Cézanne.</b> De Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.50 Faust pas rêver. Invité : André Dussollier. 21.00 Au nom de la loi. 22.00 Journal de France 2. 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. 0.30 Journal de la RTBF. En direct (20 min).  
**PLANÈTE** 19.40 Histoire du saut de la mer. De Patrick Benquet. 20.35 Roumanie, les enfants sacrifiés. De Jean-Paul Billaut. 21.30 Tant que le monde sera. [3/6] Du mont Eryx à la Sullymanya. De Sula Arin. 22.00 Vol au-dessus des mers. [1/11] Panther, un félin sur la Corée. De Steven Hoggard. 22.55 Robert Houdin, une vie de magicien. De Jean-Luc Müller. 23.50 La Mort en cette jungle. [1/3] Chasseurs solitaires. De James Money-Kyrle. 0.40 La Route de Shanghai. [1/2] De France Fauque (55 min).  
**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Premiers luges (et 0.45). 19.35 Stars en stock. 20.00 La Noël de Paris modes. 21.55 Aux arts et cietera. 22.25 Un air de lune à Mauthausen. Film français de Jean Chassay (1952, N.). Avec Claude Bras-

seux. 23.50 Paris dernière (55 min).  
**CANAL J** 18.15, Dodo, le retour ; 18.30, T'es pas cap ; 18.35, Coup de cœur livre ; 18.40, Le Mordu ; 18.45, La Cuisine. 18.50, Les Missions du Capitain J ; 19.00, Cagou l'invité ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.50, Au revoir.  
**CANAL JIMMY** 20.00 Série : Le Frelon vert. Laissez-leur assez de corde. 20.30 Série : Route 66. Bienvenue à Amity. 21.20 Série : Au cœur du temps. Armes secrètes. 22.10 Chronique de mon carapace. 22.15 Série : Sentinella. La Gymnastique. 22.45 Série : Les Incommensurables de Chicago. La Guerre des bordes. 23.35 Série : Liquid Television. 0.05 T'es pas une idée ? Invité : Barabas (60 min).  
**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). 19.55 Série : Paul et Virginie. 20.45 Série : The Thunderbirds (et 0.10). Message en musique. 21.40 Série : Agence Acapulco (et 1.00). Illusion parfaite. 22.30 Série : Mon ami le fantôme (50 min).  
**MCM** 19.00 L'été des mensuels (et 0.00). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Magazine (et 23.25). 0.55. 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.50 MCM Rock. Legends. 22.15 MCM Home Video. 22.25 Cinémascope. 22.40 Clips non-stop. 23.00 MCM Mag. 23.30

Blah-Blah Groove (30 min).  
**MTV** 20.00 Take That : The Hits. 21.00 Concert : Inside Unplugged. 21.30 Concert : Hole Unplugged. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The State. 0.00 The End (20 min).  
**EUROSPORT** 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Boxe. Poids super mi-moyens : Glenwood Brown (E-U)-Tony Marshall (E-U). 21.00 Aérobie. Championnats du monde 1995 : finales. 23.00 Echos. Grand Prix Intel international. 0.00 Equitation. (60 min).  
**CINÉ CINÉMA** 19.05 La Fausse Mathèse. Film français d'André Cayatte (1942, N.). Avec Danielle Darrieux. 20.30 Dix hommes pour l'enfer. Film américain de Harmon Jones (1955, N., v.o.). 22.00 L'aveugle. Film américain de Frank Capra (1946, N., v.o.). Avec James Stewart. 0.20 Mon passé défendu. Film américain de Robert Stevenson (1951, N., 75 min). Avec Robert Mitchum.  
**CINÉ CINÉMAS** 18.00 Le Bazar de Ciné Cinémas. 18.55 Manhattan. Film américain de Woody Allen (1979, N., v.o.). Avec Woody Allen. 20.30 De guerre lasse. Film français de Robert Enrico (1987). Avec Nathalie Baye. 22.30 La Petite Amoureuse. Film américain de John Hughes (1991, v.o.). Avec James Belushi. 0.15 Christophe Lambert (50 min).

## RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical. 3. Il était une fois Perrault. Œuvres de Ravel, Prokofiev, Debussy. 20.30 Tire ta langue. Sâbi, Pataouète, Tchatche : les avatars du français dans l'Algérie française. 21.28 Poésie sur parole. Nelly Sachs (3). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Ici et maintenant. Avec Alain Germon, écrivain. Une émission de la Radio belge. 22.40 Nuits magnétiques. Filles ou fils de... 2. Je sais à travers tribus. 0.05 Du jour au lendemain. Jacqueline Lichtenstein (La Peinture). 0.50 Musique : Coda. Les 25 ans du GMEB (8). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert. Donné le 18 novembre, salle Gaveau, dans le cadre du Salon romantique, sol. Jean-Efflam Bavouzet, Karolyi Mocsán, pianos. Nocturnes, transcription pour deux pianos de Ravel et Kocsis, de Debussy ; Deux images, transcription pour deux pianos de

Kocsis, de Bartok ; En blanc et noir pour deux pianos, de Debussy ; Suite n° 2 pour deux pianos op. 17, de Rachmaninov. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano, au Carnegie Hall (enregistré en 1956) : Lieder, de Brahms, Wolf, R. Strauss. 22.25 Dépeche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Ferrini, Carter, Conlon Nancarrow, Jacek. 23.07 Ainsi la nuit. Concertante pour harpe et cor de basset avec accompagnement de violoncelle op. 7, de Backofen ; Octave pour cordes op. 20, de Mendelssohn, par l'Orchestre de Vienne ; Die Geselligkeit, de Schubert, par le Chœur d'hommes de la Radio de Berlin, dir. Dietrich Knothe. 0.00 Jazz went. Festival de Juan-les-Pins. Michel Petrucciani, piano et Didier Lockwood, violon. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.  
**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 14 décembre à l'église Saint-Roch, par le Chœur et l'Orchestre baroque d'Amsterdam, dir. Ton Koopman. Barbara Schick, soprano, Elizabeth von Magnus, alto, Guy de Mey, ténor, Klaus Mertens, basse : Torontino de Noël BWV 248, de Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 21 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>12.50 Magazine :</b> A vrai dire.	<b>12.15 Jeu :</b> Les 2 Amours.	<b>12.35 Journal.</b>	<b>12.25 Série :</b> La Petite Maison dans la prairie.	<b>12.30 La Grande Famille.</b>	<b>12.00 Feuilleton :</b> Sam et Sally [4/12].
<b>13.00 Journal, Météo, Trafic info.</b>	<b>12.50 Météo</b> (et 13.35).	<b>13.05 Jeu :</b> Tout en musique.	<b>13.25 Téléfilm :</b> Marie et sa bande. D'Eric Tili, avec Gema Zamprogna, Gwyneth Walsh.	<b>13.40 Le Journal de l'emploi.</b>	<b>12.57 Agenda de Noël.</b> Saint Pierre de Canous, prêtre allemand du XVI <sup>e</sup> siècle.
<b>13.35 Magazine :</b> Femmes.	<b>12.55 Loto, Journal.</b>	<b>13.40 Cinéma :</b> Echez au roi. Film français d'André Gédéon (1953). Avec Richard Todd.	<b>13.45 Cinéma :</b> Les Soldats de l'espérance. Film américain de Roger Spottiswoode (1994).	<b>13.45 Cinéma :</b> Les Soldats de l'espérance. Film américain de Roger Spottiswoode (1994).	<b>13.00 Destination :</b> enfants.
<b>13.40 Les Feux de l'Amour.</b>	<b>13.45 Série :</b> L'Enquêteur.	<b>15.00 Questions au gouvernement.</b> En direct du Sénat.	<b>15.05 Série :</b> Brigade criminelle. Une jeune fille dont le père vient de mourir trouve un exutoire à son chagrin dans un petit groupe musical constitué par des garçons.	<b>16.00 Cinéma :</b> Madame Doubtfire. Film américain de Chris Columbus (1993).	<b>13.27 Le Journal du temps</b> (et 18.57).
<b>14.25 Feuilleton :</b> Dallas.	<b>14.40 Jeu :</b> Une famille en or.	<b>16.05 Série :</b> Brigade criminelle. Une jeune fille dont le père vient de mourir trouve un exutoire à son chagrin dans un petit groupe musical constitué par des garçons.	<b>15.05 Boulevard des clips</b> (et 1.20, 5.15).	<b>18.00 Le Dessin animé.</b> Santo Sugito.	<b>13.30 Attention santé.</b> Foie, cristaux et remèdes.
<b>15.20 Série :</b> Cannon.	<b>16.55 Club Dorothea Noël.</b>	<b>16.35 Les Mille et une.</b>	<b>16.30 Variétés :</b> Hit Machine. Émission présentée par Charly et Lulu.	<b>18.30 Cyberflash.</b>	<b>13.35 L'Histoire du cinéma français.</b> Premiers classiques du parlant français.
<b>16.20 Jeu :</b> Une famille en or.	<b>17.10 Qui de nous, docteur ?</b>	<b>17.40 Jeu :</b> Qui le meilleur gagne.	<b>17.05 Série :</b> Les McKenna.	<b>En clair jusqu'à 20.35</b>	<b>14.35 A la recherche de nos ancêtres.</b> Chasseurs ou chassés [2/3].
<b>16.55 Club Dorothea Noël.</b>	<b>17.40 Série :</b> Copier et coller.	<b>18.15 Série :</b> Le Prince de Bel-Air.	<b>18.00 Série :</b> Robocop.	<b>18.40 Nulle part ailleurs</b> (et 19.10).	<b>15.35 ► Qui vive ?</b> [4/4]. La place des personnes âgées dans la société.
<b>17.30 La Philo selon Philippe.</b>	<b>18.15 Série :</b> Les Années fac.	<b>18.40 Jeu :</b> Qui le meilleur gagne.	<b>19.00 Série :</b> Flash.	<b>19.40 Zéorama, le contre-journal.</b>	<b>15.50 Allô la Terre.</b> [4/5].
<b>18.00 Série :</b> Les Années fac.	<b>18.30 La Miracle de l'Amour.</b>	<b>19.10 Bonne nuit les petits.</b>	<b>19.54 Six minutes d'informations.</b> Météo.	<b>19.55 Les Guignols.</b>	<b>16.10 Cellulo.</b>
<b>18.30 La Miracle de l'Amour.</b>	<b>19.05 Série :</b> Agence tous risques.	<b>19.20 Studio Gabriel</b> (et 3.00).	<b>20.00 Jeu :</b> Le Grand Zap. Présenté par Olivier Careras.	<b>20.30 Le Journal du cinéma.</b>	<b>17.00 Les Enfants de John.</b>
<b>19.05 Série :</b> Agence tous risques.	<b>20.00 Journal, Météo, Trafic info.</b>	<b>20.49 Météo, Point-rouge.</b>	<b>20.35 Magazine :</b> Passé simple. Présenté par Mariette Fournier. Des fêtes, des repas.	<b>La Nuit Vittorio Gassman</b>	<b>17.30 Documentaire :</b> Les Pandas.
<b>20.00 Journal, Météo, Trafic info.</b>				<b>20.35 Documentaire :</b> Vittorio Gassman, portrait d'un acteur. De Gilles Nadeau. Portrait d'un homme de spectacle complet : international italien de basket, grand acteur de théâtre, de cinéma et de télévision, écrivain à succès. Tout réussit à cet individualiste provocateur, ne d'une mère italienne et d'un père allemand.	<b>18.25 Toi, mon bébé</b> [4/5].
				<b>21.33 Court métrage :</b> Clara et Jérémy. De F. Hernandez.	
				<b>21.35 Cinéma :</b> Parfum de femme. Film italien de Dino Risi (1974).	
				<b>21.35 Cinéma :</b> Le Fanfaron. Film italien de Dino Risi (1962, N.).	
				<b>0.55 Cinéma :</b> La Famille. Film franco-italien d'Ettore Scola (1987, 124 min).	
					<b>22.15 Entretien :</b> Qui êtes-vous, Hugo Claus ? Avec Hugo Claus et Pierre-André Bouvart.
					<b>22.20 Documentaire :</b> Hugo Claus au fil du temps [1 et 2/2]. De Jean Antoine.
					<b>23.35 Cinéma :</b> Le Sacrement. Film belge (flamand) de Hugo Claus (1989, v.o.).
					<b>1.15 Bibliographie.</b>
					<b>1.20 Cinéma :</b> Onibaba. Film japonais de Kaneto Shindo (1964, N., v.o.) (100 min, rediff.).

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.50 Faust pas rêver. Invité : André Dussollier. 21.00 Au nom de la loi. 22.00 Journal de France 2. 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. 0.30 Journal de la RTBF. En direct (20 min).  
**PLANÈTE** 19.40 Histoire du saut de la mer. De Patrick Benquet. 20.35 Roumanie, les enfants sacrifiés. De Jean-Paul Billaut. 21.30 Tant que le monde sera. [3/6] Du mont Eryx à la Sullymanya. De Sula Arin. 22.00 Vol au-dessus des mers. [1/11] Panther, un félin sur la Corée. De Steven Hoggard. 22.55 Robert Houdin, une vie de magicien. De Jean-Luc Müller (55 min).  
**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Aux arts et cietera. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Tous en scène. Film

américain de Vincente Minnelli (1953, v.o.). Avec Fred Astaire, Cyd Charisse. 22.50 Totalelement cinéma. 23.20 Concert : Macbeth et Rigoletto. Enregistré au Concertgebouw d'Amsterdam en 1994. 0.45 Musiques en scènes (25 min).  
**CANAL J** 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Série Capu. Spécial dix ans de Canal J. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse. 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, La Mode et au revoir.  
**CANAL JIMMY** 20.00 Chronique du front. 20.05 La Nuit de la moto (365 min).  
**SÉRIE CLUB** 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.20). Le Legs. 19.55 Série : Paul et Virginie. 20.45 Série : Les Évasions célèbres (et 0.10). Latude ou l'entêtement de vivre. 21.50 Série : Agence Acapulco (et 1.00). Mon ami le fantôme (50 min).  
**MCM** 19.00 Eurotrash (et 0.15). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Magazine (et 23.25). 0.55. 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock. Legends. Marvin Gaye (8 parties). 22.30 L'Invité de marque. Les Innocents. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag. 1.00 Zoom zoom (suite). (60 min).

**MTV** 20.00 Lenny Kravitz : The Hits. 21.00 Concert : Nirvana Live! N. Loud. Enregistré à Seattle en décembre 1993. 22.00 Red Hot Chili Peppers. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Asot Fox. 0.00 The End (20 min).  
**EUROSPORT** 19.30 Eurosportnews. 20.00 Aérobie. Résumé. Miss Fitness États-Unis (2<sup>e</sup> partie). 21.00 Catch. 22.00 Boxe. Poids lourds-légers : James Toney (E-U)-Greg Everett (E-U). 23.00 Flèches. Résumé. Championnats du monde « Bullshooter » à Chicago (Illinois). 0.00 Golf. PGA American : le « Maui Kaanapali » Classic à Lahaina. 1.00 Eurosportnews. (30 min).  
**CINÉ CINÉMA** 18.00 La Vie est belle. Film américain de Frank Capra (1946, N.) avec James Stewart. 20.30 L'Homme aux cent visages. Film franco-italien de Dino Risi (1959, N., v.o.) avec Vittorio Gassman. 22.10 Le Château de verre. Film franco-italien de René Clément (1959, N.) avec Michèle Morgan. 23.45 Le Club (80 min).  
**CINÉ CINÉMAS** 18.40 Viva la vie. Film français de Claude Lelouch (1984) avec Michel Piccoli. 20.30 Cléopâtre. Film américain de Joseph Mankiewicz (1962) avec Elizabeth Taylor. 0.10 Trois sœurs. Film italo-français de Margherita von Trotta (1988, 110 min) avec Fanny Ardant.

## RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Au royaume du conte musical. 4. Il était une fois le fantastique selon Edgar Allan Poe. Œuvres de Reibel, Debussy, Caplet. 20.30 Lieux de mémoire. Nelly Sachs (4). 21.32 Fiction. Nid Baroque, de Guyette Lyr. 22.40 Nuits magnétiques. Filles ou fils de... 3. Prière de regarder les ossements. 0.05 Du jour au lendemain. Hubert Damisch (Scrits de Dubuffet). 0.50 Musique : Coda. Les 25 ans du GMEB (8). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Concert. Donné le 9 décembre, à la salle Pleyel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Concerto pour piano et orchestre n° 1, de Brahms ; Symphonie n° 3 Écossaise, de Mendelssohn. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano, au Festival de Salzbourg (en 1953) : Lieder sur des textes de Goethe et de Mörike, de Wolf. 22.25 Dépeche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de De Leeuw, Jacek. 23.07 Ainsi la nuit. Septuor pour clarinette, cor, basson et quatuor à cordes op. 20, de Beethoven, par les membres de l'Orchestre de Vienne ; Œuvres de Schubert : Das Dörfchen, pour chœur d'hommes O 598 ; Der Gondelfahrer, pour

chœur d'hommes et piano D 809, par le Chœur d'hommes de la Radio de Berlin, dir. Dietrich Knothe. 0.00 Tapisage nocturne. Musique aux antipodes. Œuvres de Zanes, Mo Boma, Social Interiors, Riddell, Hopkins. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.  
**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Christoph von Dohnanyi. Symphonie n° 4 italienne, de Mendelssohn, par l'Orchestre philharmonique de Vienne ; Concerto pour flûte et harpe K 299, de Mozart, par l'Orchestre de Cleveland. Joshua Smith, flûte. Lea Wedbaum, harpe. Symphonie n° 8, de Dvorak, par l'Orchestre de Cleveland ; L'Or du Rhin : extraits de la scène 2, de Wagner. Robert Hale (Wotan), Kim Begley (Loge), Franz-Josef Kapellmann (Alban), Walter Fink (Fafner). 22.30 Les Soirées... (Suite). Le chef d'orchestre Christoph von Dohnanyi. Concerto pour cello à cordes et orchestre, de Martini, par l'Orchestre de Cleveland ; Orchestral Set n° 2, d'Yves, par l'Orchestre de Cleveland ; Les Sept Péchés capitaux, ballet chanté, de Weill, par l'Orchestre de Cleveland ; Anja Silja, soprano, Donald George et Volker Vogel, ténors, Jörg Gottschalk, basse, Franz-Josef Kapellmann, basse ; Sérénade pour violon, alto, violoncelle op. 10, de von Dohnanyi, Jascha Heifetz, violon, William Primrose, alto, Emanuel Feuermann, violoncelle. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

NOCTURNE  
tous les  
JEUDIS  
22 heures.

Jeudi 21,  
vendredi 22 décembre.

-15%  
sur TOUTE\* la TV,  
hi-fi, vidéo.

SAMARITAINE

\*Seul points rouges.



## Le gracie

par Pierre Georges

C'EST UNE THÈSE comme une autre, avec ce genre de titre un peu singulier qui convient au docteur d'histoire : « La famille en Cévaudan au XVI<sup>e</sup> siècle, d'après les notaires de la Lozère (1380-1483) ». Et ce ne fut pas une soutenance de thèse comme une autre.

Lundi 18 décembre, à l'université de Tours, un candidat très particulier s'est présenté devant son jury, deux femmes et trois hommes. Un candidat sous bonne garde. Menotté jusqu'à l'entrée de la bibliothèque universitaire. Menotté dès la sortie après l'obtention du diplôme avec mention très honorable et félicitations du jury. Et reconduit aussitôt au centre de détention de Caen, où il purge sa peine.

Philippe Maurice, âgé de trente-neuf ans, ancien condamné à mort, est désormais docteur en histoire de l'université de Tours. Énoncé brut d'une histoire hors de l'ordinaire, du retour inattendu sur un homme lui-même inscrit dans l'histoire judiciaire du pays.

Philippe Maurice fut l'un des derniers condamnés à mort de France. Et il reste le premier gracié, le 25 mai 1981, par François Mitterrand à peine élu. Il avait tué un vigile et un brigadier de police. Il avait multiplié les tentatives d'évasion violentes. Avant comme après la grâce dont il bénéficia. En février 1981, il blessa gravement un gardien de la prison de Fresnes avec une arme qui lui avait été procurée par une jeune avocate, condamnée elle-même pour cela. En novembre 1981, il avait tenté d'étrangler avec ses menottes un autre surveillant lors d'un transfert.

Philippe Maurice était donc un homme dangereux, voire « irrécupérable » type. Il était ce tueur dont l'avocat général de la cour d'assises de Paris, requérant et ob-

tenant la peine de mort, disait à l'époque : « La mort est inscrite dans le destin de Philippe Maurice, car s'il n'est pas tué il tuera encore ».

C'est dire si le cas Maurice fit du bruit à l'époque, et si la grâce présidentielle fut aussitôt dénoncée, par beaucoup, comme l'illustration même du « laxisme judiciaire » de la gauche.

C'était hier, avant l'abolition de la peine de mort, ce premier combat victorieux de la gauche au pouvoir. Et c'était autrefois. Quinze ans ont passé. Quinze années de réclusion criminelle pour Philippe Maurice, dont on sut un moment qu'il écrivait beaucoup, entretenant, le temps d'une année scolaire en 1986, une correspondance suivie avec des élèves d'une classe de troisième de Morlaix.

Et puis vint l'oubli. Sauf ses proches, sauf ses maîtres, qui savaient que Philippe Maurice s'était lancé à corps perdu dans l'étude, dans les études ? Dans sa correspondance avec les collégiens il s'en était expliqué. « Dans l'immédiat, c'est pour ne pas devenir fou, pour que mon esprit ne régresse pas trop face à la monotonie, à la platitude du monde carcéral ». C'était étudier ou, selon ses propres termes, vivre « en mort-vivant, de cette mort psychologique pire que la mort physique ». D'un CAP d'aide-comptable, avant l'incarcération, à ce doctorat d'histoire, quinze ans de travail en prison. Et ce que son directeur de thèse, Bernard Chevalier, appelle « une histoire un peu exemplaire, un peu extraordinaire (...) qui doit démontrer que personne n'est irrécupérable ». Un diplôme, jamais, n'abolit le passé. Philippe Maurice a tué et brisé des vies. Constatons simplement qu'il n'a trahi ni sa grâce ni l'espoir placé, malgré tout, en l'homme par l'abolition.

## Le nouveau statut de la Polynésie française renforcera l'autonomie du territoire

Les textes devaient être adoptés, mercredi 20 décembre, en conseil des ministres

LA REPRISE, pour un temps limitée, des essais nucléaires dans le Pacifique sud se solda par un coût politique. Le président du gouvernement territorial de Polynésie française, le député (RPR) Gaston Flosse, a non seulement obtenu de son « ami » Jacques Chirac l'engagement de maintenir pendant dix ans les flux financiers engendrés par le Centre d'expérimentation du Pacifique et évalués à près de 400 millions de francs, mais il est aussi parvenu, en un temps record, à obtenir un projet de statut d'autonomie pour la Polynésie, que devait adopter le conseil des ministres du mercredi 20 décembre et dont la première version, avant examen par le Conseil d'État, avait causé, par l'ampleur des pouvoirs accordés à M. Flosse, une certaine surprise au sein de la majorité, voire du gouvernement.

Ce projet de statut a déjà reçu l'aval, le 8 novembre, à une très large majorité (30 voix contre 6 et 1 abstention), des membres de l'actuelle assemblée territoriale, renouvelable - il faut le préciser - en mars 1996. Il devait être soumis au Parlement, vraisemblablement au début de 1996. Ce nouveau statut consacrerait la Polynésie comme un « territoire d'outre-mer autonome », associé en quelque sorte - bien que le mot ne soit pas employé - à la République française. Selon l'article 1 du projet de loi organique (complété par une loi ordinaire), le territoire « exerce librement et démocratiquement par ses représentants élus les compétences » dévolues par la loi.

Le président du gouvernement du territoire deviendrait le « président de la Polynésie française » et les membres de l'assemblée territoriale des « députés territoriaux ». Les recours contre leurs délibérations relevaient directement du conseil d'État, et non plus du tribunal administratif. Les compétences du « gouvernement » porteraient, entre autres, sur l'enseignement supérieur, les dessertes aériennes et maritimes internationales, les télécommunications. Le « président » pourrait négocier et signer, sous certaines conditions, « ou nom de l'État » avec les organismes internationaux et les gouvernements des États du Pacifique.

Sur le plan économique, le texte étend le domaine de compétence de la Polynésie aux eaux territoriales, y compris aux lagons, ainsi qu'au sol et au sous-sol de ce domaine maritime. En clair, cette modification vise à faciliter l'exploitation de gisements de phosphates, notamment aux îles Tuamotu. Selon les amendements proposés par la majorité de l'assemblée territoriale, « les autorités du territoire ne [pourraient] se voir opposer les compétences de l'État » en matière de douanes, de marchés publics, de « loteries, tombolas et paris », d'organisation des professions « à l'exception de la profession d'avocat », ou de communication audiovisuelle. La langue tahitienne deviendrait la langue officielle au même titre que le fran-

çais. Enfin, les amis de M. Flosse proposent l'instauration d'un CSA local, baptisé « conseil territorial de l'audio-visuel », dont la moitié des membres serait désignée par le pouvoir politique en place.

« La presse d'opposition déjà exclue des conférences de presse du président n'aura qu'à bien se tenir », a affirmé à Papeete l'un des principaux porte-parole de l'opposition, Boris Léontieff, qui dénonce plus généralement le « marchandage » de M. Flosse consistant en « un soutien aveugle aux essais en échange d'un statut taillé sur mesure ». Plus sévères, d'autres opposants jugent le projet « discriminatoire à l'égard

du peuple maohi ». « Il est fait, ajoutent-ils, par et pour des affairistes qui veulent continuer le pillage de notre pays ». Le chef de file des indépendantistes, Oscar Temaru, dénonce une manœuvre électorale destinée à conforter la position de Gaston Flosse avant les prochaines élections territoriales, et réclame l'organisation d'un référendum sur l'indépendance. En réponse à l'ancien député (non inscrit) Emile Vernaudon, le président de la République a toutefois estimé, le 31 octobre, qu'« à brève échéance » une telle consultation ne lui « apparaît pas souhaitable ».

A Paris même, lors de l'examen

du budget des DOM-TOM à l'Assemblée nationale, Léon Bertrand (RPR, Guyane), nouveau président de l'intergroupe des parlementaires d'outre-mer, s'est étonné des bonnes manières faites à son collègue de Polynésie. « L'appartenance à la France, et les transferts financiers qu'elle entraîne, suppose le respect d'un certain nombre de règles communes », a-t-il affirmé, en soulignant notamment que « l'argent public profite réellement à toutes les couches de la population polynésienne ».

Jean-Louis Saux et Michel Yieng Row

## Steven Spielberg, entre deux âges

LOS ANGELES

Lundi 18 décembre, Steven Spielberg fêteit deux anniversaires. Celui de ses quarante-neuf ans, si l'on en croit son bulletin de naissance, dans le comté de Hamilton (Ohio), un 18 décembre 1946. Et celui de l'âge que le réalisateur américain primé par un Oscar pour son film *La Liste de Schindler* s'est choisi, se rajoutant d'un an pour des raisons encore mystérieuses. Ainsi, le permis de conduire, la carte d'électeur de Steven Spielberg mentionnent comme date de naissance : 18 décembre 1947. Le *New York Times* avait même publié, en 1987, un long article intitulé « Spielberg à quarante (ans) », sans que celui-ci proteste. Et tous les livres de référence sur le cinéma, y compris la *Film Encyclopedia*, de Ephraïm Katz, le *Quid*, donne 1947 comme année de naissance de l'inventeur de *E.T.*

Cette affaire a fait surface en raison d'une plainte qui vient d'être déposée devant un tribunal californien contre Steven Spielberg par l'homme qui, en 1968, avait financé le premier film professionnel du réalisateur : *Ambin*, court-métrage de 24 minutes. Denis Hoffman, aujourd'hui marchand de bijoux à Hollywood, prétend avoir alors passé un « deal » avec Steven Spielberg qui s'engageait à diriger dans

les dix années à venir un film produit par lui. En 1977, Steven Spielberg réalise l'énorme succès *Dents de la mer*, et casse l'accord en versant un modeste dédommagement à Hoffman. Mals d'après celui-ci les avocats du réalisateur auraient soutenu à l'époque que le contrat était nul et non avenu puisque, en 1968, Spielberg était mineur. Celui né en 1947, oui, mais celui né en 1946, non. D'où le procès.

Depuis, les représentants de Steven Spielberg (son avocat Marshall Grossman et son porte-parole Marvin Levy) ont reconnu officiellement que le réalisateur était bien né en 1946 et que toute référence à l'année 1947 était incorrecte. Mais ils se sont refusés à tout autre commentaire. Spielberg se tait, lui aussi. « A l'âge de douze (lire treize) ans, il avait dirigé son premier film amateur avec scénario et acteurs, explique le Katz. A treize (lire quatorze) ans, il remporta une compétition avec un film de guerre de 40 minutes, *Escape to Nowhere* ». Serait-ce le goût hollywoodien des superlatifs, doublé du penchant américain pour les chiffres-reports, qui aurait poussé un cloniste précoce à se rajouter encore ? L'homme le plus puissant de Hollywood répondra-t-il un jour ?

Claudine Mulard

## Le comité d'entreprise de « Libération » saisit la justice

LES ÉLUS DU COMITÉ D'ENTREPRISE DE LIBÉRATION ont saisi, mardi 19 décembre, en référé, le président du tribunal de grande instance de Paris d'une demande d'annulation du plan social présenté par la direction, qui prévoit quatre-vingt-trois suppressions de postes (Le Monde du 20 décembre). Le CE estime qu'il a été insuffisamment informé des conditions économiques qui le justifiaient. Il demande en outre au président du tribunal d'« interdire à Libération de poursuivre ce projet ». L'audience de référé a été fixée au mercredi 27 décembre.

Le personnel du quotidien devait se prononcer à bulletin secret, mercredi 20 décembre, sur l'accord passé entre le conseil de surveillance, qui représente les salariés-actionnaires, et la direction sur le volet social du plan de redressement. Cet accord de compromis, qui a entraîné la démission de plusieurs membres du conseil de surveillance, prévoit une réduction de la masse salariale équivalente à la suppression de soixante-cinq postes.

■ ÉDITION : la plus ancienne encyclopédie de langue anglaise, l'*Encyclopaedia britannica*, fondée en Écosse en 1768, va être vendue par l'université de Chicago, qui la publie sous l'égide de la Fondation William Benton. Un groupe d'investisseurs dirigé par le financier Jacob Safra, basé en Suisse, s'est porté acquéreur. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Les ventes de l'ouvrage ont chuté aux États-Unis, passant de plus de 100 000 en 1990 à 51 000 en 1994.

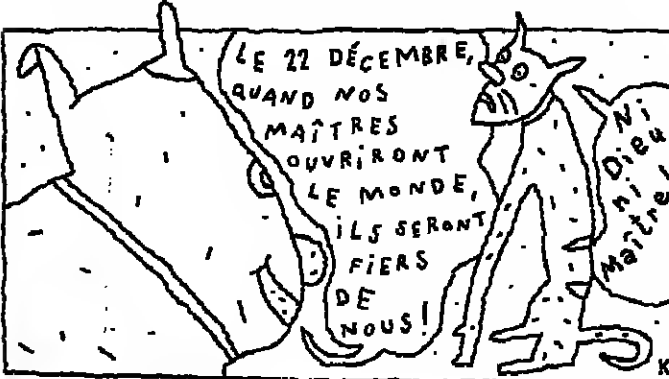
## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 20 décembre, à 12 h 30 (Paris)

PERMETTRE	OUVERTURE
DES PLACES ASIATIQUES	DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 19140,50 -0,88 -1,39	Cours au Var. en % Var. en %
Hong Kong Index 9705,86 -1,03 -18,49	1992 1993 1994
Tokyo Nikkei sur 3 mois 19140,50	Paris CAC 40 1810,21 -0,56 -3,77
	Londres FT 100 3579,90 -0,45 -16,70
	Zurich 2032,00 -0,20 -20,82
	Milan MIB 30 2236,49 -1,29 -6,18
	Frankfurt Dax 30 1935,13 -0,63 -10,46
	Bruxelles 2400,00 -0,40 -40,30
	Suisse SMI 2400,00 -0,40 -40,30
	Madrid Iboex 35 103,37 -10,37
	Amsterdam CBS 113,56 -13,56

Tirage du Monde daté mercredi 20 décembre 1995 : 495 829 exemplaires



Le 22 décembre 1995

Le Monde

(daté 23 décembre)

vous fera découvrir nos deux héros « Entre chien et chat »

Un cadeau pour vous, lecteurs de 12 à 120 ans !

ALFRED DUNHILL

MONTRE DU CENTENAIRE.

Modèle inspiré de montres Alfred Dunhill des années 30 célébrant le centenaire de la maison. Alfred Dunhill. Fabriquée en Suisse, son mouvement est mécanique, son boîtier en acier est inoxydable et son verre en saphir est irrayable. Elle est étanche à 30 mètres et bénéficie d'une garantie internationale.

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE 24 DÉCEMBRE DE 11H À 17H.

Frères recherchés depuis 1898.

Alfred Dunhill, 15, rue de la Paix, Paris. Tél. : 42 61 57 58